

**THE FIRST CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE
FOR METEOROLOGY
IN AFRICA**



**RAPPORT DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES
MINISTRES RESPONSABLES DE LA MÉTÉOROLOGIE
EN AFRIQUE
NAIROBI, 12-16 AVRIL 2010**

INTRODUCTION

La première Conférence des ministres responsables de la météorologie en Afrique s'est déroulée du 12 au 16 avril 2010, sous le thème «Investir dans les services météorologiques et climatologiques pour le développement». Ont participé à cette Conférence, organisée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en partenariat avec l'Union africaine, les représentants de 48 pays africains, dont plus de 30 ministres. On a dénombré plus de 300 participants, y compris des experts techniques et des spécialistes de la météorologie et de la climatologie ainsi que les représentants de plusieurs grands groupes d'utilisateurs de l'information climatologique en Afrique et ailleurs, d'institutions d'aide au développement, d'universités et d'organismes de financement. Elle a eu lieu parallèlement à la Conférence ministérielle sur la réduction des risques de catastrophes en Afrique (15-16 avril 2010), fournissant ainsi aux ministres et experts des possibilités uniques d'interaction.

La Conférence a commencé par le segment expert du 12 au 14 avril, suivi de la Conférence ministérielle du 15 au 16 avril.

Le débat d'experts a permis d'examiner les défis et les perspectives qui attendent les SMHN dans leur contribution aux programmes de développement pour l'Afrique, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, le Plan stratégique de la Commission de l'Union africaine, les objectifs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le plan stratégique du Conseil régional I (Afrique) de l'OMM et l'élaboration de plans nationaux et régionaux de développement durable. Le segment expert était divisé en huit séances: Satisfaction des besoins en matière de développement; Avantages des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques; Réduction des risques de catastrophes; Élimination des lacunes en matière de données; Renforcement des capacités; Points de vue des utilisateurs; et Renforcement des partenariats. Un certain nombre d'événements parallèles se rapportant à la consolidation de la fonction assurée par les services météorologiques en Afrique ont également été organisés.

Les participants au segment ministériel des 15 et 16 avril ont approuvé la Déclaration de la Conférence émanant de la réunion d'experts et ont adopté la Déclaration ministérielle de Nairobi sur la météorologie en Afrique.

La Déclaration émanant de la réunion d'experts figure à l'**annexe 1**.

La Déclaration ministérielle est présentée à l'**annexe 2**.

L'**annexe 3** récapitule les différents événements parallèles portant sur des sujets précis qui ont été organisés au cours de la conférence.

La liste des participants est donnée à l'**annexe 4**.

L'**annexe 5** décrit enfin le programme de la Conférence.

RAPPORT DU SEGMENT EXPERT, 12-14 AVRIL 2010

1.0 OUVERTURE

1.1 M. Joseph R. MUKABANA, Directeur du Service météorologique national et Représentant permanent du Kenya auprès de l'OMM, a accueilli les délégués à la réunion d'experts. Citant le quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), celui-ci a souligné la contribution importante des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) aux efforts déployés en vue de lutter contre la variabilité et les changements climatiques. M. Mukabana a déclaré que la Conférence constituait une occasion unique de mettre au point des solutions durables et que les résultats obtenus devraient stimuler l'organisation de nouvelles rencontres ministérielles. Il a exhorté les gouvernements et les décideurs à tous les échelons d'intégrer la question des services météorologiques dans les calendriers de discussions, en particulier pour les questions se rapportant au développement national. Il a prié les participants d'observer une minute de silence à la mémoire du président polonais qui a trouvé la mort lors d'un accident d'avion, une délégation de la Pologne étant présente à la Conférence.

1.2 M. Jeremiah LENGOSA, Secrétaire général adjoint de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a félicité le gouvernement du Kenya d'avoir accueilli cette conférence historique à Nairobi et a exprimé sa gratitude à la Commission de l'Union africaine pour avoir rapidement accepté d'organiser cette réunion en partenariat avec l'OMM. La Conférence visait à sensibiliser les décideurs africains aux contributions actuelles et potentielles des SMHN au développement socio-économique du continent afin de leur permettre de définir des stratégies axées sur l'action au service du développement et du renforcement de la météorologie pour intégration dans les programmes nationaux de développement. M. Lengoasa a affirmé que l'évolution et la variabilité du climat, qui sont responsables de l'augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes et de l'accroissement de leur intensité, ainsi que de la majoration des risques de catastrophes naturelles, avaient une incidence sur les écosystèmes et l'infrastructure fragile du continent africain et touchaient tous les secteurs d'activité, notamment l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé publique, les transports et la gestion des ressources en eau. Il a indiqué que la plupart des pays les moins avancés du globe se trouvaient en Afrique et qu'ils étaient parmi les plus exposés aux menaces que font peser des phénomènes météorologiques et hydrologiques tels que les sécheresses, les crues, les cyclones, les tempêtes de poussière et autres phénomènes extrêmes. Les SMHN des pays africains devraient donc être considérés comme des intervenants de premier plan pour ce qui est des projets de développement, et la Conférence devrait contribuer à consolider leur valeur ajoutée et à aider les Ministres à mieux saisir l'importance de ces services dans le cadre de leur mission. Il a par ailleurs souligné que cette réunion d'experts devrait éclairer la Conférence ministérielle sur les solutions qui pourraient avoir un impact durable sur le rôle de plus en plus crucial que jouent les SMHN sur le plan du développement socio-économique national, en plus de motiver les ministres responsables de la météorologie en Afrique à se réunir à nouveau afin d'évaluer les progrès accomplis suite à cette première conférence de grande portée.

1.3 Mme Olushola Olayide SODEKO, de la Commission de l'Union africaine, parlant au nom du membre de la Commission responsable du développement rural et de

l'agriculture, Mme Peace Rhoda TUMUSIIME, a déclaré que le climat et les changements climatiques étaient des questions hautement prioritaires pour l'Union africaine. Les participants ont été encouragés à mettre au point une position africaine commune en vue de la prochaine Conférence des Parties à la CCNUCC (COP16), qui aura lieu au Mexique. Il leur a été demandé de montrer la même solidarité observée lors de la COP15 à Copenhague.

1.4 M. Ramadhan Seif KAJEMBE, Ministre adjoint, Ministère de l'environnement et des ressources minérales du Kenya, a ouvert la conférence en soulignant que le ministère avait entrepris de mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de climat, qui constituera le fondement d'un programme sur les changements climatiques. Il a fait remarquer que plusieurs initiatives de plantation d'arbres avaient été lancées en vue de reconstituer la couverture forestière et de renforcer la résilience face à l'évolution du climat; il a ajouté que si chaque Kényan plantait dix arbres chaque année, des changements spectaculaires pourraient être observés d'ici cinq ans.

2.0 PREMIÈRE SÉANCE: INTRODUCTION ET OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

2.1 ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES RAPPORTEURS

2.1.1 Sous la présidence du Kenya agissant à titre de pays hôte, on a procédé à la nomination du Président et des rapporteurs pour le segment expert de la Conférence.

2.1.2 M. Mamadou Lamine BAH, Directeur de la météorologie, République de Guinée, qui est également Président du Conseil régional pour l'Afrique (CR I), a été élu Président du segment expert.

2.1.3 M. M.A. ABDELGADIR, Directeur du Service météorologique soudanais, et **M. Abdalah MOKSSIT**, Directeur du Service météorologique marocain, ont été élus rapporteurs.

2.2 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Zimbabwe, secondé par la Namibie, a proposé d'allouer plus de temps aux discussions sur les déclarations des ministres à l'intérieur de l'ordre du jour. Le Président Bah a suggéré que le Secrétariat se penche sur cette proposition. L'ordre du jour a ensuite été adopté à l'unanimité sans aucun amendement.

2.3 PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

2.3.1 Mme Olushola Olayide SODEKO, de l'Union africaine, a réitéré l'engagement de l'Union dans la lutte contre les changements climatiques en Afrique. Elle a expliqué que les responsables élus contribueront de manière déterminante à la réussite de la Conférence ministérielle. Elle a ajouté qu'il était primordial de satisfaire l'objectif de la Conférence, qui consiste à préparer les services météorologiques à se conformer aux normes internationales, compte tenu de la grande vulnérabilité du continent face aux changements climatiques.

2.3.2 M. Mamadou Lamine BAH, en sa qualité de Président du Conseil régional pour l'Afrique, a reconnu l'apport fondamental de l'information et des données

météorologiques à la lutte contre les changements climatiques et à l'essor du développement économique et social. M. Bah a demandé aux participants de bien noter les objectifs de la Conférence. Il s'est dit satisfait de la bonne performance des services météorologiques africains en dépit de conditions de travail difficiles. Il s'est réjoui de l'appui procuré par l'OMM aux initiatives régionales, comme la Quatorzième session du Conseil régional, qui a eu lieu à Ouagadougou, Burkina Faso, en février 2007.

2.3.2 M. Alioune NDIAYE, Directeur du Bureau régional de l'OMM pour l'Afrique, a affirmé qu'il était primordial d'instaurer une ambiance politique favorable et stable pour faire face avec succès aux pressions et défis socio-économiques engendrés par les changements climatiques. Il a réitéré le rôle joué par les services météorologiques et hydrologiques dans la lutte contre ce fléau. Les participants ont été incités à travailler ensemble en tant qu'Africains afin de présenter des suggestions et recommandations à la réunion en vue d'élaborer une Déclaration ministérielle bénéfique pour tous.

3.0 DEUXIÈME SÉANCE: SATISFACTION DES BESOINS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

3.1 INTRODUCTION

La séance a permis de donner un aperçu de ce qui a déjà été accompli au niveau de la fourniture de services météorologiques, hydrologiques et climatologiques en Afrique en vue de combler les besoins en matière de développement et d'aider les pays à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et ce, de manière durable. Les orateurs ont partagé leur expérience de travail avec les données, produits et services météorologiques et hydrologiques, en plus de cerner les besoins futurs et de définir des stratégies.

3.2 EXPOSÉS

3.2.1 M. Adama Alhassane DIALLO, Directeur général du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), a parlé de l'importance des services météorologiques et climatologiques dans le contexte africain. Il a décrit l'état et les conditions d'exploitation des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en Afrique, notamment en rapport avec leur contribution potentielle au développement durable de divers secteurs économiques nationaux, en particulier l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau, l'énergie, la santé, les transports (aéronautiques et maritimes) et le tourisme. Il importe de renforcer sensiblement la participation des SMHN aux efforts de gestion et de réduction des risques de catastrophes, d'atténuation des effets des changements climatiques et d'élaboration de stratégies d'adaptation dans leurs pays respectifs. La prévision climatique à courte et à moyenne échéance et à l'échelle des plans et processus décisionnels nationaux et locaux constituera un facteur clé dans l'instauration d'un développement économique stable. Cela exigera aussi d'améliorer la diffusion de l'information climatologique à tous les échelons. Alors que certains SMHN africains possèdent une structure assez bien adaptée et des ressources suffisantes pour offrir les produits et services demandés, bon nombre d'entre eux, en particulier dans les pays en développement et les moins avancés (PMA), ne peuvent faire face à la situation. Il est primordial de centrer les efforts sur le renforcement de ces services. Les institutions et mécanismes régionaux en place ont un rôle déterminant à jouer à cet égard et ont

besoin de tout l'appui nécessaire. Le resserrement de la coopération entre les institutions panafricaines et régionales est par ailleurs essentiel. Dans ce contexte, la coopération Sud-Sud et Nord-Sud doit également faire sa part et l'échange d'expertise et de connaissances doit être encouragé.

3.2.2 M. Anthony Okon NYONG, Chef d'unité, Genre, Changement climatique et développement durable, de la Banque africaine de développement, a fait état de l'importance de l'information climatologique pour le développement durable en Afrique. Selon lui, les enjeux du développement en Afrique présentent de multiples facettes que l'on peut regrouper en trois volets: environnemental (aridité, phénomènes extrêmes, érosion côtière), économique (nombreux PMA, famine généralisée et épidémies) et social (fragilité des institutions, gouvernance). Il a expliqué que les changements climatiques peuvent gravement exacerber ces problèmes. Il est par conséquent primordial de renforcer la résilience dans le contexte du développement en intégrant les questions relatives à l'évolution du climat dans les politiques et cadres réglementaires et en accélérant l'utilisation de l'information climatologique dans les processus décisionnels et la planification. Il importe, en outre, d'améliorer la collecte et la gestion de l'information. Il est également indispensable d'instaurer une économie à faible émission de carbone en Afrique. On doit développer des mesures de protection climatique afin de connaître les effets réels de l'évolution du climat sur la visibilité, la viabilité et la durabilité à long terme des politiques, plans et projets. Les changements climatiques auront-ils une incidence sur l'aboutissement des projets de développement? La Banque africaine de développement centre ses actions sur les politiques et les stratégies visant à améliorer les bases de données telles que ClimDev Afrique, à appuyer des projets à l'échelle nationale et régionale et à mobiliser des fonds (FEM, CIF et Fonds pour l'adaptation de Copenhague). Il est évident que l'on a encore besoin de plus de ressources et la Banque africaine de développement est en mesure de gérer le financement des actions de lutte contre les changements climatiques en Afrique.

3.2.3 M. John JONES, Consultant à la Banque mondiale, a présenté une étude de cas sur la capacité des Services météorologiques et hydrologiques nationaux en Afrique. Il a fait état d'une analyse que la Banque est en train de réaliser en vue de mettre au point une stratégie et un plan d'action panafricains en faveur des investissements destinés à renforcer les services climatologiques et météorologiques pour tous. Le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement se concentre sur l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe. Le rapport final devrait être présenté vers la fin avril 2010 et un site Web a été créé pour permettre à l'équipe de diffuser l'information. On tiendra compte de tous les rapports et études déjà publiés par de nombreuses organisations à l'intérieur de l'Afrique (Union africaine, Banque africaine de développement, Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD (ICPAC)) et par des organisations internationales (OMM, Banque mondiale, Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), Institut international de recherche sur le climat et la société (IRI)). La présente réunion permettra de discuter avec chaque représentant permanent et de sensibiliser les ministres. L'analyse portera sur tous les aspects du problème, dont les observations, les ressources humaines, les instruments juridiques et le financement.

3.2.4 M. Petteri TAALAS, Directeur général de l'Institut météorologique finlandais, a examiné les possibilités de contribution des pays donateurs et de l'OMM aux efforts de l'Afrique et des SMHN visant à satisfaire les besoins de la région en matière de développement. Il a donné l'exemple de l'éventail de services actuellement offerts par l'Institut à de multiples secteurs économiques, ministères, gouvernements locaux et membres de la communauté. L'un des arguments les plus solides en faveur de l'accroissement de l'appui politique aux SMHN et, logiquement, de l'augmentation du financement de base à partir des budgets nationaux consiste à démontrer aux gouvernements les avantages économiques procurés par le fait d'investir dans des programmes de modernisation de ces Services. Il a incité la région à adopter cette approche. Il a par ailleurs souligné l'existence de fonds externes accessibles par le biais de divers mécanismes d'aide au développement (aide bilatérale, banques de développement, fonds pour l'adaptation aux changements climatiques, Commission européenne, etc.). Dans ce domaine, Il est souvent plus efficace d'agir à l'échelle régionale plutôt qu'à l'échelle nationale. Selon lui, l'OMM est en mesure d'aider à l'élaboration de programmes régionaux admissibles au financement.

3.3 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

- Le fonctionnement des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) est affaibli par la fragilité de leur infrastructure, notamment au niveau des réseaux de stations, de la formation du personnel et des équipements de communication. Dans certains pays, ce sont surtout les services météorologiques qui ont besoin d'aide.
- De nombreux SMHN africains sont incapables d'offrir la totalité des services et produits auxquels ont droit les gouvernements et collectivités en raison de grandes contraintes sur le plan du financement et des ressources humaines.
- Les SMHN peuvent grandement contribuer au développement durable en fournissant les informations et services voulus à un large éventail de secteurs économiques.
- Les SMHN doivent participer plus activement aux efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets en procurant l'information nécessaire à une prise de décision rationnelle en matière de développement.
- Les institutions en place (panafricaines et régionales) sont en mesure de jouer un rôle déterminant au niveau de l'appui procuré aux SMHN et de l'intégration des programmes ainsi que des produits et modèles d'information à l'échelle régionale et panafricaine.
- La coopération Sud-Sud et Nord-Sud doit également être mise à contribution. Il faudrait renforcer l'échange d'expertise et de connaissances.
- Il importe d'intensifier de manière notable les efforts et les investissements destinés à moderniser les SMHN africains afin de les aider à offrir la gamme complète de produits météorologiques et informationnels essentiels à un développement durable et adapté aux changements climatiques dans la région.
- Il convient d'accroître l'aide apportée aux institutions et mécanismes africains et de resserrer la coopération afin d'aller de l'avant et de faire face aux différents enjeux.

3.4 RECOMMANDATIONS

Les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en Afrique apportent un soutien indispensable au développement durable dans divers secteurs. Ils doivent toutefois renforcer leur contribution à certains secteurs économiques comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau, l'énergie, la santé, les transports (aéronautiques et maritimes) et le tourisme.

- Les SMN devront intensifier leur participation aux efforts de gestion et de réduction des risques de catastrophes et leur contribution aux stratégies d'atténuation et d'adaptation de leurs pays.
- Compte tenu du besoin urgent en Afrique d'atteindre les objectifs fixés en matière de développement, dont les objectifs du Millénaire pour le développement, il est indispensable de moderniser sans tarder les Services météorologiques et hydrologiques nationaux en augmentant les investissements voués à l'amélioration des informations, services et produits météorologiques et climatologiques.
- On peut obtenir le financement nécessaire pour l'amélioration des services météorologiques par le biais des gouvernements, du secteur privé et des institutions financières, telles la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. L'Afrique cherche actuellement à resserrer la coopération Nord-Sud; il faudrait aussi envisager les possibilités de renforcer la coopération Sud-Sud.

4.0 TROISIÈME SÉANCE: AVANTAGES DES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES, HYDROLOGIQUES ET CLIMATOLOGIQUES

4.1 INTRODUCTION

La séance visait à permettre à des experts de divers secteurs de présenter des études de cas en vue d'illustrer l'importance et les avantages des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques pour différents secteurs socio-économiques, en particulier la santé, le tourisme, l'agriculture, l'eau, les transports et l'énergie. On a pu cerner les lacunes et les besoins et proposer des solutions. Les recommandations émanant de la séance seront soumises à l'examen de la réunion ministérielle.

4.2 EXPOSÉS

4.2.1 M. Issa DJIRÉ, Directeur général de l'Office de la Haute Vallée du Niger, Mali, a présenté une étude de cas issue de son pays et portant sur l'information météorologique et climatologique orientée vers les agriculteurs et destinée à réduire la vulnérabilité des systèmes agricoles face à la variabilité et à l'évolution du climat au Mali. Quatre-vingts pour cent de la population malienne vit en milieu rural et l'agriculture, essentiellement du type non irrigué, représente 40 % du PIB. L'économie et la société ont été directement touchées par les sécheresses récurrentes dans la région. Soucieux de trouver des solutions à ce grave problème, le SMN a élaboré et progressivement mis en œuvre un projet de services agrométéorologiques orientés vers les agriculteurs, en partenariat avec des services de vulgarisation, des associations d'agriculteurs et d'autres intervenants concernés. Des informations et services agrométéorologiques, fondés sur une évaluation des besoins des agriculteurs et des formations, sont offerts par une équipe multidisciplinaire et diffusés par divers médias, notamment la radio rurale, et

directement utilisés par les agriculteurs. Le mécanisme a démontré combien ce type d'information et de service pouvait être utile aux agriculteurs sur le terrain, en permettant d'augmenter la production de 20 %, de faire des économies de 35 % au niveau des opérations de replantation et de contribuer à la protection de l'environnement, à la réduction de la pauvreté et aux efforts d'adaptation aux changements climatiques. Ce projet a également été lancé dans de nombreux autres pays africains.

4.2.2 M. Abere MIHRETIE, Association anti-paludisme et Groupe de travail climat-santé, a présenté une étude de cas portant sur l'information météorologique et climatologique destinée à la surveillance des épidémies – applications à la méningite et au paludisme en Éthiopie. Il a souligné que le manque d'information climatologique adéquate, fiable et systématique entravait les efforts visant à relever les défis que posent les changements climatiques en Afrique. Conscient de ce fait, le gouvernement éthiopien a appuyé les activités du Service météorologique national liées aux alertes précoces au paludisme. M. Mihretie a fait état des procédures suivies pour mettre sur pied le Groupe de travail climat-santé et décrit ses réalisations. Les résultats fructueux obtenus ont encouragé d'autres pays à établir des groupes semblables.

4.2.3 M. Livingstone NGANGA, Directeur, Service technique des opérations de vol, Kenya Airways, a fait un exposé sur les avantages des données météorologiques précises pour une compagnie aérienne, qu'illustre une étude de cas effectuée par Kenya Airways. Il a brièvement décrit ce que représente la météorologie aéronautique pour les opérations aériennes. Il a été notamment question des éléments météorologiques significatifs définis par l'Organisation météorologique mondiale et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). La fourniture de données météorologiques aux compagnies aériennes exige des procédures poussées de surveillance et de notification. Les informations de météorologie aéronautique sont utilisées lors des préparatifs avant le vol (planification de vol et exposés verbaux aux équipages), en vol (suivi du vol) et pendant l'atterrissage. Les technologies modernes ont permis aux lignes aériennes d'intégrer leurs systèmes afin d'assurer un suivi en temps réel. Si l'on veut accroître l'utilité de l'assistance météorologique à l'aviation, il importe d'instaurer une collaboration efficace au niveau du processus décisionnel entre les compagnies aériennes, les Services météorologiques nationaux et l'OMM. La modernisation de l'infrastructure des réseaux de télécommunication nationaux africains facilitera l'acheminement de l'information aux fournisseurs de services de données météorologiques et, par conséquent, aux compagnies aériennes. L'exposé a aussi présenté les grandes lignes d'initiatives lancées par Kenya Airways, «La fierté de l'Afrique», à l'appui de la collaboration en matière de décision et de l'amélioration la météorologie aéronautique en Afrique.

4.2.4 Mme Aida Diongue NIANG, de l'Agence nationale de la météorologie du Sénégal et coordonnatrice du programme THORPEX pour l'Afrique, Sénégal, a prononcé une allocution sur le développement de services destinés à renforcer l'efficacité et la sécurité des activités maritimes en Afrique. Les côtes de l'Afrique de l'Ouest comptent parmi les régions présentant la plus forte densité de population et possédant le plus grand nombre d'industries sur le continent. Par ailleurs, pour nombre de ces pays, les activités maritimes, y compris les pêches, le forage pétrolier, le tourisme et les activités portuaires, constituent une contribution majeure au produit intérieur brut (PIB) national. L'intensification de l'industrialisation et des établissements dans les zones côtières a rendu ces régions très vulnérables aux impacts météorologiques. Les fortes houles (en

particulier dans le nord-ouest de l'Afrique) et les ondes de tempête (surtout dans les pays du golfe de la Guinée) causent généralement des inondations temporelles, qui à leur tour influent sur l'érosion côtière, provoquant des dommages à l'infrastructure. Malgré l'importance des activités maritimes pour le développement socio-économique, les services maritimes ne reçoivent pas toute l'attention voulue dans la région. Le Sénégal constitue un bon exemple de services maritimes communiquant régulièrement des bulletins à de multiples usagers. Le pays cherche à mieux satisfaire les besoins des groupes de pêcheurs traditionnels et à trouver de meilleures façons de produire et diffuser l'information maritime. Mme Niang a recommandé de s'orienter vers une organisation régionale (pays côtiers de la CEDEAO + Mauritanie et Cap-Vert), fondée sur le Projet de démonstration concernant la prévision des conditions météorologiques extrêmes mis en œuvre en Afrique australe. Il existe déjà quelques initiatives (programme de l'OMM financé par l'Espagne et initiative financée par les États-Unis d'Amérique), mais il est nécessaire d'intensifier les engagements et le financement si l'on veut satisfaire les besoins régionaux et nationaux, notamment sur le plan des observations, de la modélisation et de la formation professionnelle, afin de fournir aux utilisateurs des prévisions et avis précis pour assurer la sécurité en mer et la réduction des risques de catastrophes.

4.2.5 M. Hassen Lofti FRIGUI, Ministère tunisien de l'agriculture, des ressources en eau et des pêches, a présenté une communication sur une étude de cas concernant les besoins en matière d'information météorologique et climatologique dans le secteur tunisien de la gestion des ressources en eau. Il a insisté sur l'importance des données hydrométéorologiques pour la gestion des ressources en eau. De par l'emplacement géographique de Tunis, le pays est sous l'influence de deux zones climatiques, un climat méditerranéen au nord et un climat saharien au sud. Ces conditions sont à l'origine de phénomènes hydrométéorologiques extrêmes, telles les inondations et les sécheresses. Les ressources sont rares et inégalement distribuées dans le temps et l'espace, avec des périodes d'excédents et d'extrême rareté, ce qui exige une bonne gestion de la diffusion de l'information météorologique au cours de l'année et sur une période de plusieurs années afin d'assurer une planification adéquate des ressources. Les observations hydrométéorologiques ont commencé il y a plus d'un siècle à Tunis et il existe de nombreuses méthodes traditionnelles de gestion des ressources en eau qui permettent de faire face aux phénomènes extrêmes. Ces informations constituent le fondement de grandes études portant sur le secteur de l'eau et, surtout, sur la gestion des ressources en eau (budgets, plans d'aménagement des ressources en eau, mobilisation, transfert, recharge, conservation). Pour affronter l'avenir avec confiance, le pays doit consolider ses politiques, notamment dans les domaines de l'observation et de la surveillance ainsi que de la conservation et de la préservation des ressources en eau, à la fois en quantité et en qualité, afin de relever les nouveaux défis et de retarder le plus longtemps possible le moment où il faudra puiser dans les ressources non conventionnelles.

4.2.6 M. Guido van LANGENHOVE, Ministère namibien de l'agriculture, des ressources en eau et du développement rural, a traité de la prévision des crues: amélioration de la qualité des produits par une meilleure intégration de l'information hydrologique et météorologique. L'introduction générale a porté sur les caractéristiques des crues, leur ampleur et leur fréquence, éléments de nature technique mais qui influent également sur les populations vivant dans des zones exposées. La plupart des crues sont causées par de fortes précipitations qui ne peuvent être absorbées par les bassins versants et les lits de cours d'eau et qui provoquent des débordements. La prévision opérationnelle des

crues vise à améliorer la gestion de ces catastrophes et à en atténuer les effets. M. Langenhove a présenté l'exemple du Zambèze pour illustrer l'utilité de l'information météorologique dans le processus de prévision. En février et en avril 2010, les Services météorologiques zambien et angolais ont respectivement émis des alertes précoces aux fortes pluies dans les bassins versants. Celles-ci ont été confirmées par un suivi satellite direct des tempêtes de convection, au moyen du système MeteoSat, de même que de leur ampleur, à l'aide d'estimations TRRM par le système de télédétection Servir de la NASA. À partir de cette information, les crues arrivant aux stations débitmétriques en amont ont pu être estimées et il a été possible de prévoir deux semaines à l'avance le moment de l'arrivée des crues en Namibie et leur ampleur. Il a conclu en soulignant la nécessité de développer les systèmes de surveillance au sol, qui semblent avoir été négligés au profit des systèmes de télédétection. Il a lancé un appel aux services hydrologiques pour qu'ils participent davantage aux activités météorologiques et demandé notamment que l'on diffuse un plus grand volume d'information sur le taux de réussite des prévisions des fortes pluies, en vérifiant que les prévisions sont exactes au niveau du moment de survenue, de la localisation du phénomène et de la quantité de précipitations.

4.2.7 M. Mnikeli NDABAMBI, Service météorologique sud-africain (SAWS), République d'Afrique du Sud, a prononcé une allocution sur le projet de démonstration concernant la prévision des phénomènes météorologiques extrêmes mené dans son pays. Il a rappelé que les systèmes de prévision numérique du temps sont devenus de plus en plus pertinents et indispensables pour la prévision des phénomènes météorologiques dangereux et que les centres de prévision numérique et les centres qui établissent des prévisions d'ensemble produisent et mettent à disposition un nombre croissant d'outils de plus en plus complexes, qui pourraient être utiles à de nombreux Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) pour la prévision des phénomènes météorologiques extrêmes. Le Projet de démonstration a étudié et testé l'utilité des produits qui sont actuellement disponibles dans les centres de prévision numérique du temps ou qui pourraient être facilement fournis par des systèmes de prévision numérique du temps, le but étant d'améliorer les services de prévision des conditions météorologiques extrêmes dans les pays qui, pour le moment, n'utilisent pas de sorties de modèles complexes. L'exposé a voulu mettre en lumière la réussite d'un projet de démonstration de ce type et sa contribution au processus décisionnel, y compris les avantages socio-économiques qui en découlent. Il est nécessaire de mobiliser des fonds pour veiller à ce que ce projet peu coûteux et à fort impact devienne, après 2011, un système d'indications relatives à la prévision des conditions météorologiques extrêmes. Le projet est actuellement financé par l'Organisation météorologique mondiale. M. Ndabambi a conclu en recommandant aux ministres de mobiliser les fonds nécessaires afin de soutenir le Projet de démonstration concernant la prévision des phénomènes météorologiques extrêmes au-delà de la phase de projet pour que celui-ci devienne un système d'indications relatives à la prévision des phénomènes météorologiques extrêmes après 2011. Le financement servirait à mettre sur pied ou améliorer la structure d'observation nécessaire, à continuer de renforcer les capacités et à corriger les problèmes de communication ayant été cernés.

4.2.8 M. Jean-Luc REDELSPERGER, de la France, a fait un exposé sur une étude de cas traitant des avantages des applications météorologiques et climatologiques pour la société: résultats du programme international Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA). Il a rappelé le changement spectaculaire de conditions météorologiques qui s'est produit au cours des années 70 en Afrique de l'Ouest, où le

climat humide s'est transformé en climat beaucoup plus sec, évolution qui représente l'un des plus forts signaux interdécennaux du XX^e siècle à l'échelle du globe. Se sont superposées à ce phénomène au cours des dernières décennies des variations interannuelles marquées qui ont donné un temps extrêmement sec avec des impacts dévastateurs sur l'environnement et le développement socio-économique et une baisse dramatique des ressources agricoles et pastorales dont dépend 70 % de la population du Sahel. À cet égard, il est indispensable de se pencher sur certaines questions sociétales si l'on veut déceler et prévoir la crise que pourrait engendrer la variabilité des conditions météorologiques et climatologiques afin d'en réduire les répercussions. Pour régler ces problèmes, on a lancé un programme international intitulé Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA). Celui-ci vise à améliorer les connaissances sur la mousson d'Afrique de l'Ouest ainsi que sur sa variabilité et son incidence sur la société, principalement sur le plan de la sécurité alimentaire, des ressources en eau et de la santé, ainsi qu'à garantir que la recherche multidisciplinaire qu'il engendrera sera ultimement intégrée aux activités de prévision et de décision. AMMA mobilise, renforce et coordonne les activités dans ce domaine à l'échelle de l'Afrique et du globe. Il a permis de créer une communauté d'excellence appuyée par des programmes de recherche internationaux.

4.2.9 M. Benjamin LAMPTEY, Université régionale de la mer, Accra, Ghana, a présenté une étude de cas sur un consortium international voué à la réduction des risques liés aux tempêtes de sable et de poussière en Afrique du Nord. Il a d'abord donné un aperçu des impacts de ces phénomènes sur la santé humaine et a souligné l'importance de les observer et de les surveiller. Il a ensuite brièvement décrit le Système d'annonce et d'évaluation des tempêtes de sable et de poussière (SDS-WAS), de l'OMM, qui est un consortium mondial dont la mission consiste à aider les sociétés à réduire les risques de catastrophes par le biais de recherches, d'évaluations et de prévisions. SDS-WAS est conçu pour renforcer les capacités des pays à communiquer, dans les meilleurs délais, des prévisions de qualité sur les tempêtes de sable et de poussière et des observations d'aérosols (sable et poussière) et pour fournir l'information et les connaissances voulues aux usagers. Le système est mis en œuvre grâce à un partenariat international regroupant des chercheurs, des experts opérationnels et des utilisateurs.

4.3 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

Les participants ont montré de l'intérêt pour les sujets présentés, comme le prouvent leurs interventions et leurs précieux commentaires. Ceux-ci peuvent être résumés ainsi:

- La science de la météorologie est bien connue, mais il conviendrait de la promouvoir et de faire connaître l'utilité de ses applications.
- Les applications agrométéorologiques sont très importantes et il faudrait partager l'expérience dans ce domaine.
- L'échange d'information entre pays riverains est un aspect déterminant qui devrait être renforcé.
- L'incidence du climat sur la santé est bien reconnue mais il serait utile d'échanger l'expérience acquise avec les pays ayant obtenu du succès dans ce domaine.
- Le rôle joué par les Services météorologiques en tant que fournisseurs de services étant très précieux, il faudrait le promouvoir en mettant de l'avant la

collaboration et la coopération avec les utilisateurs, y compris les secteurs de l'aviation civile, de la santé et du tourisme et en soumettant des exemples de réussite aux décideurs.

- La prévision numérique du temps est très utile pour la prévision des vents, des tempêtes de sable, des tempêtes de poussière, de la foudre, des nuages, etc., en permettant de diffuser par les médias en temps réel des prévisions de conditions météorologiques extrêmes.
- Il est nécessaire de consolider la coordination du programme AMMA en Afrique en vue de resserrer la collaboration entre les chercheurs et les spécialistes des applications. Il est également nécessaire de maintenir et d'améliorer les réseaux d'observation afin de prévoir et surveiller la variabilité du temps et du climat et ses impacts.
- Il conviendrait de réexaminer la structure des SMHN au sein des gouvernements afin de garantir le financement adéquat de leurs activités.

4.4 RECOMMANDATIONS

Les résultats/recommandations de la séance, qui seront communiqués aux ministres africains responsables de la météorologie, sont les suivants:

- Mobiliser les fonds nécessaires pour maintenir la capacité des SMHN à fournir des produits de qualité à divers secteurs socio-économiques.
- Encourager et appuyer la coopération et la collaboration entre les SMHN en tant que fournisseurs d'information aux groupes d'utilisateurs.
- Soutenir, favoriser et répéter les expériences réussies en ce qui a trait à la réduction des impacts du climat dans divers secteurs socio-économiques.
- Encourager et appuyer la mise sur pied de groupes de travail climat-santé afin d'établir un réseau régional et international.
- Stimuler la coopération régionale, notamment entre pays riverains, en vue de faciliter l'échange de données et de garantir la diffusion d'alertes utiles.
- Inciter le recours à des méthodes traditionnelles ou autochtones en matière d'adaptation aux changements climatiques et renforcer les capacités dans ce domaine.

5.0 QUATRIÈME SÉANCE: RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

À partir d'études de cas concrets effectuées en Afrique et dans d'autres régions du monde, cette séance a pu démontrer l'importance des informations et prévisions météorologiques, hydrologiques et climatologiques sur le plan de l'évaluation et de la réduction des risques, y compris les risques liés aux transferts financiers.

5.1 REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1.1 Mme Helena Molin VADES, de la SIPC, a présenté une introduction sur la relation qui existe entre la réduction des risques et la variabilité et l'évolution du climat. Elle a aussi traité des récents progrès survenus dans le domaine de la réduction des risques en Afrique et souligné les principaux défis.

5.1.2 Mme Olushola OLAYIDE, de la Commission de l'Union africaine, a présenté le plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de prévention des catastrophes et de réduction des risques en Afrique.

5.2 EXPOSÉS

5.2.1 Mme Dulce CHILUNDO, Institut de gestion des catastrophes, Mozambique, a présenté un exposé sur la gestion des catastrophes dans son pays. Elle a indiqué qu'au Mozambique, les principales menaces étaient les crues, les cyclones tropicaux, les sécheresses, les tsunamis, les tremblements de terre, les épidémies, les tempêtes de vent et l'élévation du niveau de la mer. Elle a souligné que l'on continuait de mener régulièrement des exercices de simulation en vue d'améliorer la diffusion d'information de gestion des catastrophes au moyen des systèmes de communication. Elle a ajouté que les comités locaux de gestion des risques de catastrophes bénéficiaient de formations permanentes et que les leaders communautaires, les gouvernements de district ainsi que les femmes participaient activement aux activités dans ce domaine. Mme Chilundo a par ailleurs précisé combien il était important d'intégrer la gestion des risques des catastrophes dans les programmes scolaires. Elle a aussi donné l'exemple d'un projet d'aménagement d'un nouveau village doté de toute l'infrastructure voulue visant à empêcher les populations de retourner dans des zones exposées.

5.2.2 M. Abbas GULLET, Secrétaire général, Société kényane de la Croix-Rouge, a parlé de la préparation et des interventions. Le Centre climatologique de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge peut être considéré comme un pont entre les conditions de changements climatiques et les efforts de réduction des risques. Le centre appuie des activités visant à mieux comprendre et prendre en charge les conséquences humanitaires de l'évolution du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes. Cela est possible grâce à la sensibilisation du public, à la promotion de l'adaptation et de la réduction des risques (à l'intérieur et à l'extérieur du cadre de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge), à l'analyse des prévisions à toutes les échelles temporelles et à l'intégration des connaissances sur les risques climatiques dans les stratégies, plans et activités des deux sociétés. M. Gullet a indiqué qu'en Afrique de l'Ouest, le travail de la Croix-Rouge en matière d'évaluation des risques était axé sur l'évaluation des priorités, l'accroissement de la sensibilisation et l'établissement et le renforcement des partenariats. Il vise par ailleurs à cerner les vulnérabilités, à documenter et partager les expériences et les informations et à organiser une campagne de promotion destinée à façonner les interventions mondiales face aux changements climatiques. Au Kenya, au Malawi et au Sénégal, la Croix-Rouge travaille en collaboration avec les Services météorologiques en vue d'anticiper les crises éventuelles et de mobiliser le personnel et des volontaires pour l'action, et de mettre au point un programme sur les changements climatiques voué à permettre aux petits agriculteurs de se renseigner sur les mesures d'adaptation; elle a par ailleurs tenu un atelier à l'intention des travailleurs de la Croix-Rouge, des représentants communautaires et des experts en prévision, dans le but d'associer la science et le travail humanitaire. Parmi les problèmes relevés, il y a le fait que de nombreuses personnes ne peuvent pas comprendre les prévisions ou parfois s'en méfient ou même ne peuvent y avoir accès. Il est essentiel que les populations soient en mesure de bien interpréter les prévisions météorologiques et de les utiliser à bon escient.

5.2.3 M. Gift LIVATA, de la Banque Opportunity International, Malawi, a fait un exposé sur les mécanismes de transfert des risques financiers. Au cours de sa présentation, il a souligné qu'en ce qui a trait aux impacts directs immédiats et étendus des catastrophes, les pertes attribuables aux conditions météorologiques défavorables et aux fluctuations des prix sont accusées à différents niveaux économiques. À l'échelle personnelle, les ménages sont affectés, alors qu'à moyenne échelle, ce sont les intermédiaires du marché et les gouvernements locaux et régionaux qui le sont. À grande échelle, toutefois, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sont les plus touchés. M. Livata a illustré comment les catastrophes d'origine météorologique appauvrissent encore davantage les populations démunies, tandis que les mieux nantis sont en mesure de se relever. Il a donné l'exemple de l'indice météorologique du maïs en tant qu'outil permettant de déterminer la chaîne de valeur propre à la production agricole pour la couverture des risques à l'échelle du secteur.

5.2.4 M. Adama Alhassane DIALLO, du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), qui a participé aux précédentes présentations, a souligné que les activités socio-économiques en Afrique sont influencées par les conditions climatiques. Il a aussi indiqué que pour chaque dollar investi dans le renforcement des capacités des SMHN dans les domaines des réseaux d'observation, du traitement des données, des modèles de prévision, de la diffusion et de la communication de l'information aux utilisateurs finals et de la formation professionnelle peut rapporter jusqu'à dix fois plus. Malheureusement, de nombreux SMHN africains manquent de ressources en matière de communication avec les décideurs et les utilisateurs finals et pâtissent des lacunes existantes sur le plan de la sensibilisation des utilisateurs et des communications entre les SMHN et les établissements d'enseignement. Il a affirmé que les SMHN jouissaient d'une capacité exceptionnelle d'accès aux produits diffusés par les centres mondiaux et profitaient de la coopération internationale au niveau des prévisions immédiates et des alertes qui permettent de préserver les vies et les biens. Les efforts continus de recherche en vue d'améliorer la fiabilité des modèles est un pas dans la bonne direction. La grande difficulté est de pouvoir améliorer les services en dépit des contraintes financières, du manque d'appui politique à l'échelle nationale, de l'insuffisance des ressources humaines et de la migration de la main-d'œuvre qualifiée.

5.2.5 M. Laban OGALLO, Directeur du Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD (ICPAC), au sujet de savoir comment le secteur de la météorologie pourrait contribuer à réduire les vulnérabilités et à renforcer les capacités des pays exposés, a déclaré que ces vulnérabilités pourraient être atténuées par un meilleur partage des connaissances à l'échelle de l'Afrique, notamment au moyen de recherches sur les données concernant les risques associés aux phénomènes climatiques extrêmes. Il a ajouté que les stratégies et les politiques avaient un rôle à jouer, y compris les partenariats avec divers pays et institutions, dont l'OMM, les centres climatologiques mondiaux, les centres climatologiques régionaux et continentaux, les SMHN, les secteurs et les collectivités. Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes sont des sujets importants pris en charge par le secteur du climat qui devra redoubler d'effort pour préparer des scénarios réalistes. Selon lui, les bonnes pratiques comme les forums régionaux sur l'évolution du climat devraient être encouragées mais il est aussi nécessaire d'œuvrer à l'échelle des communautés. Il faudrait aussi s'occuper des questions transsectorielles en ce qui a trait notamment aux données, aux observations, au renforcement des capacités, à la formation, au

financement, à la sensibilisation, à l'éducation, à l'efficacité sur le plan économique et à l'évaluation.

5.2.6 M. Simon MASON, de l'IRI, a donné de nombreux exemples de réussite au niveau des applications de l'information météorologique et climatologique dans divers secteurs. Il a aussi indiqué que les décideurs avaient besoin de différentes échéances de prévision, et qu'ils s'intéressaient de plus en plus aux prévisions à court terme. Il a ajouté qu'il était important d'améliorer la fiabilité des prévisions au cours des épisodes d'El Niño étant donné leur persistance.

5.3 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

Les participants ont montré de l'intérêt pour les sujets présentés, comme le prouvent leurs interventions et leurs précieux commentaires. Ceux-ci peuvent être résumés ainsi:

- Le résultat attendu de la Conférence est de convaincre les ministres d'accorder un appui politique et financier durable aux SMHN. Il importe de démontrer l'efficacité de ces Services au niveau de la sauvegarde des vies humaines et de la fourniture d'autres services.
- Le Maroc constitue un bon exemple de la façon dont les investissements dans les services météorologiques peuvent être bénéfiques.

5.4 RECOMMANDATIONS

Les résultats/recommandations de la séance, qui seront communiqués aux ministres africains responsables de la météorologie, sont les suivants:

- Les investissements dans le secteur des observations météorologiques, climatologiques et hydrologiques relevant des pouvoirs nationaux, il est nécessaire que les gouvernements se chargent de les préserver et de les appuyer sur le plan politique et financier. Ceux-ci devraient informer les parties prenantes que 75 % des catastrophes naturelles sont d'origine météorologique, climatologique et hydrologique.
- Il est indispensable de reconnaître que les SMN assurent une fonction stratégique (sécurité alimentaire, hydrique et énergétique, santé, transports, etc.), et qu'ils doivent participer activement aux activités nationales destinées à satisfaire les objectifs du Millénaire pour le développement.
- L'information climatologique et météorologique permet de sauver des vies et favorise le développement. Il est donc primordial que les gouvernements investissent davantage dans l'infrastructure météorologique (réseaux d'observation, ressources humaines, communications).
- La formation et l'accès aux données permettent d'évoluer rapidement. Il importe d'élargir l'accessibilité des prévisions internationales par les centres africains et de resserrer la coopération au sein du continent africain en vue de mettre en commun des directives relatives aux prévisions.
- Recherche destinée à affiner les prévisions: appui aux projets de recherche internationaux et aux capacités de recherche en Afrique.
- Il est essentiel d'établir un réseau de communication de données mondiales économique, convivial, polyvalent et normalisé pour appuyer le fonctionnement

des SMHN, en particulier en Afrique. Il existe un potentiel pour accroître le nombre d'utilisateurs d'informations météorologiques et renforcer les partenariats avec les usagers. Il est également urgent d'investir dans l'infrastructure (accroissement de la bande passante Internet) et les ressources humaines (meilleures compétences au niveau des technologies de l'information et des communications et plus grande motivation du personnel).

- Il convient d'améliorer et de resserrer la future collaboration des pays africains avec les autres Régions et Membres de l'OMM, les organisations internationales, etc. au niveau des données et produits météorologiques, au bénéfice des activités météorologiques et des services d'information en Afrique. Par exemple, il est recommandé d'encourager les pays africains à allouer les ressources supplémentaires nécessaires afin de profiter pleinement des avantages procurés par EUMETSAT.
- Il convient de favoriser et renforcer le développement des SMHN en tant que services d'information climatologique et d'encourager les Membres de l'OMM de la Région I à s'entendre sur la conception et la mise sur pied de Centres climatologiques régionaux ou réseau de Centres climatologiques régionaux en Afrique.

6.0 CINQUIÈME SÉANCE: ÉLIMINATION DES LACUNES EN MATIÈRE DE DONNÉES

6.1 INTRODUCTION

Cette séance a traité de l'amélioration de la disponibilité des données et de la communication des produits météorologiques, hydrologiques et climatologiques, des nombreux enjeux actuels et des nouvelles perspectives. Les objectifs pourront être atteints en éliminant les lacunes au niveau des observations, en améliorant la qualité des prévisions et des prédictions et en favorisant les interactions entre les usagers et les fournisseurs de services météorologiques et hydrologiques.

6.2 EXPOSÉS

6.2.1 M. Amos MAKARAU, Service météorologique du Zimbabwe, a fait un exposé sur l'état et l'évolution planifiée des systèmes d'observation météorologique, hydrologique et climatologique en Afrique. Il a souligné le fait que 34 des 56 pays du continent africain appartenaient au groupe des pays les moins avancés et qu'en plus, celui-ci était exposé à de nombreuses catastrophes naturelles comme les sécheresses, les crues, les cyclones tropicaux, les parasites, la désertification, les tempêtes de poussière et les maladies d'origine hydrique. L'insuffisance des ressources dont disposent les SMHN (réseaux de stations d'observation déficients, manque de main-d'œuvre qualifiée, infrastructure médiocre et périmée, notamment dans le secteur des télécommunications) est à l'origine de la faible qualité des services offerts. Cela empêche souvent d'émettre en temps voulu les alertes précoces essentielles. Enfin, pour que les prévisions soient utiles, il convient de les formuler dans un langage simple compréhensible par la majorité.

6.2.2 M. Zilore MUMBA, de l'ACMAD, a traité de l'amélioration des prévisions et des évaluations en Afrique. L'Afrique est une région où les modèles de prévision numérique présentent une marge d'erreur relativement importante. Afin de renverser cette tendance,

on a besoin d'un plus grand nombre de stations d'observation et de recherches plus poussées en vue d'améliorer les systèmes de prévision saisonnière, comme les Services d'information et de prévision climatologiques (CLIPS) et l'Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA). Le programme THORPEX pour l'Afrique permettrait d'affiner les prévisions au service des communautés vulnérables.

6.2.3 Mme Linda MAKULENI, du Service météorologique sud-africain, a fait un exposé sur l'obtention, l'accessibilité et le partage de l'information et des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques. Elle a indiqué que les pays en développement, notamment en Afrique, souffrent généralement d'un manque d'infrastructure et de connaissances pour profiter utilement du réseau mondial de télécommunications (SMT) et des données météorologiques et prévisions climatologiques diffusées. Il est indispensable d'investir dans l'infrastructure (accroissement de la bande passante) et les ressources humaines, en renforçant les compétences en technologies de l'information et de la communication et en motivant le personnel et stimulant l'engagement des utilisateurs, si l'on veut développer des applications pour les différents secteurs socio-économiques.

6.2.4 M. Yadowsun BOODHOO, du Service météorologique de Maurice, a traité de la prestation des services météorologiques et climatologiques destinés à améliorer les avantages pour la société. La superficie des zones frappées par la sécheresse devrait augmenter et les épisodes de fortes précipitations, dont la fréquence devrait très probablement s'accroître, augmenteront le risque de crue. D'ici 2050, le débit annuel moyen des cours d'eau et les ressources en eau devraient diminuer de 10 à 30 % dans certaines régions sèches sous les latitudes moyennes et dans les zones tropicales sèches. Les réserves d'eau contenues dans les glaciers et la couverture neigeuse devraient aussi diminuer. Il a souligné que sans les observations météorologiques, il est impossible de disposer des données nécessaires et, par conséquent, de prévoir le climat et d'élaborer des mesures d'intervention.

6.2.5 Mme Aida Diongue NIANG, de l'Agence nationale de la météorologie du Sénégal, a fait un exposé sur l'élimination des lacunes en matière d'information et a mis l'accent sur le développement des services au profit de la sécurité des activités maritimes en Afrique de l'Ouest. Elle a indiqué que les phénomènes météorologiques extrêmes limitaient beaucoup le développement des régions côtières et a fait état de certaines contraintes comme l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière et les accidents maritimes. Elle a par ailleurs précisé que le Sénégal se servait de modèles atmosphériques, de modèles de vagues et de données de sources étrangères, telles que Météo France, afin de diffuser des bulletins de prévision maritime pour des zones très définies de la mer. Ces bulletins sont destinés aux navires de pêche commerciale et artisanale, autorités portuaires, sites de déchargement des pêches, services d'urgence et autorités gouvernementales concernées.

6.2.6 M. Hiroshi KOIDE, du Service météorologique japonais, a entretenu les participants des enseignements à tirer de l'Asie. Il a mis en évidence le rôle joué par les Centres climatologiques régionaux dans les régions, principalement dans la perspective que l'information climatologique est souvent perçue comme coûteuse, à savoir qu'il est nécessaire de disposer de grandes ressources pour fournir ce type d'information et que chaque SMHN ne possède souvent pas les capacités nécessaires; par ailleurs, la duplication des fonctions dans une région n'est pas nécessairement la solution la plus

économique. Il a indiqué que le Centre climatologique de Tokyo produisait des prévisions probabilistes à terciles des températures et des précipitations à échéance de trois mois pour chaque maille de 5° x 5° du globe. Toutes les valeurs de point de grille des prévisions saisonnières sont fournies avec leur vérification. M. Koide a souligné l'importance de la future collaboration du Japon avec les pays africains au niveau des données et produits climatologiques à l'appui des activités des services d'information climatologique en Afrique; des outils d'analyse poussée facilement accessibles via le réseau; et des avis techniques pour le renforcement des capacités des CCR, avec le consensus des Membres de la Région I.

6.2.7 M. Mikael RATTENBORG, d'EUMETSAT, a fait un exposé sur la fourniture de l'information satellitale à l'appui des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques. Il a fait observer qu'au cours des vingt dernières années, EUMETSAT avait diffusé des données satellitales clés à l'intention d'utilisateurs africains de services météorologiques et climatologiques. Il a souligné les perspectives d'exploitation des données. Il a recommandé d'encourager les pays africains à affecter des ressources supplémentaires afin de profiter pleinement des services offerts par EUMETSAT.

6.3 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

Les participants ont montré de l'intérêt pour les sujets présentés, comme le prouvent leurs interventions et leurs précieux commentaires. Ceux-ci ont été résumés sous la forme de recommandations à soumettre à l'attention des ministres.

6.4 RECOMMANDATIONS

- EUMETSAT fournit de plus en plus de données et produits à l'Afrique en temps réel par l'entremise du système EUMETCast, qui devient une voie de communication importante pour les applications météorologiques et non météorologiques sur le continent.
- Les risques d'épidémie de paludisme peuvent être déduits des prévisions El Niño plusieurs mois à l'avance, ce qui permet aux responsables de la santé de se préparer. Il importe de développer des systèmes d'alerte précoce au paludisme dans plusieurs pays africains.
- Les Services météorologiques africains mettent au point, par l'intermédiaire du CRI, des stratégies régionales de mobilisation des ressources pour le renforcement des infrastructures et des capacités. Les pays Membres doivent procurer les ressources financières nécessaires en vue de garantir la viabilité à long terme des SMHN.

7.0 SIXIÈME SÉANCE: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

7.1 INTRODUCTION

La séance a mis l'accent sur le renforcement des capacités dans le domaine de la météorologie en Afrique. Elle a traité essentiellement des diverses questions dont il faut tenir compte si l'on veut accroître les ressources du continent en matière de météorologie. Il a également été beaucoup question de l'information, de l'infrastructure

et des éléments politiques connexes se rapportant notamment aux changements climatiques.

7.2 EXPOSÉS

7.2.1 M. Ifeanyi NNODU, du Service météorologique nigérian, Abuja, Nigéria, a traité du développement des ressources humaines et institutionnelles. Il a souligné le manque d'équipement et de main-d'œuvre, situation aggravée par le manque de planification. Le recours à des formats de travail et du matériel périmés ainsi qu'à des systèmes de télécommunication inadéquats contribue à accroître les lacunes en ce qui a trait à la capacité de prestation des services. Les autres déficiences comprennent l'incapacité à suivre l'évolution rapide des technologies, la faible valeur accordée par les gouvernements et le secteur privé à l'information météorologique pour le développement socio-économique et les faibles ressources budgétaires.

7.2.2 M. Barnabas CHIPINDU, de l'Université du Zimbabwe, a fait un exposé sur l'enseignement de la météorologie, de la climatologie, de l'hydrologie et des disciplines connexes en Afrique. Il a fait observer que la météorologie est un domaine fermé qui exige un enseignement et une formation spécialisés mais que très peu d'établissements africains offrent ce type de cours. Un nombre réduit de centres de formation spécialisée et d'universités dispensent un enseignement en climatologie, hydrologie et météorologie appliquée, comme la météorologie agricole, la météorologie aéronautique et la météorologie maritime. Selon lui, un personnel adéquatement éduqué et formé permettra aux Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) de fournir des services météorologiques et hydrologiques de qualité et une information météorologique et climatologique exacte susceptibles d'aider les collectivités à atténuer les impacts néfastes des catastrophes d'origine météorologique.

7.2.3 M. Malamine SONKO, Chef des opérations météorologiques, Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), Dakar, Sénégal, a prononcé une allocution sur le développement et le maintien de l'infrastructure météorologique et hydrologique. Il a souligné les avantages procurés par l'information météorologique, hydrologique et climatologique, précisant que cela était un fait indéniable. Il a expliqué que l'absence de financement consacré au développement de l'infrastructure était responsable de l'insuffisance de données disponibles et, par conséquent, de la faible qualité des services offerts. Il a conclu qu'il fallait couvrir l'ensemble des infrastructures, y compris les ouvrages, l'équipement (observation, télécommunication et archivage) et la mise à jour des systèmes technologiques et des logiciels.

7.2.4 M. Bubu JALLOW, Administrateur principal de programme, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ), Bureau régional pour l'Afrique, a traité du renforcement des capacités en matière de changements climatiques. Il a indiqué que le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour l'adaptation, ainsi que certaines sources multilatérales, permettaient de financer les activités d'adaptation dans les domaines de la gestion des ressources en eau, de la gestion des terres, de l'agriculture, de la santé, du développement des infrastructures, des écosystèmes fragiles et de la gestion intégrée des zones côtières. Les autres activités concernées comprennent l'amélioration de la surveillance des maladies et des vecteurs affectés par les changements climatiques et des systèmes de prévision et d'alerte précoce, et le

renforcement des capacités d'appui aux mesures de prévention, à la planification, à la préparation et à la gestion des catastrophes associées aux changements climatiques, en particulier les sécheresses et les crues. Il faudrait aussi perfectionner les centres nationaux et régionaux et les réseaux d'information ou en créer de nouveaux afin de réagir rapidement aux phénomènes météorologiques extrêmes, en ayant recours le plus possible à la technologie de l'information. Il a donné des exemples d'activités de renforcement des capacités menées par le projet CC DARE, en collaboration avec les Services météorologiques de Tanzanie, d'Ouganda, du Ghana, de Gambie et des Seychelles et avec la participation d'intervenants du secteur privé.

7.2.5 M. Todd NGARA, Chercheur principal, Centre Risoe, Danemark, a fait état des obstacles au renforcement des capacités en matière de lutte contre les changements climatiques en Afrique, mettant l'accent sur le mécanisme pour un développement propre (MDP). L'une des plus grandes critiques adressées au processus MDP est que l'Afrique en a peu profité, avec seulement 3 % des projets inscrits provenant du continent. Afin d'accroître le nombre de projets MDP africains, il est nécessaire d'accélérer le transfert de technologies respectueuses du climat et d'accroître la sensibilisation aux conséquences des décisions d'investissements dans le secteur des changements climatiques. Cela permettrait d'acquérir de l'expérience et de renforcer les capacités en la matière, ce qui pourrait engendrer d'importants revenus pour les pays en développement. Selon lui, les modalités et procédures complexes, comme la validation, l'inscription, la vérification et la surveillance, nuisent à la bonne marche du processus. Les exigences institutionnelles sont lourdes et la participation peut demander beaucoup de ressources.

7.3 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

Les participants ont montré de l'intérêt pour les sujets présentés, comme le prouvent leurs interventions et leurs précieux commentaires. Ceux-ci peuvent être résumés ainsi:

- Les ressources humaines et matérielles manquent.
- Les questions de géopolitique et les ressources financières insuffisantes ralentissent le renforcement des capacités en matière de lutte contre les changements climatiques.
- Les faibles capacités institutionnelles et humaines créent de grandes lacunes responsables de la médiocrité des services offerts.

7.4 RECOMMANDATIONS

Les résultats/recommandations de la séance, qui seront communiqués aux ministres africains responsables de la météorologie, sont les suivants:

- Il convient d'améliorer les systèmes d'observation à l'échelle nationale et internationale et de développer l'infrastructure des SMHN.
- Les Services météorologiques se doivent de comprendre les plans de la classe politique de leurs pays respectifs sur le plan socio-économique, s'ils veulent obtenir leur appui dans les domaines du développement institutionnel et de la prestation des services. Par ailleurs, leurs activités doivent être pertinentes et visibles pour les utilisateurs finals afin de pouvoir être appréciés.

- Il faut instaurer une collaboration permanente entre les universités et les Services météorologiques nationaux dans le domaine du perfectionnement des ressources humaines. On devrait effectuer une étude poussée sur les établissements dispensant une formation en météorologie et dans les domaines associés en Afrique, si l'on veut resserrer la collaboration et harmoniser les programmes d'étude.
- Il est recommandé de mettre sur pied, au sein des Services météorologiques, une unité des changements climatiques dotée d'un personnel spécialisé afin de suivre la mise en œuvre des activités et de mobiliser des fonds.

8.0 SEPTIÈME SÉANCE: POINTS DE VUE DES UTILISATEURS SUR LES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES ET CLIMATOLOGIQUES

8.1 INTRODUCTION

La séance a donné lieu à des discussions en groupe avec des représentants de collectivités, d'organisations non gouvernementales, des médias et d'autres partenaires axées sur les points de vue des utilisateurs quant à la prestation des services météorologiques et climatologiques. Les participants ont proposé l'établissement de liens et l'instauration d'interactions avec les fournisseurs de services.

8.1.1 M. Guido van LANGENHOV, du secteur de l'eau, a noté une amélioration marquée dans la prestation des services météorologiques au cours des dernières décennies, affirmant que l'information véhiculée de nos jours est plus fiable et adéquate. Il a cependant déploré le fait que l'on perdait de vue l'importance de l'information de base à la source, rendant les données de télédétection abstraites et inutilisables.

8.1.2 M. Stephen NJOIKA, de l'Institut de recherche en agriculture du Kenya (KARI), a expliqué que l'amélioration des pratiques agricoles permettait aux communautés d'accroître leur résilience face à l'évolution du climat. Il a par ailleurs précisé que les Services météorologiques ne pouvaient assurer seuls toutes les fonctions requises et a recommandé d'opérer une décentralisation par la formation du personnel d'autres agences afin d'aider à la diffusion de l'information météorologique.

8.1.3 M. Benson WAFULA, également du KARI, a déclaré qu'il était indispensable d'établir des liens entre les SMHN et les institutions de recherche en agriculture, y compris les universités. M. Wafula a ajouté qu'améliorer les connaissances de divers groupes de consommateurs et d'utilisateurs de produits contribuerait grandement à l'utilisation de l'information météorologique et au développement durable dans la région.

8.1.4 Mme Yolande RAOELINA, du Groupe de travail climat-santé, Madagascar, a recensé sept nouveaux types de maladies apparues au cours de la dernière décennie et ayant le potentiel de se propager à l'échelle épidémique. Elle a fait observer que les fluctuations des régimes de précipitations, alliées aux changements climatiques pouvaient avoir des effets négatifs sur la santé humaine. Le secteur de la santé doit par conséquent chercher à travailler de manière plus étroite avec les météorologistes, les hydrologues et les climatologues.

8.1.5 M. Patrick LUGANDA, du Network of Climate Journalists of the Greater Horn of Africa (NECJOGHA), a souligné le rôle déterminant joué par la communication de

l'information sur les changements climatiques dans l'atténuation des pertes qui nuisent au développement national. Il a précisé que l'ignorance qui prévaut au sujet de l'évolution du climat était attribuable à l'incapacité de saisir l'utilité des informations transmises, aux jeux de blâmes, ainsi qu'à la politisation et à la minimisation des problèmes. M. Luganda a appelé au resserrement de la collaboration entre les médias et l'OMM, les SMHN, l'ICPAC et d'autres institutions. Il a affirmé que la participation des médias au développement des prévisions climatiques saisonnières dans le cadre des Forums sur l'évolution probable du climat dans la Corne de l'Afrique avait connu un franc succès. Selon lui, cette expérience devrait être répétée ailleurs en Afrique et dans le monde.

8.1.6 Mme Judith AKOLO, de la Kenya Broadcasting Corporation, a parlé de ses expériences de travail avec le Service météorologique kenyan et d'autres scientifiques du secteur. Elle a déclaré qu'il était dans l'intérêt des scientifiques de partager le plus possible les informations avec les journalistes, qui sont en contact constant avec le grand public. Sans les médias, les données recueillies par les météorologistes et d'autres scientifiques ne pourraient parvenir aux populations.

8.2 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

Dans les discussions qui ont suivi, les experts ont abordé des questions concernant les réactions du grand public et d'autres secteurs en ce qui a trait aux communications, en particulier les messages d'alerte précoce, ainsi que l'utilité de l'information climatologique dans la prise de mesures à l'échelle communautaire. Les délégués ont également discuté du recours à de nouvelles technologies pour diffuser l'information climatologique. En conclusion, ceux-ci ont noté ce qui suit:

- L'information climatologique doit être présentée de manière adéquate, c'est-à-dire qu'elle doit être compréhensible, pertinente, fiable, accessible et conviviale;
- L'importance de la téléphonie mobile dans la communication de l'information au grand public et la nécessité pour les SMHN d'avoir recours à cette technologie pour la transmission de l'information, des prévisions et, surtout, des alertes;
- La nécessité de prendre les mesures de protection voulues contre la diffusion de renseignements inexacts par téléphone mobile;
- La nécessité pour chaque SMHN de mettre au point une stratégie de communication qui met l'accent, au moins en partie, sur la gestion adéquate des relations avec les médias.

8.3 RECOMMANDATIONS

- Il convient de renforcer les capacités des utilisateurs d'informations fournies par des SMHN afin que ceux-ci soient en mesure de prendre les meilleures décisions possibles à partir des données climatologiques et météorologiques communiquées;
- Comme la téléphonie mobile jouera un rôle de premier plan à l'avenir dans la communication de l'information, les SMHN devraient accorder dès à présent une attention spéciale à cette technologie;

- Les prévisionnistes et les scientifiques du climat doivent consacrer plus de temps à l'instauration d'un partenariat efficace avec les médias s'ils veulent que les informations fournies profitent le plus possible à la population;
- Il est indispensable de mettre sur pied des systèmes de suivi des points de vue des usagers et chaque SMHN devrait mener des enquêtes visant à déterminer la façon d'améliorer leurs services.

9.0 HUITIÈME SÉANCE: RENFORCEMENT DES PARTENARIATS

9.1 INTRODUCTION

Cette séance et les différentes discussions ont porté principalement sur le renforcement des partenariats en matière d'utilisation et d'applications des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques pour le développement de l'Afrique dans une perspective durable et à long terme.

9.2 EXPOSÉS

9.2.1 M. Mohammed KADI a fait un exposé sur les programmes actuels de l'ACMAD. Il a d'abord indiqué que l'ACMAD avait pour mission de mettre les ressources météorologiques, climatologiques et environnementales au service du développement durable. Il a ajouté que l'objectif principal du Centre était de renforcer les capacités des pays africains et des leurs SMHN à comprendre, anticiper et gérer les impacts des variations du temps et du climat à l'appui du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Depuis deux décennies, l'ACMAD a établi des partenariats en matière de services météorologiques et climatologiques adaptés avec la Commission économique pour l'Afrique, l'OMM, l'Union africaine, des institutions internationales et des ONG.

Il a ensuite donné de nombreux exemples de centres scientifiques internationaux et de groupements économiques sous-régionaux africains, comme la SADC, la CEDEAO, l'IGAD, la CEMAC, la COI, l'UMA, l'ASECNA, la CENSAD, qui ont besoin d'un financement et d'une solidarité accrues.

9.2.2 M. Vladimir TSIRKUNOV, Banque mondiale, a prononcé une allocution sur la création de partenariats régionaux en faveur de la modernisation des services hydrométéorologiques à l'appui du développement national et régional. L'information météorologique, climatologique et hydrologique joue un rôle de plus en plus déterminant en raison de la nécessité de satisfaire des besoins sociétaux plus élaborés, de réduire au minimum les pertes économiques de plus en plus grandes et de contribuer aux mesures d'adaptation face aux changements climatiques. Toutefois, les capacités des SMHN de nombreux pays d'Afrique et d'Asie centrale sont inadéquates et se sont dégradées considérablement dans les vingt dernières années. Le manque d'information météorologique, hydrologique et climatologique pertinente constitue l'un des obstacles au développement. La Banque mondiale s'est engagée à accroître la sensibilisation à ce secteur public et à aider les pays clients à améliorer les services offerts en aidant les SMHN à renforcer leur statut au sein des gouvernements. On peut y parvenir en se servant des résultats d'évaluations économiques et d'analyses, ainsi que des expériences fructueuses pour moderniser les SMHN. Le processus est également facilité par l'intégration de l'appui aux SMHN dans des programmes de développement et de soutien sectoriel de plus grande envergure, et l'élaboration de programmes de

modernisation des Services et leur mise en oeuvre conjointe avec les gouvernements, les agences de l'ONU, les banques de développement et les donateurs concernés.

9.2.3 Mme Karin SVINGBY, d'Ericsson, a parlé de la façon de tirer pleinement profit des nouvelles technologies de communication en Afrique pour la fourniture de services d'information météorologique via le téléphone mobile. La meilleure possibilité qui existe est d'individualiser les services météorologiques et climatologiques. Le réseau mobile actuel est économique et convient à la manipulation de données à grande échelle et aux micro-paiements. Cette technologie offre de multiples options pour la collecte et la diffusion de l'information au service du développement des sociétés. Il existe un potentiel de marché appréciable pour la micro-information météorologique dans le cadre de services multimédias, comme la radiodiffusion, le contenu mobile et les graphiques. Il y a aussi de grandes perspectives dans les domaines de l'aéronautique, des activités maritimes, du secteur de l'énergie, des industries qui dépendent des conditions météorologiques, des autorités urbaines et des transports. Tous ces services ont besoin d'informations météorologiques, y compris les organes gouvernementaux vitaux chargés de lutter contre les effets des catastrophes naturelles d'origine climatique et d'organiser des mesures d'urgence, et les secteurs de la santé et de la défense pour le soutien des opérations et de la formation. Les compagnies d'assurance peuvent également profiter de la meilleure distribution en temps opportun des produits météorologiques.

9.2.4 M. Brahim KONE, Centre régional de formation, de recherche et d'application en météorologie et en hydrologie opérationnelle (AGRHYMET), a mis en évidence le travail de son organisation au Sahel. Il a souligné qu'il était difficile de mettre en oeuvre les programmes en raison des nombreux problèmes qui existent, notamment l'irrégularité du financement, la désuétude des infrastructures et le manque de capacité d'expansion. Il a précisé que les partenariats avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Organisation météorologique mondiale constituaient des exemples de collaboration bénéfique. Selon lui, le Programme de surveillance de l'environnement en Afrique dans la perspective d'un développement durable (AMESD) améliorerait la surveillance de l'environnement en vue d'une meilleure utilisation des ressources naturelles au Sahel et dans d'autres régions de l'Afrique. M. Kone s'est félicité de l'appui procuré par EUMETSAT, qui permet de transmettre divers produits météorologiques à des intervenants et usagers africains. Il a aussi exprimé sa reconnaissance à d'autres organisations partenaires qui collaborent avec le programme AMESD et a appelé à la poursuite du soutien accordé à ce programme.

9.2.5 M. Luis Fernando Lopez COTIN, du Service météorologique espagnol, a prononcé une allocution sur les partenariats bilatéraux et régionaux en faveur de la modernisation des services hydrométéorologiques à l'appui du développement régional et national. Il a indiqué que le programme de coopération espagnol visait à financer les Services météorologiques et hydrologiques nationaux en Afrique de l'Ouest et à partager l'expérience acquise en Amérique latine. Il a poursuivi en affirmant que la collaboration avec les pays d'Afrique de l'Ouest avait pour but de fournir les outils nécessaires au développement durable dans les domaines de la sécurité maritime, de la santé, de l'agriculture et des pêches et d'aider au relèvement suite à une catastrophe naturelle ou à un conflit, dans le cadre des projets MARIMET, METAGRI, HEALTHMET et EMERMET.

9.2.6 M. Byung-Seong CHUN, de l'Administration météorologique coréenne, a traité du renforcement des partenariats entre son Service et l'Afrique de l'Est. Il a évoqué l'histoire de la Corée, soulignant qu'elle a su évoluer efficacement de l'état d'un pays en développement à celui d'un pays développé. Il a souligné l'engagement de son pays dans des projets de collaboration avec l'Afrique en vue d'améliorer la qualité des services météorologiques et hydrologiques. Il a précisé que les efforts déployés pour atteindre cet objectif comprenaient des discussions lors du Forum Corée-Afrique de 2009 et un mémorandum d'accord entre l'Agence coréenne de coopération internationale et l'OMM sur la coopération et l'aide en Afrique. Au sujet de la coopération avec l'Afrique de l'Est, il a indiqué que la Corée mettait l'accent sur l'appui au Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD (ICPAC) et qu'un mémorandum d'accord devrait être signé au cours de la journée établissant une collaboration en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la météorologie et de soutien de la prestation de services d'information et de communication.

9.3 DISCUSSIONS ET CONCLUSIONS

Les participants se sont surtout penchés sur les questions concernant: le rapatriement régional du financement du projet ClimDev Afrique; la capacité des prestataires de services de téléphonie mobile de développer des services météorologiques adaptés et les coûts associés; les possibilités d'accroître les ressources des SMHN dans des pays frappés par des conflits comme le Libéria par le biais du Service météorologique espagnol et d'autres partenariats. Les participants ont reconnu que les points de vue des usagers pouvaient être considérés selon différentes perspectives. Il a toutefois été jugé nécessaire de se concentrer sur les domaines suivants: perfectionnement des ressources humaines et institutionnelles, enseignement et infrastructure. À une échelle sociétale plus large, on a pris note du fait que les faibles capacités institutionnelles et humaines généraient de grandes lacunes au niveau de la compréhension des phénomènes météorologiques et climatologiques à fort impact et des aptitudes à les prévoir. Il est nécessaire de rechercher et de renforcer la conscientisation et d'appuyer les activités des gouvernements et des populations en faveur de l'éducation dans les domaines de la météorologie et de l'environnement. Le développement et l'actualisation des communications météorologiques et hydrologiques par les SMHN, en interaction avec les médias, peuvent être gérés à quatre niveaux: financement, formation, stratégies de maintenance et organisation interne. La participation des femmes devrait être envisagée et mise de l'avant. Les technologies de communication devraient être accessibles par tous les partenaires (SMHN, responsables de la protection civile, médias) et les communications devraient être considérées comme une activité professionnelle.

9.4 RECOMMANDATIONS

- Il conviendrait d'améliorer les systèmes de communication, en intégrant les technologies avancées de télécommunication (téléphonie mobile, téléconférence et vidéoconférence).
- Les Services météorologiques doivent comprendre les plans de la classe politique dans leurs pays respectifs sur le plan socio-économique. Par ailleurs, leurs activités doivent être pertinentes et visibles pour les utilisateurs finals afin qu'elles puissent être appréciées.

- La collaboration est nécessaire entre les médias, les autorités de protection civile et les Services météorologiques nationaux pour assurer le perfectionnement des ressources humaines.
- Il est indispensable d'améliorer l'interprétation et l'information concernant les changements climatiques.
- Les femmes, en particulier dans les pays en développement, sont les premières concernées par les catastrophes naturelles d'origine météorologique et doivent devenir les principales partenaires et instigatrices de solutions aux problèmes.

10.0 DISCUSSIONS SUR LE PROJET DE DÉCLARATION ÉMANANT DE LA RÉUNION D'EXPERTS

À la fin du segment expert, le président a introduit le projet de Déclaration de la conférence aux fins d'examen. Plusieurs propositions ont été présentées par les délégués et des changements ont été intégrés au projet révisé. La Déclaration de la conférence a été enfin acceptée et adoptée par la réunion en vue d'être soumise à l'attention du segment ministériel (**annexe 1**).

11.0 RÉDACTION DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Un groupe de rédaction réduit, composé de représentants du Zimbabwe (Président), de la République centrafricaine, du Ghana, de Maurice, du Maroc et de la Tunisie, a été créé dans le but d'examiner un projet de Déclaration ministérielle. Le texte a ensuite été présenté aux délégués. Après examen par les participants, il a été convenu que le projet de Déclaration correspondait aux véritables aspirations des experts et qu'il pourrait orienter les discussions des ministres. Il a par la suite été approuvé comme projet de Déclaration de Nairobi à l'intention du segment ministériel.

RAPPORT DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE, 15-16 AVRIL 2010

1.0 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

1.1 M. Joseph Mukabana, Représentant permanent du Kenya auprès de l'OMM et Directeur du Service météorologique kenyan, a accueilli les délégués au segment de haut niveau de la Conférence et a déclaré que les rôles et fonctions des Services météorologiques et hydrologiques étaient clairement énoncés par l'Organisation météorologique mondiale. Il a expliqué que ces Services étaient particulièrement utiles dans la mesure où ils diffusaient au grand public des alertes précoces aux phénomènes météorologiques extrêmes. La communauté mondiale s'est intéressée récemment au travail des météorologistes et des hydrologues qui sont chargés de fournir en temps opportun une information climatologique exacte. Les décideurs africains ont été conseillés d'allouer des fonds supplémentaires dans leurs budgets aux Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en vue d'améliorer la qualité des données climatologiques diffusées. M. Mukabana a ensuite invité les représentants à faire des observations préliminaires.

1.2. Mme Margareta WAHLSTRÖM, Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, SIPC, a déclaré que l'Afrique était en train d'élaborer un plan stratégique, sous la direction de l'Union africaine, afin de gérer l'incidence des catastrophes sur le continent. Elle a reconnu la contribution de l'Organisation météorologique mondiale à la Stratégie. Elle a ajouté que le thème du plan d'action 2005-2015 du Cadre de Hyogo: «Renforcer la résilience des nations et communautés face aux catastrophes» visait à réduire les répercussions des catastrophes à l'échelle mondiale. Mme Wahlström a appelé à la coordination des efforts en vue de mettre en œuvre les politiques en faveur du développement durable.

1.3 Mme Peace Rhoda TUMUSIIME, membre de la Commission de l'Union africaine pour l'économie rurale et l'agriculture, a prié les délégués de faire des services météorologiques et hydrologiques une priorité dans leurs programmes de développement. Les changements climatiques, a-t-elle souligné, freinent le développement en Afrique, ainsi que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Mme Tumusiime a ajouté qu'il était nécessaire de disposer d'un système de libre circulation de l'information météorologique et climatologique pour atteindre les objectifs de développement. Selon elle, cela ne sera possible qu'en accordant l'attention voulue aux SMHN. Elle a par ailleurs expliqué que le travail effectué par l'Union africaine dans le domaine des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets était principalement axé sur le soutien des communautés vulnérables dans les zones rurales.

1.4 M. Michel JARRAUD, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a reconnu et salué le partenariat entre l'Union africaine et l'Organisation qui a facilité l'organisation de la conférence. Il s'est par ailleurs félicité de la participation du Kenya aux activités de l'OMM, notamment en ce qui a trait aux établissements régionaux, tels le Centre météorologique régional spécialisé, le Centre régional de télécommunication, le Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD (ICPAC), la station de la Veille de l'atmosphère globale du mont Kenya et le Centre régional de formation professionnelle en météorologie. Il a attiré

l'attention sur la déclaration du Président Mwai Kibaki prononcée au cours du Sommet des parlementaires africains sur les changements climatiques à Nairobi, qui appelait à renforcer les capacités des Services météorologiques et hydrologiques nationaux en vue d'élaborer des moyens de lutter contre les répercussions des changements climatiques. Le Secrétaire général a également mentionné la création du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) lors de la troisième Conférence mondiale sur le climat, qui vise à promouvoir la création d'outils d'aide à la décision et le développement des capacités en matière de gestion des risques liés au climat. Il a indiqué que les SMHN jouaient un rôle indispensable dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement car les catastrophes naturelles et d'origine climatique ralentissent le développement national.

1.5 M. Noah WEKESA, Ministre kényan des forêts et de la faune, a exhorté la communauté internationale à prendre en charge collectivement la question des changements climatiques. Il l'a priée d'utiliser les ressources disponibles pour lutter contre les catastrophes d'origine climatique par l'intermédiaire des SMHN, qui sont responsables de communiquer les prévisions et avis météorologiques aux utilisateurs finals. Il a souligné la position clé des SMHN en ce qui a trait à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement par l'utilisation de l'information fournie pour les systèmes d'alerte précoce et d'analyse des risques de catastrophes. Il a par ailleurs indiqué que l'appui à ces services devrait intégrer les nouvelles technologies et l'interconnectivité Internet, ainsi que d'autres capacités de communication en tant que services destinés aux utilisateurs finals. Selon lui, il existe une synergie entre la troisième Conférence mondiale sur le climat (CMC-3) et les objectifs de la présente Conférence au niveau de l'application des décisions prises et adoptées lors de la CMC-3

2.0 ÉLECTION DU BUREAU

Après les remarques préliminaires, **Mme Olushola Olayide SODEKO**, de l'Union africaine, a prié les délégués de procéder à l'établissement du bureau pour la durée de la Conférence. Les délégués ont élu le Ministre kényan Ramadhan Seif Kajembe au poste de Président de la Conférence, le Ministre malien Hamed Semega, premier Vice-président, le Ministre Patson Mbiriri, du Zimbabwe, deuxième Vice-président, le Ministre camerounais Oumaro Mefiro, troisième Vice-président et le Ministre marocain Mohammed Zahoud aux fonctions de Rapporteur.

3.0 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président de la Conférence, M. Ramadhan Seif Kajembe, après avoir accepté sa charge de président, a remercié les délégations au nom des autres membres du Bureau pour la confiance qu'elles lui ont manifestée et s'est engagé à mener à bien la Conférence. Il a demandé aux délégués de considérer l'adoption de l'ordre du jour dont ils avaient été saisis. La proposition du Sénégal d'intégrer dans l'ordre du jour les déclarations des ministres avant l'adoption de la Déclaration ministérielle a été examinée. Les délégués ont ensuite adopté l'ordre du jour, avec l'amendement proposé.

4.0 PRÉSENTATION DU PROJET DE DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE

La Déclaration de la Conférence a été présentée aux ministres par M. Amos Makarau (Vice-président du Conseil régional de l'OMM pour l'Afrique), au nom du Président du

segment expert, M. Mamadou Lamine Bah (Président du Conseil régional de l'OMM pour l'Afrique). Il a indiqué que les experts considèrent que les services climatologiques sont de plus en plus indispensables au développement en Afrique, en particulier en cette période d'intensification de la variabilité et des changements climatiques. Il a ajouté que les experts se sont rappelés les débats de la troisième Conférence mondiale sur le climat, qui s'est déroulée à Genève l'année dernière et au cours de laquelle il a été proposé d'établir un cadre propice au développement des services météorologiques en Afrique. Il a conclu en notant combien les ministres sont capables de bien appréhender les questions météorologiques. Il leur a ensuite lu la Déclaration.

Les participants à la réunion ministérielle ont pris note de la Déclaration de la Conférence (**annexe 1**). Ont suivi des discours liminaires sur les perspectives de développement des services météorologiques en Afrique.

5.0 DISCOURS LIMINAIRES

Les discours liminaires sur les perspectives de développement des services météorologiques en Afrique sont résumés ci-après.

5.1 M. Eugene Koffi ADOBOLI, ex-Premier ministre du Togo, a appelé les délégués à débattre de manière avisée afin de sortir le continent de la situation précaire où il se trouve face aux changements climatiques. Il a souligné qu'il était possible d'y parvenir et qu'il était primordial que les pays africains unissent leurs efforts dans le cadre de l'Union africaine et de l'Organisation météorologique mondiale afin de surmonter les obstacles de taille qui se dressent devant toutes les nations du continent. Il a affirmé qu'il faudrait venir en aide et donner espoir à tous les réfugiés des catastrophes. Il a expliqué que les catastrophes naturelles et celles catalysées par l'humanité continueront de survenir et qu'il faudra améliorer les services et l'information climatologiques destinés aux utilisateurs finals, y compris aux gouvernements et au grand public, si l'on veut réduire l'envergure et l'intensité des impacts.

5.2 M. Jan EGELAND, Coprésident, Équipe spéciale de haut niveau chargée du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC), a souligné la nécessité de bien connaître les fluctuations du climat passé afin de pouvoir prévoir à l'avenir les phénomènes météorologiques et climatologiques extrêmes. Selon lui, les météorologistes devraient mettre leurs produits à disposition des personnes responsables d'élaborer des plans économiques dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion de l'eau et de l'énergie et du développement des infrastructures. Il a expliqué que le CMSC mobilisera la participation de multiples experts à l'échelle planétaire. Il a ajouté que les gouvernements devraient être les premiers à appuyer et orienter cette initiative.

5.3 M. Vahid ALAVIAN, de la Banque mondiale, Afrique, a déclaré que la Conférence devrait favoriser la mise sur pied d'un mécanisme destiné à atténuer les effets des catastrophes d'origine climatique, de plus en plus fréquentes à l'échelle du continent. Il a indiqué que la tenue de la présente Conférence était la preuve que les pays sont prêts à échanger leurs connaissances en vue de résoudre les problèmes qui se posent, grâce au dialogue politique et à la coopération technique. M. Alavian a expliqué que le fait de financer des partenariats dans les domaines de la gestion des risques de catastrophes, des mesures de relèvement et de l'hydrologie, y compris la gestion des conditions

dangereuses, favorisait la collaboration Sud-Sud au niveau du partage de l'information entre les SMHN. Il a souligné que la Banque mondiale continuerait d'attribuer des fonds à l'échelle nationale, mais également à l'échelle régionale, selon les besoins.

5.4 M. Anthony NYONG, de la Banque africaine de développement (BAD), a signalé que la banque se réjouissait du degré d'engagement des divers intervenants dans le renforcement des SMHN. Il a affirmé aux délégués que l'information diffusée par les Services météorologiques était indispensable au développement. Afin de faire face aux enjeux en matière de changements climatiques, il importe de disposer de données météorologiques et climatologiques exactes. Selon lui, cette information permettrait à l'Afrique de gérer les risques climatiques dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture. Il a souligné l'appui accordé par la banque au projet ClimDev Afrique pour la production d'informations et leur diffusion aux utilisateurs finals. Il a conclu en disant que la BAD avait investi 30 millions de dollars É.-U. dans des projets menés par ses partenaires régionaux concernés par la météorologie et a déclaré qu'elle voulait poursuivre dans cette voie. M. Nyong a ajouté que si on le lui demandait, sa banque serait prête à héberger un Fonds africain pour la météorologie, semblable au Fonds africain pour l'eau.

5.5 M. Michel JARRAUD, Secrétaire général de l'OMM, a rappelé aux ministres la conférence d'avril 2002 sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), au cours de laquelle a été créé le Conseil des ministres africains sur l'eau (CMAE). Il a prié instamment les ministres de profiter des possibilités qui leur sont offertes lors de la présente Conférence pour mettre sur pied une structure semblable, qui leur permettrait de parler d'une seule voix au cours de la seizième Conférence des Parties à la CCNUCC (COP16), qui se déroulera plus tard cette année au Mexique. Il a aussi expliqué que l'unité de l'Afrique permettrait à ce continent de faire front lors d'autres forums, comme le Congrès météorologique mondial. Il a fait observer que les défis les plus pressants que doit relever l'Afrique sont contenus dans les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la gestion durable de l'agriculture, de l'eau et des ressources naturelles, qui sont menacées par les catastrophes naturelles de même que par la variabilité et l'évolution du climat. Les questions traitées et examinées au cours de la Conférence, a précisé M. Jarraud, contribueront utilement à la quinzième session du Conseil régional de l'OMM pour l'Afrique et permettront de l'orienter sur le plan stratégique.

6.0 PRÉSENTATION DU PROJET DE DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE

6.1 Après avoir écouté les discours liminaires sur les perspectives qui s'offrent à l'Afrique, le Président a demandé aux délégués d'examiner et de débattre la Déclaration ministérielle.

6.2 Une proposition d'amendement au projet de Déclaration a été présentée par M. Mustapha GEANAH, Secrétaire général du Ministre marocain de l'eau et de l'environnement, au nom de la délégation marocaine, laquelle demandait d'élargir la composition de l'Équipe spéciale à dix personnes, soit les cinq membres du Bureau auxquels s'ajouteraient cinq personnes élues par les sous-régions africaines. Après avoir reçu l'appui des délégués, cette proposition a été incorporée à la Déclaration ministérielle.

7.0 INTERVENTIONS DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA MÉTÉOROLOGIE

BÉNIN

M. Cyriaque Atti MAMA, Directeur de Cabinet, Ministère des transports, a déclaré que les services météorologiques nationaux au Bénin procuraient des données et informations cruciales aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, en vue de permettre aux agriculteurs et aux parties prenantes du secteur de l'agriculture de mieux planifier leurs activités. Il reste toutefois beaucoup à faire pour renforcer les stations synoptiques et le réseau d'observation général. L'équipement pour les stations d'observation et la formation du personnel sont essentiels. Il a ajouté qu'il était nécessaire de mettre sur pied un système d'alerte précoce afin de prévenir le grand public des risques climatiques et météorologiques.

COMORES

M. Mikidar HOUMADI, Ministre des transports, a indiqué que les services météorologiques étaient l'un des secteurs prioritaires pour le gouvernement de son pays. Il a ajouté que ce dernier était concerné par les besoins en information des utilisateurs finals pour ajouter de la valeur à leurs activités de développement.

NIGER

M. Abdoulaye IDA, Secrétaire général, Ministère des transports, du tourisme et de l'industrie, a affirmé que le nombre élevé de délégués de haut niveau présents à la Conférence était le gage de la réussite de la réunion, dont les résultats profiteront à l'ensemble du continent. En raison de la fragilité des économies de la plupart des pays en développement, comme le Niger, il est nécessaire d'unir toutes les forces. La création d'un organisme régional africain responsable des services météorologiques est en accord avec les conclusions de la quatorzième session du Conseil régional pour l'Afrique, qui a eu lieu en 2007 à Ouagadougou, Burkina Faso.

CAMEROUN

M. Oumarou MEFIRO, Ministre adjoint des transports, a indiqué que les conditions climatologiques et météorologiques actuelles qui règnent à la grandeur de la planète affectaient l'ensemble des programmes de développement. Il a précisé que la planification de toutes les activités doit intégrer les questions relatives à la variabilité et à l'évolution du climat. Cela permettrait ainsi d'établir des stratégies d'atténuation et d'adaptation réalistes.

BURUNDI

M. Deogratius NDUWIMANA, Ministre de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement des terres et de l'urbanisme, a déclaré que plus de 90 % de la population de son pays dépendait de l'agriculture et, par conséquent, était très vulnérable face aux conditions climatiques et météorologiques et à la fréquence des sécheresses prolongées. Les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes imposent de grandes contraintes à la production agricole et au développement. Le Burundi se fait donc un devoir de remplir ses engagements auprès de l'OMM jusqu'en 2011. Il a exhorté tous les gouvernements à faire de même en vue de garantir le bon fonctionnement de

l'Organisation. Ceux-ci devraient considérer comme une priorité l'allocation de fonds à ce secteur.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

M. Isidore MVOUBA, Ministre d'État aux transports et à l'aviation civile, a affirmé que les services météorologiques continuent d'être marginalisés en Afrique, en raison d'un manque d'équipement et de formation du personnel. Dans le même temps, les autres pays du monde sont allés de l'avant avec des outils de prévision perfectionnés, tels les bouées fixes, les stations automatiques, les radars et les satellites. En Afrique, les populations rurales ont l'habitude de sonder le ciel chaque matin afin de prévoir le temps qu'il fera. Il faut mettre fin immédiatement à cette situation dramatique. Il a évoqué les déclarations du Président Denis Sassou Nguesso, qui a affirmé que le réchauffement de la planète obligerait les populations à migrer vers les nations plus riches en raison de l'intensification des inondations et des sécheresses, qui provoque une érosion à grande échelle et qui transforme le continent en désert. Les réfugiés du climat continueront de chercher asile dans les pays qui sont responsables de leur malheur. Même le resserrement des lois ne parviendra pas à endiguer cette migration massive.

TANZANIE

M. Hezekiah CHIBULUNJE, Ministre adjoint, Ministère du développement de l'infrastructure, a déclaré que la Tanzanie, qui compte parmi les pays les moins avancés de la planète, était vulnérable aux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes. Le Service météorologique tanzanien fait de son mieux pour diffuser les informations voulues sur les dangers imminents, mais il faudrait renforcer ses capacités en matière de ressources humaines et d'infrastructure. M. Chibulunje a profité de l'occasion pour féliciter les experts d'avoir préparé une déclaration qui récapitule la contribution des services météorologiques à l'échelle du continent tout en énumérant les grands enjeux auxquels ils font face. Selon lui, les ministres responsables de la météorologie se doivent de trouver des moyens d'appuyer les experts. Cette déclaration arrive à point, soit au moment où les effets des changements climatiques se font déjà ressentir à la grandeur de l'Afrique.

RWANDA

M. Vincent KAREGA, Ministre de l'infrastructure responsable de la météorologie, Rwanda, se joint au reste de l'Afrique dans les nouveaux efforts visant à lancer officiellement le processus de renforcement de la résilience face aux effets de la variabilité et des changements climatiques. Il est temps que l'Afrique s'occupe de mettre en place des dispositifs de préparation et, notamment, de reconfigurer ses services météorologiques en vue de fournir des informations exactes permettant de formuler des politiques et programmes fondés sur des faits éprouvés. Individuellement, les pays ne peuvent faire beaucoup contre les effets des changements météorologiques et climatiques. Il faut travailler de concert afin d'atteindre les grands objectifs qui ont été fixés. Les ministres présents ici continuent de vouloir s'engager dans le renforcement des services météorologiques à l'échelle nationale et continentale.

UGANDA

Mme Jessica ERIYO, Ministre d'État à l'environnement, a déclaré que de nos jours, les changements et la variabilité climatiques constituaient les plus grands obstacles au progrès et à la survie de l'humanité. Elle a appelé à l'intégration de l'information météorologique et climatologique dans le processus de développement en tant qu'atouts nationaux et mondiaux pour le bien commun, quelle que soit l'orientation politique ou sociale. Elle a proposé de sensibiliser les communautés aux questions d'ordre météorologique et climatologique pour le développement, d'encourager les gouvernements à allouer une partie importante de leur budget aux mesures d'atténuation et d'adaptation, y compris le renforcement des services météorologiques nationaux en priorité, et d'appuyer la mise en place du Cadre mondial pour les services climatologiques. Mme Eriyo a aussi suggéré d'établir un Forum des ministres responsables des services météorologiques, qui serait convoqué régulièrement en vue de suivre les progrès accomplis.

ZAMBIE

M. Geoffrey LUNGWANGWA, Ministre zambien des communications et des transports, considère la présente Conférence comme un événement très important, opportun et très pertinent. Le pays a fait face à des conditions météorologiques extrêmes (crues et sécheresses), attribuées aux changements climatiques. Il a ajouté que l'on ne pouvait trop souligner l'importance de l'information météorologique et climatologique pour divers secteurs socio-économiques. Il a toutefois précisé que pour être utile au développement socio-économique, cette information devait être traitée, rassemblée et diffusée de manière adéquate. Il a exhorté les Services météorologiques nationaux à se pencher sur la question de la convivialité de l'information météorologique et climatologique, qui doit être facilement comprise par le grand public et les décideurs. Selon lui, cela permettrait de l'intégrer dans les activités quotidiennes de planification du développement à l'échelle nationale.

GHANA

M. Edwin Akonno GYASI, Président de la Commission météorologique et représentant de M. Haruna IDDRISSU, Ministre des communications, a indiqué que le Ghana avait créé, en 2004, l'Agence autonome de météorologie. Il a appelé les donateurs et la communauté internationale à appuyer le renforcement des capacités des services météorologiques au bénéfice de la réduction de la pauvreté et du développement durable en Afrique. Il a ajouté que le Ghana encourageait fortement les ministres à s'entendre sur une déclaration positive.

SOUDAN

M. Majok GUANDONG, Ambassadeur du Soudan et représentant de M. Eisa Bushra Mohammed HAMID, Ministre de la science et de la technologie, a souligné que son pays était engagé dans la recherche et les études météorologiques depuis plusieurs années. Il a ajouté que sa délégation avait proposé la mise sur pied d'un programme visant à rénover, moderniser et développer les services météorologiques en Afrique. Un tel programme permettrait de doter les institutions météorologiques d'équipements de télécommunications efficaces et de leur faire profiter des technologies les plus récentes, en vue de promouvoir l'échange d'information et de technologies. Il a conclu que cela

aiderait à assurer la sécurité alimentaire, à lutter contre les changements climatiques et à assurer la sécurité générale sur le continent.

NAMIBIE

M. Samuel ANKAMA, Ministre adjoint des travaux et des transports, a affirmé que la Conférence de Nairobi était un pas en avant pour l'Afrique et le monde pour ce qui est de reconnaître l'urgence d'améliorer les services météorologiques à l'échelle du globe, du continent et des nations, en vue de réduire les impacts des catastrophes naturelles actuellement récurrentes. Il a ajouté qu'elle permettra de mettre en place un mécanisme légal pour le partage des cas de réussite et des meilleures pratiques dans le domaine de la fourniture de services météorologiques axés sur la sauvegarde de la vie humaine, la prévision de la production agricole, la protection de l'environnement et de la vie marine et la réduction de la pauvreté et de la souffrance.

ALGÉRIE

M. Amar TOU, Ministre des transports, a déclaré que le nouveau Cadre mondial pour les services climatologiques devait stimuler la convergence des objectifs de l'OMM, ainsi que des centres régionaux et des services météorologiques nationaux avec les questions du développement national et de l'intégration régionale. Selon lui, le Cadre doit instaurer une synergie avec les programmes nationaux, régionaux et sous-régionaux. Il a souligné que le développement des pays africains passait par l'Union africaine.

GAMBIE

M. Lamin Kaba BAJO, Ministre des pêches, des ressources en eau et de l'assemblée nationale, a fait observer que le secteur de la météorologie a été un grand promoteur de la coopération et de la collaboration internationales, même pendant les périodes les plus difficiles. Il a ajouté que la Conférence était en accord avec les demandes des sociétés africaines en matière de développement durable. Il s'est dit encouragé par la qualité de la Déclaration ministérielle présentée et a souhaité assurer aux participants l'appui et l'engagement de la Gambie dans le lancement de la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET) et sa mise en opération immédiate. Une fois mise sur pied, l'AMCOMET devrait faire en sorte que tous les pays aient accès en temps opportun à des informations, produits et services climatologiques utiles et de qualité, axés sur la sauvegarde de la vie humaine, la protection des modes de subsistance et un développement sans effet néfaste sur le climat.

BURKINA FASO

M. Gilbert Noël OUEDRAOGO, Ministre des transports, Burkina Faso, est d'avis qu'en raison de la vulnérabilité croissante des populations face au climat, les autorités africaines doivent accorder une haute priorité à l'information météorologique, son analyse et sa diffusion afin de favoriser la prise de décisions et de mesures d'adaptation avisées. Il s'est réjoui du thème de la Conférence, qui correspond à l'orientation du continent dans le domaine du développement.

MALAWI

M. Ephrahim Mganda CHIUME, Ministre adjoint des ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement, a indiqué qu'au Malawi, la météorologie était considérée comme l'une des clés du développement, de la survie et de la réduction de la pauvreté. Selon lui, cela est dû au fait que les catastrophes naturelles sont liées au temps et au climat. Il a ajouté que son pays attend beaucoup de la réunion, notamment au niveau des résolutions contenues dans la Déclaration ministérielle.

ZIMBABWE

M. Patson MBIRIRI, Secrétaire (Ministre) des transports, des télécommunications et du développement de l'infrastructure, a déclaré que son pays saluait la création d'AMCOMET. Il a ajouté que compte tenu des effets dévastateurs des changements climatiques, qui ignorent les frontières politiques, il est primordial que tous les pays travaillent main dans la main et collaborent avec des partenaires pour le développement. Tous les peuples du continent pourront ainsi se développer ensemble. Selon lui, l'Afrique devrait s'engager à renforcer les services météorologiques. Il a félicité la Banque africaine de développement pour sa contribution financière à l'avancement de la météorologie en Afrique et pour son engagement dans ce domaine.

ANGOLA

M. Pedro TETA, Vice-ministre des télécommunications et des technologies de l'information, a affirmé qu'il était bien connu que la plupart des pays africains dépendaient de l'agriculture et qu'ils étaient grandement vulnérables face à la saison des pluies. Il a souligné que de nombreux pays présents étaient victimes des catastrophes naturelles et que les impacts pouvaient être énormes, en particulier au niveau du développement socio-économique. Il a par ailleurs expliqué qu'étant donné que le continent se lance dans un programme de modernisation des services météorologiques par la mise en place de stations automatiques et d'autres équipements, il importe d'établir également des centres régionaux de formation professionnelle afin que le personnel apprenne à utiliser les technologies modernes.

DJIBOUTI

M. Ali Hassan BAHDON, Ministre des transports et de l'infrastructure responsable de la météorologie, s'est réjoui que l'OMM ait pu réunir les responsables politiques afin de discuter des stratégies et politiques se rapportant aux services climatologiques et météorologiques en Afrique. Il a souligné que dans le passé, Djibouti s'était uniquement concentré sur la météorologie aéronautique, mais que le gouvernement actuel était en train d'élargir les services offerts en vue de satisfaire les demandes de la population en général.

CAP-VERT

M. Carlos Alberto Souse MONTEIRA, Conseiller du Ministre de l'environnement, du développement rural et des ressources marines, a indiqué que le Cap-Vert appuyait activement la Conférence, étant donné qu'elle est en accord avec les décisions de l'Union africaine et les recommandations de la troisième Conférence mondiale sur le climat, qui s'est tenue à Genève l'année dernière. Son pays est très vulnérable face aux changements climatiques, vu sa grande dépendance vis-à-vis des activités touristiques

et de la pêche. L'agriculture a par ailleurs un grand besoin d'information climatologique pour étayer la prise de décisions importantes. Il a conclu que les résultats de la Conférence pourraient permettre de favoriser l'adoption de politiques et de mesures visant à combattre les causes des catastrophes naturelles et d'en atténuer les risques afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

8.0 ADOPTION DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Après de longues interventions et discussions par les ministres présents, la Déclaration ministérielle de Nairobi, créant la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET), a été adoptée avec un certain nombre d'amendements (**annexe 2**)

9.0 CLÔTURE

Après l'adoption de la Déclaration de Nairobi, M. Ramathan Kajembe, Président de la séance, a demandé à Michel Jarraud, Secrétaire général de l'OMM, de faire quelques observations avant de clore la Conférence.

Annexe 1: DÉCLARATION ÉMANANT DE LA RÉUNION D'EXPERTS

Préambule

1. Les participants (à savoir les représentants permanents des pays Membres de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), ainsi que des représentants d'organismes de développement, d'institutions des Nations unies et d'organisations internationales, d'institutions régionales et sous-régionales africaines et de banques de développement) à la réunion d'experts de la première Conférence des ministres responsables de la météorologie en Afrique qui a eu lieu à Nairobi (Kenya) du 12 au 14 avril 2010, avant la tenue du débat ministériel prévu les 15 et 16 avril 2010, ayant examiné les thèmes suivants:

1. Satisfaction des besoins de développement,
2. Avantages des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques,
3. Réduction des risques de catastrophes,
4. Élimination des lacunes en matière de données,
5. Renforcement des capacités,
6. Points de vue des utilisateurs,
7. Renforcement des partenariats;

Ont rappelé:

2. Que les risques et aléas toujours plus nombreux à peser sur le développement durable, qu'il y a lieu d'associer aux catastrophes naturelles, sont principalement causés ou aggravés par des phénomènes météorologiques ou hydrologiques extrêmes. Plus la population est dense, plus les incidences de ces phénomènes extrêmes augmentent, en particulier le long des côtes; elles sont aussi les plus marquées dans les pays les moins avancés. Cette situation pose aux pays africains toute une série de défis soulevés par la variabilité du climat, que les changements climatiques viennent aggraver.
3. Que les pays africains éprouvent beaucoup de difficultés à surveiller et à prévoir ce type de phénomènes, parce que leurs réseaux d'exploitation pour l'observation et la communication de données présentent des lacunes, les capacités de leurs ressources humaines sont limitées, l'efficacité de leurs modèles est faible et de nombreuses parties du continent subissent des contraintes financières.
4. Qu'en Afrique, le statut juridique des SMHN varie et qu'il peut s'agir d'un service au sein d'une institution, d'un ministère ou d'un organisme. L'absence de statut quasi uniforme constitue un obstacle majeur à leur notoriété ainsi qu'à l'obtention de ressources adéquates.

5. Qu'en outre, il y a lieu de souligner que les services météorologiques et climatologiques sont essentiels pour aider les secteurs du développement socio-économique sensibles au temps et au climat, notamment la réduction des risques de catastrophes, la santé, la gestion des ressources en eau, l'agriculture et la sécurité alimentaire, les transports et les infrastructures, la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement, ou la production et la distribution de l'énergie, et qu'il faut donc favoriser le renforcement des services météorologiques et hydrologiques.
6. Que les frontières géographiques n'arrêtent pas les régimes météorologiques et climatiques et qu'il faut donc à l'évidence œuvrer urgemment en collaboration pour contribuer concrètement et efficacement au développement de tous les pays africains, en exploitant toutes les possibilités qu'offrent la météorologie, la climatologie, l'hydrologie et les sciences connexes. À cet égard, l'appui apporté aux Services météorologiques et hydrologiques nationaux par des institutions sous-régionales, régionales et internationales se révèle fondamental.
7. Que de nombreuses initiatives positives, en cours de lancement ou déjà en œuvre, visent à faire progresser les SMHN de la région. Les services météorologiques s'en trouvant améliorés, des résultats concrets ont été obtenus dans plusieurs secteurs socio-économiques, notamment un renforcement de la sécurité alimentaire par l'amélioration des rendements agricoles, la prévision spatiale et temporelle des poussées de paludisme, la sécurité et la rentabilité des opérations aériennes et l'amélioration de la prévention face aux catastrophes naturelles.

Ont conclu:

8. Que les SMHN peuvent apporter une contribution précieuse au développement durable, en proposant des services d'information à divers secteurs économiques, mais qu'à l'heure actuelle, ils ne sont pas en mesure de le faire de façon optimale en raison des différents problèmes évoqués ci-dessus.
9. Que les SMN disposent du statut de porte-parole officiel exclusif pour les avis météorologiques destinés à la sécurité du public et qu'à ce titre, ils devraient disposer aussi des ressources adéquates leur permettant d'assurer ce service essentiel d'utilité publique.
10. Que les SMHN doivent s'attacher à renforcer leur rôle dans la participation aux activités d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, en particulier dans le domaine de l'alerte précoce et de la production de scénarios climatiques futurs, en proposant des informations aux décideurs dans tous les secteurs de la société pour leur permettre de prendre des décisions éclairées.
11. Que les institutions panafricaines et régionales contribuent à appuyer les SMHN, ainsi qu'à intégrer les produits et modèles d'information des différents programmes aux

échelons régional et panafricain. Elles devraient donc tirer avantage d'un renforcement du soutien de haut niveau pour atteindre leur mandat.

12. Que l'assistance météorologique à l'aviation constitue une activité essentielle pour de nombreux SMN en Afrique et qu'il appartient à ces SMN de relever un défi de taille, à savoir celui qui consiste à mettre en place un système de gestion de la qualité conforme à la norme ISO 9000, en respectant l'échéance fixée par l'OACI à novembre 2012. En outre, faute de système de gestion de la qualité, les services fournissant cette assistance météorologique à l'aviation échoueront aux audits de supervision de la sécurité que réalise l'OACI.
13. Que la coopération, qu'elle soit Sud-Sud ou Nord-Sud, a un grand rôle à jouer dans l'amélioration des services météorologiques, hydrologiques et climatiques en Afrique.

Ont recommandé:

14. De renforcer les réseaux d'observation (en altitude et en surface, continentale et marine) et de communications en Afrique pour qu'ils répondent aux besoins des utilisateurs et soient viables à long terme.
15. Aux SMN qui procurent une assistance météorologique à l'aviation, de mettre en place de toute urgence un système de gestion de la qualité ainsi qu'un système assurant le recouvrement, auprès de l'industrie aéronautique, des coûts associés à cette assistance.
16. D'encourager la mise au point et la création d'une série de groupes de travail chargés de répondre aux besoins de différents secteurs économiques sensibles au climat, qui établiraient le lien entre le climat et la santé, le climat et l'énergie, le climat et les transports, etc., et auxquels les principaux intéressés prendraient part.
17. De prendre des engagements à long terme en faveur du perfectionnement des ressources humaines parmi les prestataires de services météorologiques, climatologiques et hydrologiques, et de consentir des investissements planifiés de façon stratégique dans ce domaine.
18. D'encourager la création, au sein de chaque SMHN, d'un comité national chargé des questions relatives au climat, qui œuvrerait en synergie avec le comité national chargé des changements climatiques.
19. Aux SMHN des pays africains, d'adopter le statut d'organisme d'ici 2013.
20. Aux SMHN, de s'efforcer de lier des partenariats avec les organismes nationaux chargés de la gestion des opérations en cas de catastrophe et avec les secteurs du

développement, notamment l'agriculture et la santé, afin d'améliorer leur adéquation et d'élargir leurs possibilités de recueillir des ressources.

21. De renforcer la coopération entre les SMHN et les universités afin d'améliorer les axes et la portée de la recherche en météorologie et en climatologie, ainsi que l'infrastructure utile aux activités de recherche dans les SMHN.
22. De renforcer les connaissances de l'ensemble des utilisateurs, ainsi que leur capacité d'utiliser et de tirer parti de toute la gamme des produits et services actuels et futurs offrant des renseignements météorologiques et climatologiques.
23. D'encourager le recours aux connaissances traditionnelles et aux techniques locales en faveur de l'adaptation à la variabilité et à l'évolution du climat.
24. De renforcer le cadre opérationnel existant pour intensifier la coopération entre les pays africains et renforcer les capacités des Services météorologiques nationaux et des centres climatologiques régionaux et sous-régionaux existants, afin qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins et exigences des gouvernements et de la société, en ce qui concerne l'information et les services météorologiques et climatologiques.
25. Aux SMHN, compte tenu des possibilités importantes que les technologies modernes de la télécommunication offrent pour diffuser l'information et les messages d'alerte météorologiques et climatologiques jusqu'au sein même des collectivités locales, de faire tout leur possible pour se prévaloir de l'utilisation accrue de la téléphonie mobile partout en Afrique.

Annexe 2: DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA MÉTÉOROLOGIE EN AFRIQUE

1. **Nous**, ministres et chefs de délégation, réunis lors du débat ministériel organisé au cours de la première Conférence des ministres responsables de la météorologie en Afrique, à Nairobi (Kenya), les 15 et 16 avril 2010;
2. **Notant** l'accroissement des risques et des menaces qui pèsent sur le développement durable et qui sont liés à des catastrophes dont 90 % sont causées ou aggravées par des phénomènes météorologiques ou hydrologiques extrêmes, et notant également que les pays africains font face aux enjeux multiformes de la variabilité et du changement climatiques, lesquels exigent notamment, de la part des pouvoirs publics et des collectivités, des décisions fondées sur des données et informations scientifiquement éprouvées et permettant d'élaborer des stratégies d'adaptation et des plans d'action dans le cadre des processus et politiques de développement actuellement mis en œuvre à l'échelle nationale, sous-régionale et continentale;
3. **Reconnaissant** que l'information, les services et les produits météorologiques et climatologiques sont essentiels au développement socio-économique dans les secteurs sensibles au climat, en particulier la santé, l'agriculture et la sécurité alimentaire, les transports, la réduction des risques de catastrophes, la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement, la gestion et la mise en valeur des ressources en eau, la production et la distribution d'énergie et le tourisme;
4. **Notant** les lacunes que présentent les réseaux d'observation et de télécommunication opérationnels – y compris les réseaux maritimes – et leurs répercussions négatives sur la fiabilité de l'information et des services météorologiques et climatologiques, et tenant compte de la nécessité de remédier collectivement à cette situation afin de permettre aux Services météorologiques nationaux africains de remplir leur mandat aux niveaux national, régional et international;
5. **Considérant** que les phénomènes météorologiques et climatiques ne connaissent pas de frontières et qu'aucun pays ne peut assurer à lui seul la prestation de l'ensemble des services météorologiques et climatologiques requis, et conscients du besoin urgent d'œuvrer conjointement et en synergie pour contribuer concrètement et efficacement au développement de nos pays en exploitant toutes les possibilités qu'offrent la météorologie et les sciences connexes;
6. **Tenant compte** de la décision sur le changement climatique et le développement adoptée lors de la huitième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, en 2007, où de vives préoccupations ont été exprimées au sujet de la vulnérabilité des secteurs socio-économiques et des systèmes de production africains à la variabilité et au changement climatiques, et notant que

les pays africains ont réellement besoin de ressources supplémentaires pour leur adaptation en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement;

7. **Nous référant** à la résolution 26 adoptée en 1999 par le Treizième Congrès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur le rôle et le fonctionnement des Services météorologiques nationaux, selon laquelle les Membres de l'OMM sont instamment priés de mandater les Services météorologiques nationaux en tant qu'organes officiels chargés de produire des avis météorologiques pour la sécurité du public afin de contribuer à minimiser les risques pour la santé et la sécurité des citoyens ainsi qu'en tant que principales administrations nationales et sources officielles d'informations et de conseils sur l'état actuel et futur de l'atmosphère et d'autres aspects du temps et du climat au niveau national à l'appui de l'élaboration de politiques, et rappelant la nécessité d'assumer, à l'échelon national, régional et international, la responsabilité de mettre en œuvre les programmes de l'OMM;
8. **Conscients** de l'appui apporté aux Services météorologiques et hydrologiques nationaux par les institutions sous-régionales et régionales, et notamment par le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), le Centre régional de formation, de recherche et d'application en agrométéorologie et en hydrologie opérationnelle (AGRHYMET), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), le Centre de prévision et d'applications climatologiques (ICPAC) relevant de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Centre de suivi de la sécheresse (DMC) relevant de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et les centres régionaux de formation professionnelle de l'OMM établis en Afrique.
9. **Reconnaissant** la nécessité de veiller à ce que les besoins de toutes les sous-régions en matière de services météorologiques et climatologiques soient convenablement pris en compte par leurs institutions sous-régionales respectives:
10. **Reconnaissant** l'importance des programmes mis en œuvre en Afrique, tels que ClimDev Afrique, qui porte avant tout sur les observations relatives au climat, le Programme de surveillance de l'environnement en Afrique dans la perspective d'un développement durable (AMESD), fondé sur les observations par satellite, et l'initiative AEWACS (African Early Warning and Climate Services), et en particulier du soutien apporté par la Banque africaine de développement, la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique et l'Union africaine;
11. **Reconnaissant** les avantages socio-économiques que procure en Afrique l'utilisation de l'information météorologique dans des secteurs tels que les transports, l'agriculture, la santé et les ressources en eau;
12. **Notant** avec satisfaction que l'OMM, en collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies, des institutions régionales et sous-régionales et divers partenaires pour le développement, aide les pays africains à tirer profit des progrès scientifiques et technologiques accomplis ces

dernières années, notamment en matière d'accès aux informations météorologiques satellitaires, pour mettre au point des produits et des services météorologiques et climatologiques qui contribuent à la planification, aux politiques et aux programmes en faveur du développement à l'échelle nationale et régionale;

13. **Considérant** les besoins impérieux et urgents du secteur de l'aéronautique en matière de pratiques recommandées et normalisées et en ce qui concerne la mise à disposition et la fourniture d'informations de qualité en vue d'assurer la sécurité de la navigation aérienne internationale;
14. **Rappelant** la décision d'instaurer un Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) prise par les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et les chefs de délégation ayant participé au segment de haut niveau de la troisième Conférence mondiale sur le climat, qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 31 août au 4 septembre 2009;
15. **Ayant examiné** les conclusions du segment expert de la Conférence ministérielle organisée à Nairobi du 12 au 14 avril 2010, et en particulier son analyse des incidences positives de l'application des informations, produits et services météorologiques, hydrologiques et climatologiques à divers secteurs du développement socio-économique, y compris la réduction des risques de catastrophes, ainsi que les recommandations formulées au sujet des programmes, projets et activités en cours et prévus;

Nous engageons:

- a) À renforcer les Services météorologiques nationaux et à assurer leur pérennité en les dotant de toutes les ressources nécessaires et de cadres institutionnels adéquats afin de leur permettre de s'acquitter pleinement de leurs fonctions, dans la mesure où ils constituent l'un des piliers de l'infrastructure nationale pour le développement de nos pays et de notre continent et où ils contribuent à la sécurité et au développement durable, en particulier dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des risques de catastrophes;
- b) À prendre toutes les mesures nécessaires pour que les Services météorologiques nationaux africains puissent satisfaire aux exigences de l'OACI concernant les systèmes de gestion de la qualité d'ici novembre 2012.

Convenons:

- a) D'établir la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET) en tant que mécanisme de haut niveau destiné à favoriser le développement de la météorologie et de ses applications en Afrique, comprenant un Bureau composé du Kenya (président), du Mali (premier vice-président), du Zimbabwe (deuxième vice-président), du Congo (troisième vice-président) et du Maroc (rapporteur), représentant les cinq sous-régions africaines, ce Bureau devant représenter l'AMCOMET au cours de l'intersession;

- b) De constituer, lors de cette conférence, une Équipe spéciale composée des cinq membres du Bureau et de l'Algérie (Afrique du Nord), du Cameroun (Afrique centrale), du Ghana (Afrique de l'Ouest), de l'Ouganda (Afrique de l'Est) et d'un représentant de l'Afrique australe (à désigner)¹, pour un total de dix (10) membres. L'Équipe spéciale, qui doit être présidée par le président de l'AMCOMET, va définir le cadre institutionnel et les dispositions internes de l'AMCOMET, le secrétariat étant assuré par l'OMM avec le concours de l'Union africaine. L'Équipe spéciale devrait présenter une proposition lors de la première session de l'AMCOMET, qui devrait se réunir régulièrement et au minimum tous les deux ans;
- c) De prendre, dans les deux ans, les mesures nécessaires pour élaborer une stratégie africaine pour la météorologie visant à intensifier la coopération entre les pays africains en vue de renforcer les capacités de leurs Services météorologiques nationaux ainsi que les centres climatologiques régionaux et sous-régionaux établis en Afrique, afin de répondre aux besoins des gouvernements et de la société en matière d'informations et de services météorologiques et climatologiques, compte tenu de la Déclaration émanant de la réunion d'experts de la présente Conférence ministérielle et des mesures de planification relatives au Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC);
- d) De mettre en place en Afrique centrale, avec le concours de l'OMM et de ses partenaires, une structure sous-régionale en vue de la surveillance du climat et de l'adaptation au changement climatique dans la perspective d'un développement durable de la sous-région;
- e) D'inciter les partenaires des domaines technique et financier, la communauté internationale et le système des Nations Unies et ses institutions à apporter leur soutien à l'AMCOMET ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la Stratégie africaine pour la météorologie;
- f) De veiller à ce que les Services météorologiques nationaux ainsi que les centres régionaux et sous-régionaux établis en Afrique aient accès au Fonds vert pour le climat de Copenhague par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement et d'autres mécanismes;
- g) De s'assurer que les Services météorologiques nationaux bénéficient des dispositifs de recouvrement des coûts pour ce qui est des services de météorologie aéronautique et maritime et d'autres mécanismes;
- h) D'inviter l'OMM à prendre note de la présente Déclaration, à la porter à l'attention des participants à la soixante-deuxième session de son Conseil exécutif, à la quinzième session de son Conseil régional pour l'Afrique et à son Seizième Congrès et à prendre les mesures qui s'imposent;

¹ Les ministres d'Afrique australe ont désigné la Zambie comme pays représentant de la Région au sein de l'Équipe spéciale au cours de la réunion des ministres responsables des transports et de la météorologie le 28 mai 2010.

- i) D'inviter la Commission de l'Union africaine à prendre note de la présente Déclaration, à la porter à l'attention du prochain Sommet de l'Union africaine et à prendre les mesures qui s'imposent.

Annexe 3: ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

A. PROGRAMME THORPEX POUR L'AFRIQUE ET SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES À FORT IMPACT

Les exposés de la séance ont été faits par Mme Aida Diongue Niang, Coprésidente du programme THORPEX pour l'Afrique et Directrice de l'Agence nationale de la météorologie du Sénégal, qui a expliqué que THORPEX était un programme associé au Programme mondial de recherche sur la prévision du temps (PMRPT), qui relève de la Commission des sciences de l'atmosphère, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Celui-ci est voué à accélérer l'amélioration de la précision des prévisions des phénomènes météorologiques à fort impact à échéance de 1 à 14 jours, au bénéfice de la société, de l'économie et de l'environnement.

Elle a souligné que THORPEX permettra de réaliser des recherches visant à atténuer les effets néfastes des catastrophes naturelles d'origine météorologique et climatique, par la promotion de la collaboration multidisciplinaire entre les secteurs de la recherche et de l'exploitation et les utilisateurs. Les phénomènes à fort impact concernés sont les suivants:

- Périodes sèches et saisons des pluies à déclenchement tardif ou fin précoce;
- Inondations/crués éclair et glissements de terrain associés;
- Arrivée des cyclones tropicaux sur les côtes d'Afrique australe et orientale;
- Genèse de dépressions tropicales/cyclones tropicaux en Afrique du Nord-Ouest;
- Tempêtes de poussière;
- Phénomènes maritimes dangereux.

Ces activités, a-t-elle expliqué, permettront de faire bénéficier aux Africains des avantages procurés par les observations terrestres, les techniques avancées de communication et les systèmes de prévision améliorés. Les secteurs d'application prioritaires sont la gestion des catastrophes et de l'eau, l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire, l'énergie, la santé (p.ex. méningite) et les transports (p.ex. aviation). Le Comité régional du programme THORPEX pour l'Afrique a déjà produit des plans scientifiques et de mise en œuvre. Plus de trente-cinq nations africaines ont nommé des correspondants et accepté de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme.

Le Système d'information et de prévision concernant les phénomènes météorologiques à fort impact, qui est l'un des premiers projets du programme en Afrique, comprendra un catalogue des phénomènes, avec des données sur les pertes en vies humaines, les dommages et autres impacts socio-économiques ou environnementaux associés. Doté d'une interface utilisateur conviviale, le système aura pour première fonction de compiler les phénomènes à fort impact survenus au cours des deux dernières décennies et ceux qui continuent de survenir, en vue de faciliter la réalisation d'études intégrées et multidisciplinaires destinées à favoriser l'élaboration de méthodes et outils d'atténuation des effets néfastes, par la mise en place de systèmes d'alerte précoce en collaboration avec toutes les parties prenantes (autorités gouvernementales, services de gestion des catastrophes, communautés locales). La première étape consistera à travailler sur un

sous-ensemble d'événements, dans le cadre d'un projet de démonstration de trois ans, afin d'établir une base de données prototype provisoire. Cette base de données provisoire compilera non seulement des données hydrométéorologiques et sur les impacts, mais également de l'information concernant les délais disponibles pour aviser la population de la survenue des phénomènes, fournie par des modèles de prévision perfectionnés, ainsi que leurs répercussions sur les sociétés, l'économie et l'environnement. Le système complet sera mis en place au cours de la deuxième phase pour laquelle il faudra mobiliser des fonds.

Outre les Services hydrométéorologiques nationaux qui mettront en œuvre le système d'information et de prévision, les collaborateurs au programme THORPEX comprendront Munich Re, qui fournira des données sur les incidences pouvant être combinées aux estimations nationales, le Centre international de physique théorique Abdus Salam (parrainé par le gouvernement italien, l'UNESCO et l'AIEA), qui aidera à mettre en place le portail de données, et de grands centres de prévision et quelques universités/établissements de recherche, qui participeront à l'élaboration de modèles conceptuels servant à l'évaluation des modèles de phénomènes.

Les résultats attendus du projet comprennent des connaissances quantitatives sur la façon dont l'Afrique est touchée par les phénomènes météorologiques et climatiques et la capacité de disposer de délais suffisants pour prévenir la population et mettre au point de meilleurs outils à l'intention des décideurs. On compte aussi affiner les systèmes d'alerte précoce, avec des évaluations des impacts prévus et des avis destinés aux secteurs de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la production d'énergie, et de la gestion des ressources en eau et des catastrophes. Il serait ainsi possible de réduire le nombre des victimes, les dommages causés à l'infrastructure et à la propriété, la pauvreté, ainsi que la dégradation de l'environnement.

RECOMMANDATIONS

- Soutien procuré par les directeurs de Services météorologiques nationaux en vue de permettre la compilation de données sur les phénomènes météorologiques à fort impact et participation accrue des représentants nationaux.
- Appui de la part des établissements de recherche pour un plus grand engagement du secteur de l'enseignement en Afrique dans des études de prévisibilité.
- Financement de formations et réunions régulières pour l'examen des résultats et le partage de l'expérience.
- Soutien des gouvernements pour la mobilisation de fonds en vue de mettre en place l'ensemble du système d'information.
- Appui général des établissements de recherche pour aider les SMHN à entreprendre des études en collaboration avec les milieux universitaires.

B. APERÇU DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME DE MÉTÉOROLOGIE MARITIME ET D'OCÉANOGRAPHIE (MMOP)

La présentation, au cours des événements parallèles, du Programme de météorologie maritime et d'océanographie a mis en lumière la mission du programme, soit le contrôle,

la coordination et la facilitation d'une couverture régionale et mondiale durable des données, produits et services d'observation voulus pour faire face aux besoins continus et croissants des utilisateurs du secteur maritime. Les informations en matière de météorologie maritime et d'océanographie visent d'abord la sécurité des vies et la protection des biens en mer, ainsi que des zones côtières intégrées. L'établissement d'un partenariat avec les pays africains permettrait de fournir aux utilisateurs finals les données sur les océans dont ils ont besoin pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et assurer la sécurité des transports maritimes, la conduite des activités en mer et au large des côtes, ainsi que le développement durable des activités maritimes et de l'environnement.

C. ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) DANS LE DOMAINE DU CLIMAT

M. Peter Holmgren, Directeur de la Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers, FAO, a présidé l'événement parallèle sur les données et les méthodes d'évaluation des répercussions du climat sur l'agriculture et la planification des pratiques d'adaptation aux changements climatiques.

Il a donné des informations sur la collaboration existant entre la FAO et les Services météorologiques nationaux (Malawi, Éthiopie, Soudan, Maroc, Turquie, Afghanistan, Allemagne, Italie et Union européenne), l'utilisation des prévisions de récoltes et les systèmes d'alerte précoce à moyenne échéance.

D'autres exposés ont été faits par M. Michele Bernardi et M. Stefano Alessandrini, de l'Équipe des impacts climatiques, FAO, qui ont expliqué les méthodes d'évaluation des précipitations pluviales et leurs applications. M. Adams Chavula, du Département des changements climatiques et des services météorologiques, a prononcé une allocution sur les indices météorologiques pour l'assurance-récolte au Malawi.

M. Selvaraju Wamasamy, de l'Équipe des impacts climatiques, FAO, a décrit la boîte à outils d'évaluation des répercussions climatiques mise au point dans le cadre du programme Union européenne/FAO sur la sécurité alimentaire. Il a aussi donné les grandes lignes d'une étude menée sur les phénomènes climatiques extrêmes au Maroc, dans le cadre d'une recherche sur les changements climatiques entreprise par la Banque mondiale et la FAO. M. Gadain a expliqué les travaux effectués par le Département des services météorologiques, en vertu du projet somalien de gestion de l'information sur les conditions météorologiques et les terres, en collaboration avec la FAO.

Les discussions et les conclusions ont été axées sur le resserrement de la collaboration entre la FAO et les Services météorologiques nationaux. On a souligné la collaboration avec le Département des changements climatiques et des services météorologiques au Malawi en ce qui a trait à l'indice météorologique de rendement du maïs pour l'assurance-récolte. Il a été précisé que l'on avait besoin de soutien pour la collaboration avec le Service météorologique national du Maroc en rapport avec une évaluation des effets des changements climatiques sur l'agriculture et pour la mise en place d'un programme soudanais de renforcement des capacités institutionnelles en matière d'information sur la sécurité alimentaire. Le programme CLIMAFRICA en faveur des

prévisions des changements climatiques en Afrique subsaharienne pour l'évaluation des impacts et la prise de mesures d'adaptation a également été reconnu comme une contribution importante au programme.

D. EUMETSAT

M. Vincent Gabaglio, Responsable des relations internationales, a dévoilé la stratégie à long terme approuvée par les États Membres de l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMETSAT). Il a indiqué qu'EUMETSAT continuera de mettre en œuvre sa stratégie d'appui aux pays en développement dans la zone couverte par Meteosat, notamment en Afrique. Il a ajouté que l'objectif poursuivi est d'aider les usagers à profiter au maximum des services, données et produits satellitaires disponibles et prévus, afin d'aider les différents pays et régions à satisfaire les besoins nationaux au bénéfice des populations africaines.

La stratégie à long terme d'EUMETSAT en Afrique remonte à 1994 avec l'organisation d'activités de formation. Les premiers cours ont commencé en 1995 et les cours ultérieurs dispensés dans le cadre du programme de formation d'EUMETSAT ont été modifiés de manière à être conformes aux dispositions de la publication 258 de l'OMM « Directives pour la formation professionnelle des personnels de la météorologie et de l'hydrologie opérationnelle ».

Les éléments clés du programme comprennent l'aide aux pays en développement, la formation des instructeurs et l'utilisation de l'infrastructure existante. Les activités mises en œuvre avec la Commission européenne, le Secrétariat des États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et les commissions économiques régionales ont été le fruit d'une coopération longue de dix ans qui a donné des résultats concrets, comme le programme PUMA (2002-2006) et le programme AMESD (2007-2011).

Le programme a par ailleurs permis à 53 pays africains et 5 centres régionaux de recevoir en temps réel des données EUMETSAT par le biais de stations de réception PUMA. Soulignons aussi que 350 techniciens provenant de divers pays ont pu bénéficier d'une formation sur l'utilisation et l'entretien des stations de réception PUMA. Il faudrait enfin mentionner six projets pilotes préparés en vue de poursuivre le Programme de surveillance de l'environnement en Afrique dans la perspective du développement durable (AMESD).

E. SÉANCE SPÉCIALE SUR L'AVIATION

La séance spéciale sur l'aviation, présidée par M. Abdalah Mokssit du Maroc, a eu lieu mercredi matin. M. Simeon Zoumara, de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), a fait une brève présentation sur le travail de son organisation et ses relations avec les SMHN. Il a indiqué aux délégués que l'ASECNA collaborait avec sept centres météorologiques, neuf sous-centres et trente centres météorologiques de surface, en plus d'être en liaison avec les SMHN de tous les pays membres, ainsi qu'avec l'OMM et d'autres organisations partenaires. Il a fait état des avantages de la météorologie pour l'aviation en Afrique, avant d'énumérer les défis que l'ASECNA doit relever, notamment l'insuffisance des fonds, l'incapacité de maintenir tous les centres et le manque de personnel dans les centres les plus actifs. Il a appelé aux pays Membres d'aider son Agence à améliorer les services offerts.

M. Olli Marius Turpeinen, de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), a traité de la mise en œuvre de systèmes de gestion de la qualité par les prestataires de services de météorologie aéronautique. Il a révélé que tous les membres signataires de l'OACI doivent satisfaire la norme ISO 9000 d'ici 2012 pour ces systèmes. Il a souligné que les exigences en la matière énoncées dans les documents réglementaires de l'OACI et de l'OMM mettent de l'avant l'importance de l'exactitude des prévisions, du respect des exigences en matière d'échange de données de météorologie aéronautique opérationnelle et de la quantité d'effectifs dans ce secteur. Il a également abordé la question des systèmes de gestion de la sécurité (qui nécessitent la fourniture de services axés sur la sécurité) à l'échelle de l'aviation internationale, ajoutant que la gestion de la qualité est une condition préalable au respect des normes applicables à ces systèmes. Il a par ailleurs précisé que malgré les coûts initiaux élevés de la mise en œuvre des systèmes de gestion de la qualité, les États étaient admissibles au recouvrement des coûts sur la base des frais de navigation aérienne et qu'ils pouvaient, à long terme, réaliser des économies importantes en raison de l'efficacité des services.

Dans les discussions qui ont suivi, les délégués ont mis en évidence le fait qu'il était urgent que tous les Services météorologiques africains se conforment à toutes les normes de certification nécessaires. Les participants ont souligné que vu la nature prioritaire de la question, il faudrait qu'elle soit examinée sans tarder lors des débats de haut niveau des ministres responsables de la météorologie.

F. MÉMORANDUM D'ACCORD ENTRE L'ICPAC ET L'ADMINISTRATION MÉTÉOROLOGIQUE CORÉENNE (KMA)

Un mémorandum d'accord a été signé entre le Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD (ICPAC), représenté par le Directeur Laban Ogallo, et l'Administration météorologique coréenne (KMA), représentée par M. Chun Byung-Seong, Administrateur. Il a déclaré que la Corée était heureuse de renforcer les partenariats entre la KMA et l'Afrique de l'Est. Il a expliqué que son pays est passé d'un statut de bénéficiaire dans les années 1970 à celui d'un pays donateur au cours de la décennie 1990. La Corée est impatiente de partager ses succès avec l'Afrique en vue de contribuer à son développement. Il a ajouté que le plan d'aide à l'Afrique, qui avait atteint 108 millions de dollars en 2008, devrait doubler en 2012. Plus de 5 000 stagiaires seront accueillis en Corée en 2012, tandis qu'au-delà de 1 000 coopérants seront envoyés en Afrique la même année.

Il a poursuivi en disant que son pays appuiera les efforts de coopération et que la KMA propose l'établissement de partenariats avec ses homologues africains, afin de renforcer les capacités des services météorologiques dans la région. M. Chun a expliqué qu'en réalisant les partenariats avec l'Afrique, la KMA comptera sur la coopération de l'OMM. Même si ceux-ci se limiteront au départ à certaines sous-régions, l'objectif est de s'étendre à long terme à la grandeur du continent. Dans le cadre de ces activités de coopération, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et l'OMM ont signé un mémorandum d'accord en juin 2009 concernant l'aide et la coopération en Afrique.

En vertu de ce mémorandum d'accord, la KOICA contribuera pour la somme de 400 000 dollars à des projets d'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Est et 200 000 dollars à la modélisation des impacts du temps et du climat sur la santé

des populations et les services de santé publique, en vue de prévenir les épidémies, notamment de paludisme. Ces efforts devraient aider l'Afrique de l'Est à renforcer ses capacités de prévision du climat et à faciliter la gestion des systèmes d'information sur la santé. Par ailleurs, la KMA a hébergé l'année dernière un programme de deux semaines destiné à aider les pays africains à améliorer la qualité de leurs interventions en cas de catastrophe d'origine météorologique, ce qui a permis de renforcer l'efficacité de sa coopération avec l'Afrique. L'Administration continuera d'être engagée activement dans cette coopération et les activités associées.

M. Chung est d'avis que la signature du mémorandum d'accord sur la coopération avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en matière de météorologie constitue la première étape d'une coopération directe avec les pays africains. La KMA collaborera avec son partenaire, le Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD et les services météorologiques de ses Membres et contribuera au renforcement des capacités en offrant des cours et des formations à leur personnel. Il appuiera aussi la technologie de l'information et des communications. Selon lui, cela constitue le fondement d'une relation plus étendue et développée basée sur le partage de l'expérience acquise et le travail en collaboration. M. Ogallo a répété que la signature du mémorandum d'accord venait à point pour les pays membres de l'ICPAC et de l'IGAD et l'ICPAC utilisera cet appui pour renforcer les capacités des Services météorologiques à fournir des produits de qualité pour le bien-être des populations de la région de la Corne de l'Afrique.

G. AVANTAGES DE L'INNOVATION EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

Cet événement parallèle a été accueilli par Ericsson, une entreprise de télécommunication. Mme Karin Svingby a d'abord souligné le grand potentiel du réseau de téléphonie mobile sur le plan de la satisfaction des besoins des services d'information sur les phénomènes météorologiques et climatiques; le réseau existant est économique, en plus d'être adapté au traitement de données à grande échelle et aux micro-paiements. Elle a expliqué que les possibilités de collecte et de diffusion de l'information au service du développement des sociétés étaient infinies.

Cette technologie permet l'utilisation d'une grande diversité de services multimédias, dont la radiodiffusion, les contenus mobiles, les graphiques, l'assistance à l'aviation et aux aéroports, ainsi que les services maritimes. Soulignons aussi la sécurité des ports et des navires et les services de sauvetage, sans oublier la planification du trafic, le génie minier et le bâtiment, les ressources en eau, l'énergie, les centrales éoliennes et solaires, les transports et plusieurs industries et activités dépendantes des conditions météorologiques.

La téléphonie mobile s'implante rapidement en Afrique, avec près d'un demi-million d'appareils en circulation représentant une couverture de 43 %. Les secteurs de services essentiels, comme la météorologie, pourraient profiter de cette situation avantageuse, et Ericsson œuvre déjà à l'atteinte de cet objectif.

H. SÉANCE SPÉCIALE SUR LE CADRE MONDIAL POUR LES SERVICES CLIMATOLOGIQUES

La séance spéciale sur le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) a été modérée par M. Jerry Lengoasa, Secrétaire général adjoint de l'OMM, qui a présenté les orateurs et souligné l'importance de la question.

M. Jan Egeland, Coprésident, Équipe spéciale de haut niveau pour le CMSC, a présenté le Cadre et mis en évidence son potentiel pour ce qui est d'impulser un changement durable à l'échelle de la planète. Il a déclaré que la fourniture et la diffusion de l'information sur le climat étaient à l'ordre du jour des programmes de développement, ajoutant que sans cette information, l'humanité serait en constant état de pauvreté. Il a défini les services climatologiques et décrit le rôle important qu'ils jouent dans la prévision des phénomènes extrêmes à courte et moyenne échéance. Le CMSC a notamment pour mandat de consulter les parties prenantes, préparer un rapport sur la situation actuelle, évaluer les lacunes et recommander des solutions, ainsi que solliciter des investissements pour ses activités.

M. Filipe Lúcio, de l'OMM, a fait un exposé sur les différents événements ayant conduit à l'organisation de la Conférence mondiale sur le climat, qui a eu lieu à Genève, Suisse, en 2009. Il a d'abord parlé de la première Conférence de 1979, qui avait créé le GIEC et le Programme climatologique mondial. Il a ensuite souligné l'établissement du Système mondial d'observation du climat lors de la deuxième Conférence en 1990. Il a ensuite décrit les événements qui ont eu lieu pendant la troisième Conférence, la mise sur pied du CMSC étant l'un des faits marquants.

M. Geoff Love, de l'OMM, a parlé des prochaines étapes du projet. Il a souligné l'établissement d'un plan de mise en œuvre et ajouté que des propositions seraient formulées en ce qui a trait aux rôles du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes, aux approches en matière de politiques mondiales sur les données, à l'amélioration des observations in situ systématiques et à la surveillance du climat, en particulier dans les régions pauvres en données. Il a fait observer que pour y parvenir, il fallait organiser des réunions en personnes dans les six régions de l'OMM. Il a ajouté qu'un questionnaire Internet, également accessible via téléphone mobile, était en circulation parmi les parties prenantes et que les résultats seraient diffusés aux experts du secteur opérationnel du climat et aux gouvernements pour examen.

Les points forts des discussions menées par les délégués sont énumérés ci-après:

- Associer plusieurs initiatives parallèles menées de manière séparée;
- Établir des mécanismes pratiques pour que les parties prenantes veillent à ce que les prévisions climatologiques profitent à l'ensemble du continent;
- Communiquer une série de données à court et long terme à un large éventail d'utilisateurs; établir des mécanismes de diffusion de l'information sur les changements climatiques;
- Intégrer des systèmes et approches concernant les connaissances autochtones.

I. RAPPORT DE MÉDIA 21

CLIMAT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: Comment l'Afrique pourra nourrir ses enfants?

CONCEPT ET POINTS FORTS

Média21 a organisé son 25^e atelier sur les grands enjeux mondiaux (cinquième sur le climat) à l'intention des journalistes au cours de la première Conférence des ministres responsables de la météorologie en Afrique, Nairobi, 12-16 avril 2010, convoquée par l'OMM et l'Union africaine. Cette rencontre était prévue pour rendre compte des impacts des changements climatiques en Afrique, ainsi que des questions relatives à l'agriculture durable qui ont été soulevées pendant les visites effectuées dans la région du lac Victoria.

À la fois l'atelier et les visites de terrain ont fait valoir l'énorme expertise et la grande expérience que le Kenya et d'autres pays africains peuvent partager. Les institutions scientifiques régionales, comme l'International Centre of Insect Physiology and Ecology (ICIPE, Nairobi) et l'Université Aga Khan, contribuent toutes à trouver des solutions novatrices, tels l'agriculture organique qui se développe rapidement, les biogaz et la protection des forêts grâce à d'autres sources de revenus (plantes médicinales).

L'un des éléments les plus frappants a été le fait que la plupart des 35 journalistes africains participants, y compris les Kényans, savaient peu de choses ou pas du tout au sujet de ces initiatives de base pour la promotion des ressources locales capables de nourrir l'Afrique. Ils savaient encore moins pourquoi ces pratiques durables devraient être prises au sérieux par les gouvernements et de nombreuses organisations internationales, comme l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Il s'agit précisément de l'objectif que s'est fixé Média21, soit de mettre en contact les journalistes avec divers acteurs, notamment les nouveaux venus et ceux qui travaillent dans l'ombre. De nombreux journalistes ont également été en mesure de poser des questions aux scientifiques et délégués de leur propre pays qui assistaient à la Conférence ministérielle.

Bien évidemment, un espace considérable a été accordé aux organisations reconnues et aux experts, ainsi qu'au secteur privé. Cela a donné lieu à de franches discussions où se sont affrontés des points de vue contradictoires concernant le type de révolution verte à adopter en Afrique: petites ou grandes exploitations agricoles, technologies écologiques ou de pointe, nouvelles politiques nationales ou investissements étrangers d'envergure? On a également examiné la question de l'acquisition massive de terres africaines par des pays asiatiques pour l'alimentation de leurs propres populations, en particulier pour savoir si l'Afrique en retire quelque chose et quoi exactement.

Certains groupes ont par ailleurs mentionné les conclusions percutantes de l'IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development: www.agassessment.org), un rapport de 2 000 pages préparé par 400 experts pouvant être comparé aux rapports d'évaluation du GIEC sur les changements climatiques mais qui n'a pas fait l'objet de la même couverture médiatique. Il apparaît comme un guide sur la production alimentaire durable en vue de faire face à la croissance démographique, aux changements climatiques et à la dégradation des sols en se basant sur l'acquisition de nouvelles connaissances pour lutter contre la pauvreté, la faim, les maladies, etc.

L'autre élément déterminant a été le rôle des médias dans la communication des évaluations scientifiques aux petits exploitants, aux populations rurales et aux décideurs.

Le dernier jour a été consacré à des discussions sur la forme et le contenu des messages à transmettre aux groupes autochtones et à la communauté internationale. Des organisations de journalistes locales et régionales ont collaboré avec Média21 à ce sujet. Quelque 35 participants africains ont décidé de constituer un réseau de suivi, en se joignant à des groupements existants (Climate Journalists of the Greater Horn of Africa, Kenya Environment and Science Journalists Association, The Organic Farmer, etc.) ou en créant un groupe de contacts avec des experts du climat en Afrique de l'Ouest. Les résultats seront bientôt communiqués.

PARTICIPANTS

- 40 journalistes (18 presse écrite, 4 agences, 4 radio, 3 télé, 10 web, 1 photo): Afrique (34, dont 21 Kényans), Europe (4), Inde (1) et États-Unis d'Amérique (1)
- 23 journalistes pour les visites dans la région du lac Victoria
- Représentants de l'OMM, de la SDC, d'Antenna Technologies, de Biovision et de Nestlé
- Expérience professionnelle: moyen et haut niveau
- Sélection fondée sur les articles envoyés préalablement, la motivation, la distribution géographique et l'équilibre entre les sexes

EXPOSÉS, VISITES ET SÉANCES

Outre les participants à la Conférence ministérielle qu'ils pouvaient rencontrer de leur propre initiative, les journalistes ont pu profiter d'exposés spécialement conçus par 35 experts et représentants de l'ONU, d'ONG, d'entreprises, d'universités et de médias.

Au cours de la période allouée aux présentations individuelles, on a observé un grand nombre d'échanges entre l'OMM (y compris les hauts responsables, comme MM. Michel Jarraud et Jeremiah Lengoasa, et les spécialistes qui assistaient à la conférence. De nombreux journalistes africains ont pu rencontrer les ministres et délégués de leur propre pays.

L'atelier a aussi attiré des représentants du secteur privé, comme Ericsson (sur la diffusion de l'information climatologique) et Nestlé (sur l'avenir des ressources alimentaires en Afrique et son programme laitier au Kenya), de même que des entrepreneurs locaux qui ont réussi, notamment Su Kahumbu, qui a fait du commerce vert une réalité en Afrique. Même si elle avait promis d'envoyer un représentant, la société Monsanto n'était pas présente.

Média21 a créé un blogue permettant d'intégrer instantanément les productions des participants, les contributions des experts et d'autres informations pertinentes: <http://climate21.wordpress.com>.

DÉPLACEMENTS DANS LA RÉGION DU LAC VICTORIA

La semaine précédant la Conférence a été consacrée à des visites complètes de certains sites de l'ouest du Kenya (région du lac Victoria), où l'on pratique l'agriculture durable, avec l'appui de l'ICIPE, de Biovision, de The Organic Farmer et de KEEP:

- Centre ICIPE de Mbita: technologie push-pull (destruction des parasites et des mauvaises herbes au moyen de méthodes organiques dans les champs de maïs), avec M. Z.R. Khan, créateur de l'approche. Programmes de lutte contre le paludisme et la mouche tsé-tsé;
- Formation et auto-assistance des exploitants sur l'agriculture organique, près de Kisumu;
- Rencontre avec des pêcheurs près de Kisumu – Aperçu de l'écosystème du lac Victoria;
- Système de biogaz, Care for Earth, centre de formation kényan dirigé par Cassim Bilali;
- Protection de la forêt ombrophile de Kakamega par les habitants des villages avoisinants: Programme d'éducation en matière d'environnement de Kakamega (KEEP), avec de nouveaux projets générateurs de revenus (plantes médicinales, élevage de papillons, parc à serpents, éco-lodge, bibliothèque communautaire) au lieu de l'abattage des arbres et de la production de charbon;
- Au cours de l'atelier, certains journalistes se sont également rendus à Kibera (quartier défavorisé de Nairobi), où des jeunes ont converti un dépôt en jardin organique;

Ces visites ont contribué à établir de fortes interactions au sein du groupe de journalistes. Elles ont montré qu'il était possible de développer des pratiques de production alimentaire durable en Afrique face aux impacts des changements climatiques et de la dégradation des sols. De plus, cette évolution est fortement appuyée par les institutions scientifiques, les ONG et les associations d'agriculteurs.

RÉSULTATS

- Formation et sensibilisation de 40 journalistes, pour la plupart africains, concernant les enjeux que sont l'information climatologique, l'agriculture durable et la nutrition;
- Réunions, entrevues et interactions avec divers acteurs: experts, organisations internationales, représentants gouvernementaux, ONG, secteur privé, agriculteurs locaux;
- Conscientisation sur les efforts internationaux dans ce domaine et sur les liens entre les activités mondiales et les activités locales;
- Compréhension des liens interdisciplinaires qui existent avec d'autres grands enjeux: développement durable, énergie, migration, conflits, gouvernance, commerce, santé;
- Acquisition d'une liste de contacts avec des experts et des intervenants clés;
- Partage intensif d'expériences entre des journalistes de diverses régions et de différents horizons en ce qui a trait aux bonnes pratiques professionnelles;
- Tenue d'une session d'affinement des compétences à l'intention de certains journalistes, avec la collaboration de l'École de communication de l'Université de Miami;
- The Organic Farmer Radio, Nairobi, a enregistré toutes les séances, ainsi que les interviews des experts et les visites;

- Production d'articles et de reportages publiés dans les médias locaux des participants et sur le site Web des organisations partenaires (60 éléments publiés à la fin de mai 2010);
- Édition en ligne d'articles/reportages pendant et après l'atelier, également compilés dans le magazine On Assignment, qui sera envoyé à tous les partenaires de Média21, membres de réseau et personnes figurant sur la liste de distribution (3 000 bénéficiaires)

LES POINTS FORTS ET LES POINTS FAIBLES

- Comme cela a été détaillé dans l'enquête menée auprès des journalistes, les participants ont été globalement satisfaits de l'atelier dans une proportion de plus de 80 %, et même de 90 % dans le cas des visites de terrain, en particulier pour ce qui est du contenu et des sources d'information. L'élément considéré le plus négatif (62 %) a été l'aspect technique (ordinateurs, Internet et fax);
- La plupart des participants, notamment les 23 journalistes qui ont effectué les visites, étaient très motivés et actifs, ce qui a créé une ambiance conviviale. Toutefois, certains participants à l'atelier étaient visiblement venus pour encaisser leur per diem, étant à peine présents le reste de la semaine;
- Même si les journalistes devaient posséder une assez grande expérience et montrer un degré relativement élevé d'intégration professionnelle afin d'être retenus, la complexité du sujet aurait nécessité un coaching mieux encadré au niveau de la préparation, des questions à poser aux experts et de la compréhension globale. Certains journalistes chevronnés ont toutefois joué le rôle de mentor;
- Plusieurs experts ont suivi la totalité des nombreuses sessions de l'atelier. Cela a permis de créer d'intéressantes interactions avec les journalistes. Certaines institutions représentées ont même décidé de travailler ensemble sur le terrain après avoir été mises en contact par l'entremise de Média21;
- Il n'y a pas eu de controverse sur certains thèmes, comme l'agriculture organique, la technologie des organismes génétiquement modifiés, l'acquisition massive de terres et la corruption. Ceux visés en première ligne n'ont pas voulu participer aux discussions. Nestlé, qui avait répondu positivement à l'invitation, a décidé de ne pas aborder les questions délicates, préférant se concentrer sur la production laitière. La plupart des journalistes ont toutefois été impressionnés par la présentation de l'entreprise sur ses investissements en Afrique de l'Est.

SUIVI

- Renforcement des capacités parmi les organisations de journalistes africains en vue d'encourager la couverture de ces questions et prise en charge de la tâche consistant à étendre la méthode d'interaction de Média21 aux médias et à tous les acteurs;
- Création d'une page sur Facebook intitulée «Media21 – Africa», après décision des participants;
- Possibilité d'adhésion de journalistes d'Afrique de l'Est au Network of Climate Journalists of the Greater Horn of Africa, dirigé par Patrick Luganda;

- Création d'un réseau de ressources ouest-africain destiné aux journalistes et experts du climat par M. Abdou Gningue, un participant sénégalais.

Collaborateurs

Daniel Wermus, journaliste, Média21

Edward Girardet, journaliste, Média21

Flavio Lucchesi, coordonnateur

Marie Heuzé, conseillère spéciale, OMM, Genève

Hans Rudolf Herren, coprésident, IAASTD; président, Millennium Institute, Washington

Alexandra Pellanda, Biovision, Zurich

John Cheburet, The Organic Farming Radio, Nairobi

Ernest Waititu, rédacteur en chef, Afrikanews; Pulitzer Center on Crisis Reporting, Nairobi

Ochieng Ogodo, président, Kenya Environment and Science Journalists Association, Nairobi

Joseph Treaster, professeur, École de communication de l'Université de Miami

Personnes ressource : Daniel Wermus, directeur (dwermus@media21geneva.org)
 Flavio Lucchesi, coordonnateur des ressources
 (flucchesi@media21geneva.org)
 Média21, 9 rue du Valais, CH-1202 Genève, Suisse
 Tél.: +41 22 901 33 33 – fax: +41 22 901 33 30
 www.media21geneva.org

Média21 est un réseau mondial de journalistes à but non lucratif, dont le siège est à Genève. Depuis décembre 2006, 26 ateliers (droits humains, changements climatiques, paix, santé, efficacité de l'aide, alimentation, eau) ont été organisés et 13 reportages sur le terrain ont été réalisés, avec le concours de 425 journalistes provenant de 102 pays et de 530 intervenants internationaux représentant les Nations Unies, des ONG, le secteur privé et les milieux universitaires. Il en est résulté plus de 600 articles publiés et reportages diffusés à l'échelle de la planète.

ANNEXE 4: Liste des participants

DÉLÉGATIONS DES PAYS AFRICAINS

Algérie	M. Amar TOU, Ministre des transports M. Mourad AMOKRANE, Premier secrétaire, Ambassade d'Algérie à Nairobi
Algérie	M. Badaoui ZEDDIGHA, Représentant permanent auprès de l'OMM
Algérie	S.E. M. Ali BENZERGA, Représentant permanent auprès du PNUE et d'ONU-Habitat
Algérie	Mme Lamia CHAAF, Attachée diplomatique, Ambassade d'Algérie à Nairobi
Algérie	M. Bachir HAMADACHE, Rapporteur du CR I pour les aspects relatifs au SMTDP
Angola	S.E. M. Pedro Sabastiao TETA, Vice-ministre des technologies des télécommunications et de l'information M. Luis Domingos CONSTANTINO, Représentant permanent de l'Angola auprès de l'OMM
Angola	M. António BASTOS JOSÉ DIAS, Directeur national des technologies de l'information et de la météorologie
Angola	M. Joaquim PEDRO, Angola
Bénin	M. Cyriaque ATTI-MAMA, Directeur de cabinet, Ministère des transports
Bénin	M. Francis DIDE, Représentant permanent du Bénin auprès de l'OMM
Bénin	M. Tadjinou Eliezer KOUMAGNON, Représentant du Bénin auprès de l'ASECNA
Bénin	M. Steve FACIA, Directeur général de Media Productions
Botswana	Mme Gasewasepe Konopo NTHOBATSANG, Météorologiste principale, Botswana
Botswana	M. Galebonwe RAMAPHANE, Département des services météorologiques, Botswana
Burkina Faso	M. Gilbert Noël OUEDRAOGO, Ministère des transports M. Jacques Ali GARANE, Représentant permanent du Burkina Faso auprès de l'OMM
Burkina Faso	M. Bapobe Jean-Pierre MIHIN, Conseiller en hydrologie
Burundi	M. Déogratias NDUWIMANA, Ministre de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement des terres et de l'urbanisme M. Renilde NDAYISHIMIYE, Directeur général d'IGEBU
Burundi	M. Maurice SHIRAMANGA, Conseiller du Directeur général d'IGEBU
Burundi	M. Sylvestre MARORA, Premier conseiller, Ambassade du Burundi
Burundi	M. Louis CIZA, Représentant adjoint, Ambassade du Burundi
Burundi	M. Ruben BARAKIZA, Chef des services de prévision et de météorologie
Cameroun	M. Oumarou MEFIRO, Ministre adjoint des transports M. Michel Legrand SAAH, Représentant permanent du Cameroun auprès de l'OMM
Cap-Vert	M. Carlos Alberto Sousa MONTEIRO, Conseiller du Ministre de l'environnement, du développement rural et des ressources marines Mme Ester ARAÚJO DE BRITO, Représentante permanente du

	Cap-Vert auprès de l'OMM
République centrafricaine	M. Parfait-Anicet MBAY, Ministre des transports et de l'aviation civile
	M. Joël-Urbain TETEYA, Représentant permanent de la République centrafricaine auprès de l'OMM
République centrafricaine	M. Philémon Hubert NGAISSIOT, Chef du Service des forêts
Comores	M. Mikidar HOUMADI, Ministre des transports, du tourisme et des investissements
	M. Mohamoud Ali Bay POUNDJJA, Représentant permanent des Comores auprès de l'OMM
Comores	M. Abderemane HACHIME, Technicien, Ministère de l'environnement
République du Congo	S.E. M. Isidore MVOUBA, Ministre d'État, Ministère des transports et de l'aviation civile
	M. Mathias TCHIMBIDIMA, Conseiller, Ministère des transports et de l'aviation civile
République du Congo	M. Camille LOUMOUAMOU, Représentant permanent du Congo auprès de l'OMM
République du Congo	M. Alphonse KANGA, Chef de service
République du Congo	M. Martin MASSOUKINA KOUNTIMA, Chef de division
République du Congo	M. Franck MBEMBA, Fonctionnaire du protocole
République du Congo	M. Emmanuel NGAKOSSO, Fonctionnaire du protocole
République du Congo	Mme Sylviana Emeline OKOUA-OBNDZO, Fonctionnaire du protocole auprès du Ministre
République du Congo	M. Costodes Joachim TATY, Fonctionnaire du protocole auprès du Ministre
République du Congo	M. Clobite BOUKA BIONA, PAS DE FORMULAIRE D'INSCRIPTION
Côte d'Ivoire	M. Yao KOUADIO, Représentant du Ministre, Côte d'Ivoire
	M. Goroza GUEHI, Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'OMM
Côte d'Ivoire	M. Botty Maxime GOGONE-BI, Directeur administratif
Côte d'Ivoire	Mme Affoué Sophie KOUADIO, Chef des communications (ANADER)
Côte d'Ivoire	M. Kanhio Jean-Marie WAHO, Chargé d'études, Ministère de l'infrastructure économique
République démocratique du Congo	M. Albert OYASASA OKAKO, Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'OMM
	M. Didier MAYENGE NUMBI, Ministère des affaires étrangères, République démocratique du Congo
	M. Adolphe NKONGOSOLI-SADIKI, Ministère des affaires étrangères, République démocratique du Congo
	M. Mungulu Kandod B. NGAKI, République démocratique du Congo
Djibouti	M. Ali Hassan BAHDON, Ministre des transports et de l'infrastructure responsable de la météorologie
	M. Osman SAAD SAID, Représentant permanent de Djibouti auprès de l'OMM
Djibouti	M. Halkano HALKANO M. KABELO, Djibouti

Djibouti	M. Ibrahim Abdillahi KAWRAH, Conseiller technique
Djibouti	M. Ismail Nour MOHAMED, Ingénieur, Service de la météorologie de l'aéroport
Djibouti	Mme Amina Omar OSMAN, Coordonnatrice de la mobilisation des ressources
Djibouti	M. Hassan-Omar RAYALEH, Expert national, Université de Djibouti
Djibouti	M. Ismail ABDILLAHI IDAN, Service météorologique de Djibouti
Éthiopie	M. WANDWOSSEN TEKLU, Département de météorologie, Éthiopie
Éthiopie	M. Abere MIHRETIE, Association anti-paludisme et Groupe de travail climat-santé, Éthiopie
Gabon	M. Martin ONDO ELLA, Représentant permanent du Gabon auprès de l'OMM
Gambie	M. Lamin Kaba BAJO, Ministère des pêches, des ressources en eau et de l'assemblée nationale
Gambie	M. Amadou SAINE, Secrétaire permanent par intérim, Ministère des pêches, des ressources en eau et de l'assemblée nationale
Gambie	M. Bernard Edward GOMEZ, Représentant permanent de la Gambie auprès de l'OMM
Gambie	Mme Isatou GAYE, Attachée internationale et des relations publiques
Ghana	M. Edwin Akonno GYASI, Président de la Commission météorologique
Ghana	M. Zinedeme MINIA, Service météorologique ghanéen
Ghana	M. Gatisko J. NEWTON, Directeur, Ministère des communications
Guinée	M. Oulaba Kabassan KEITA, Chef de Cabinet
Guinée	M. Mamadou Lamine BAH, Représentant permanent de la Guinée auprès de l'OMM
Guinée	M. Souleymane Y. CAMARA, Ministre adjoint
Guinée	M. Aly KOUYATE, Direction nationale de l'agriculture
Guinée-Bissau	M. João Lona TCHEDNA, Représentant permanent de la Guinée-Bissau auprès de l'OMM
Kenya	M. Ramadhan Seif KAJEMBE, Ministre adjoint de l'environnement et des ressources minérales
Kenya	M. Paul N. OTUOMA, Ministre du développement des pêches
Kenya	M. Noah WEKESA, Ministre des forêts et de la faune, Kenya
Kenya	M. Lawrence LENAYAPA, Secrétaire permanent, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles
Kenya	M. Kenneth LUSAKA, Secrétaire permanent, Ministère du développement de l'élevage
Kenya	M. Joseph R. MUKABANA, Représentant permanent du Kenya auprès de l'OMM
Kenya	M. Alexander ALUSA, Bureau du Premier Ministre
Kenya	M. Patrick CHABEDA, Coordonnateur adjoint, Bureau du Premier Ministre
Kenya	Mme Joyce ISIAHO, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
Kenya	M. Patrick I. KINYA, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
Kenya	M. Jackson KIPTANUI, Ministre adjoint de l'environnement et des ressources minérales

Kenya	M. James KONGOTI, Service météorologique kényan
Kenya	M. Jaspat AGATSIVA, Directeur, Nairobi
Kenya	M. David LOOREMETA, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
Kenya	M. Samuel G. MAINGI, Ministère de la santé et de l'hygiène publics
Kenya	M. Samuel MARIGI, Service météorologique kényan
Kenya	M. David MBURU, Service météorologique kényan
Kenya	M. Mulei MUIA, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
Kenya	M. Sospeter MUIRURI, Service météorologique kényan
Kenya	Mme Anne K. KEAH, Mission du Kenya, Genève
Kenya	M. Muia MULEI, Kenya
Kenya	Mme Bahati MUSILU, Kenya
Kenya	M. John MUTHAMA, Président, KMS
Kenya	Mme Margaret MWIRIGI, Ministère des affaires extérieures
Kenya	M. Micheni NTIBA, Professeur, Ministère du développement des pêches
Kenya	Mme Margaret NYANDON'G, Secrétaire adjointe principale, Ministère du développement de l'élevage
Kenya	M. Paul OBUNDE, MONK
Kenya	M. Peter ODHENGO, Bureau du Premier Ministre
Kenya	Mme Roselyn OJALA, Service météorologique kényan
Kenya	M. Paul OLANDO, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
Kenya	M. Bernard ROP, Commissaire aux mines
Kenya	M. Ayub SHAKA, Service météorologique kényan
Kenya	Mme Margaret WAWERU, DRERS
Lesotho	M. Bruno T. SEKOLI, Représentant permanent du Lesotho auprès de l'OMM
Lesotho	Mme Joalane MARUNYE, Lesotho
Libéria	M. Arthur GAR-GLAHN, Représentant permanent du Libéria auprès de l'OMM
Libéria	M. Peter KAMET, Ministère des affaires intérieures, Libéria
Libéria	M. Akoi VANYANBAH, Gestionnaire, Département des services météorologiques, Aéroport international Roberts
Jamahiriya arabe libyenne	M. Mohamed A. ZYDAN, Secrétaire, Comité populaire général des communications et des transports
Jamahiriya arabe libyenne	M. Badreddin M. GILOSHI, Directeur, Bureau du Secrétaire, Comité populaire général des communications et des transports
Jamahiriya arabe libyenne	M. Ahmed WLAD ELHAJ, Représentant permanent de la Libye auprès de l'OMM
Jamahiriya arabe libyenne	M. Abdouraow M.F.L. BELAAZI, Directeur, Bureau de la coopération technique et de la formation professionnelle
Jamahiriya arabe libyenne	M. Almabruk SALEH, Ministère des affaires étrangères
Jamahiriya arabe libyenne	M. Abdul Hakim ABDUL HAKIM J.A. SAID, Ambassade de Lybie, Nairobi

Madagascar	M. Nimbol RAELINERA, Représentant permanent de Madagascar auprès de l'OMM
Madagascar	Mme Yolande Nirina RAOELINA, Directrice, Urgences et lutte contre les épidémies et les maladies négligées
Malawi	M. Ephraim Mganda CHIUME, Ministre adjoint des ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement M. Donald Reuben KAMDONYO, Représentant permanent du Malawi auprès de l'OMM
Malawi	M. Bestone CHISAMILE, Directeur, Malawi
Malawi	M. Adams CHAVULA, Météorologiste principal, Malawi
Mali	M. Hamed Diané SEMEGA, Ministre de l'équipement et des transports M. Mama KONATÉ, Représentant permanent du Mali auprès de l'OMM
Mali	M. Issa DJIRÉ, Directeur général, Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN)
Mauritanie	M. Mohamed Bechir OULD MOHAMED LAGHDAF, Représentant permanent de la Mauritanie auprès de l'OMM
Maurice	M. Yadowsun BOODHOO, Représentant permanent de Maurice auprès de l'OMM
Maroc	M. Mohamed ZAHOU, Secrétaire d'État chargé de l'eau et de l'environnement M. Abdeliah BENRYANE, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi, Nairobi
Maroc	M. Mustapha EL BOUZZAOUI, Conseiller des affaires étrangères
Maroc	M. Abdallah MOKSSIT, Représentant permanent du Maroc auprès de l'OMM
Maroc	M. Abdallah NASSIF, Chef de la Division des affaires administratives
Maroc	M. Abdesslam ROCHDI, Mission du Maroc, PNUE, ONU-HABITAT
Maroc	M. Abdellatif Tabet, Conseiller, Ambassade du Maroc, Nairobi
Mozambique	M. Moisés BENESSENE, Représentant permanent du Mozambique auprès de l'OMM
Mozambique	Mme Dulce Fernanda CHILUNDO, Directrice, Institut national de gestion des catastrophes (INGC), Mozambique
Namibie	M. Chief Samuel ANKKAMA, Ministre adjoint des travaux et des transports M. Franz UIRAB, Représentant permanent de la Namibie auprès de l'OMM
Namibie	M. Japhet IITENGE, Bureau du Premier Ministre, Namibie
Namibie	M. Emmanuel N.Z. KAMBUEZA, Ministère des travaux et des transports
Namibie	M. Odillo KGOBETSI, Service météorologique namibien
Namibie	Mme Liina IMALWA, Secrétaire privée, Namibie
Niger	M. Abdoulaye IDA, Secrétaire général, Ministère des transports, du tourisme et de l'artisanat M. Moussa LABO, Représentant permanent du Niger auprès de l'OMM
Nigéria	M. Ifeanyi NNODU, Service météorologique nigérian
Nigéria	M. Michael OKWUDILI, Ambassade du Nigéria, Addis-Ababa

Rwanda	M. Vincent KAREGA, Ministre de l'infrastructure responsable de la météorologie M. John Ntaganda SEMAFARA, Représentant permanent du Rwanda auprès de l'OMM
Sao Tomé-et-Príncipe	M. João Vincente DOMINGOS VAZ LIMA, Représentant permanent de Sao Tomé-et-Príncipe auprès de l'OMM
Sénégal	M. Stephan S. SAMBOU, Conseiller, Mission permanente auprès de la Commission de l'Union africaine
Sénégal	M. Abdou SANÉ, Parlementaire
Sénégal	M. Sory DIALLO, Service météorologique national, Sénégal Mme Aida Diongue NIANG, Service météorologique national, Sénégal
Seychelles	M. Vincent AMELIE, Agent météorologique principal
Somalie	M. Buri HAMZA, Ministre de l'environnement M. Aves SCEK, Conseiller économique principal, Ministère de l'environnement
Afrique du Sud	Mme Linda MAKULENI, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMM M. Karel DE WAAL, Afrique du Sud
Afrique du Sud	M. Nishendra DEVANUNTHAN, Service météorologique sud-africain
Afrique du Sud	Mme Linda MAGI, Service météorologique sud-africain
Afrique du Sud	M. Mark MAJODINA, Service météorologique sud-africain
Afrique du Sud	M. Modjadji MAKOELA, Service météorologique sud-africain
Afrique du Sud	M. Mnikeli NDABAMBI, Service météorologique sud-africain
Afrique du Sud	Mme Munyadziwa RABAMBI, Service météorologique sud-africain
Soudan	M. Majok GUANDONG, Ambassadeur du Soudan, Kenya M. Muzamil A. ABDELGADIR, Représentant permanent du Soudan auprès de l'OMM M. Magdi MOFADAL, Premier secrétaire, Ambassade du Soudan à Nairobi
Swaziland	M. Macford Welcome NSIBANDZE, Ministre du tourisme et des affaires environnementales M. Emmanuel Dumisani DLAMINI, Représentant permanent du Swaziland auprès de l'OMM
Swaziland	M. Muzi MLOTSI, Secrétaire privé, Swaziland
Togo	M. Awadi Abi EGBARE, Représentant permanent du Togo auprès de l'OMM
Togo	M. Kodzo Wolanyo AMAWUDA, Chef de division
Tunisie	M. Moncef RAJHI, Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'OMM
Tunisie	M. Hassan Lotfi FRIGUI, Directeur général, Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et des pêches
Ouganda	Mme Jessica ERIYO, Ministre d'État chargé de l'environnement M. Stephen A.K. MAGEZI, Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'OMM
Ouganda	Mme Margaret Nankya SERWANJA, Conseillère du Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'OMM
République-Unie de Tanzanie	M. Hezekiah CHIBULUNJE, Ministre adjoint du développement de l'infrastructure

	Mme Agnès Lawrence KIJAZI, Représentante permanente de la Tanzanie auprès de l'OMM
	M. Samson BABALA, Directeur adjoint, Ministère du développement de l'élevage et des pêches
	M. Augustine Daniel KANEMBA, Scientifique régional et international spécialiste du climat, Service météorologique tanzanien
	M. Ladislaus CHANG'A, Chef de recherche, Service météorologique tanzanien
	Mme Diana KIMBUTE, Hydrologue, Ministère de l'eau et de l'irrigation
	M. Emmanuel Jonathan MPETA, Directeur, Recherche et applications, Service météorologique tanzanien
	Mme Nyanchegehe A.K. NANAI, Bureau du Premier Ministre
	M. Charles NG'ATIGWA, Ministère des ressources naturelles et du tourisme
	Mme Sarah OSIMA, Chef de l'environnement, Service météorologique tanzanien
Zambie	Mme Christina Msadabwe LAMBART, Haut Commissaire de la Zambie
	M. Jacob NKOMOKI, Représentant permanent de la Zambie auprès de l'OMM
Zambie	M. Majaliwa MUWAYA, Deuxième secrétaire, Haute Commission de la Zambie, Nairobi
Zambie	M. Joseph KANYANGA, Météorologiste en chef, Service météorologique zambien
Zimbabwe	M. Patson MBIRIRI, Secrétaire (Ministre des transports, des communications et du développement de l'infrastructure)
	M. Kelebert NKOMANI, Ambassadeur du Zimbabwe, Nairobi
Zimbabwe	M. Amos MAKARAU, Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'OMM
Zimbabwe	M. Ezra Canaan MAZAMBARA, Directeur des services de navigation aérienne, Zimbabwe
Zimbabwe	M. Elliot BUNGARE, Conseiller et fonctionnaire responsable des relations internationales
Zimbabwe	M. Kennedy SAMANEKA, Conseiller, Ambassade du Zimbabwe, Nairobi

DÉLÉGATIONS DES AUTRES PAYS

Finlande	M. Ari VENALAINEN, SADC – Gestionnaire des projets en météorologie, Finlande
France	Mme Émilie FERRERIRA, Ambassade de France, Nairobi
France	Mme Juliana KISIMBI, Attachée commerciale, Ambassade de France, Nairobi
Japon	M. Hiroshi KOIDE, Chef adjoint, Service météorologique japonais
Pologne	Mme Wanda KEDZIORA, Assistante du Directeur adjoint, Communications, marketing et relations internationales
Pologne	Mme Edyta WOZNIAK-DUDZINSKA, Gestionnaire, Office des relations internationales, Institut de météorologie et de gestion de l'eau
Portugal	M. Joao QUEIROS, Ambassade du Portugal, Nairobi

Portugal	M. Carlos TAVARES, Institut de météorologie, Portugal
République de Corée	M. Chee Young CHOI, Administration météorologique coréenne
République de Corée	M. Byung-Seong CHUN, Administration météorologique coréenne
République de Corée	M. Jun-Seok CHUNG, Administration météorologique coréenne
République de Corée	M. Jeong-Seong LEE, Administration météorologique coréenne
République de Corée	M. Won-Tae YUN, Représentant permanent de la Corée auprès de l'OMM
Espagne	M. Luis Fernando Lopez COTIN, Service météorologique espagnol (AEMET), Espagne
Royaume-Uni	M. Jon GEDDES, Haute Commission britannique, Nairobi S.E. Mme Louise DE SOUSA, Haut Commissaire adjoint, Haute Commission britannique, Nairobi
États-Unis d'Amérique	Mme Renée LEDUC CLARKE, Conseillère politique, NOAA, États-Unis d'Amérique

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET AUTRES

ASECNA	M. Youssouf MAHAMAT, Directeur général, ASECNA M. Siméon ZOUMARA, Chef, Département de la météorologie, ASECNA, Sénégal
Banque africaine de développement	M. Anthony Okon NYONG, Chef d'unité, Genre, Changement climatique et développement durable, Banque africaine de développement
AGRHYMET	M. Mohamed Yahya OULD MOHAMED MAHMOUD, Directeur général, AGRHYMET, Niger
AGRHYMET	M. Koné BRAHIMA, Chef du département technique, AGRHYMET, Niger
Communauté d'Afrique de l'Est	M. John Gitutu MUNGAI, Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) M. Philip Wanjohi WAMBUGU, Directeur, Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)
CEEAC	M. Pascal MOUSSAVOU MBINA, CEEAC
CEDEAO	M. Leko MOUSSA, CEDEAO
EUMETSAT	M. Mikael RATTENBORG, Directeur des opérations, EUMETSAT, Allemagne
EUMETSAT	M. Vincent GABAGILO, Chargé des relations internationales, EUMETSAT, Allemagne
EUMETSAT	M. Emilio BARISANO, Consultant, EUMETSAT
EUMETSAT	Mme Sally WANNOP, EUMETSAT, Allemagne
Union européenne	Mme Françoise VILLETTE, Conseillère de l'UE, Union européenne, Addis-Ababa

FAO	M. Selvaraju RAMASAMY, FAO
FAO	M. Adams CHAVULA, Département des changements climatiques et des services météorologiques, FAO
Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC)	M. Jan EGELAND, Coprésident, Équipe spéciale de haut niveau, Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC)
Forum humanitaire mondial	M. Moyenda CHAPONDA, Forum humanitaire mondial Mme Emina SKROEDER, Forum humanitaire mondial Mme Josephine WILSON, Forum humanitaire mondial
Health and Climate Foundation	M. David ROGERS, Health and Climate Foundation
OACI	M. Boitshoko SEKWATI, Directeur régional adjoint, OACI, Nairobi
OACI	M. Olli Marius TURPEINEN, OACI, Canada
ICPAC	M. Laban OGALLO, Directeur du Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD (ICPAC)
ICPAC	M. Richard OUZA, ICPAC, Nairobi
IFRC	M. Farid ABOULKADIR, Coordonnateur de la gestion des catastrophes, IFRC, Afrique australe
IFRC	M. Youcef AITCHELLOUCHE, Coordonnateur de la gestion des catastrophes, IFRC, Afrique de l'Ouest
IFRC	M. Abbas GULLET, Secrétaire général, Société kényane de la Croix-Rouge
IGAD	M. Apuuli BWANGO, IGAD
COI de l'UNESCO	M. Stefano MAZZALI, COI de l'UNESCO
IRI	M. Simon MASON, IRI
ONU	Mme Salla HIMBERG, Nations Unies
ONU-Habitat	M. Elkin VELASQUEZ, ONU-Habitat
BCAH	M. Vincent LELEI, BCAH, Éthiopie
PNUD	M. Moses A. MASSAH, Gestionnaire des programmes, PNUD, Libéria

PNUD/BCPR	M. Carlos VILLACIS, PNUD/BCPR, Genève
PNUE (RISOE)	M. Todd NGARA, PNUE (RISOE)
SIPC	Mme Margareta WAHLSTRÖM, Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, SIPC Mme Helena Molin VALDES, SIPC, Genève
Banque mondiale	Mme Sofia BETTENCOURT, Responsable en chef des opérations, Banque mondiale
Banque mondiale	M. Paolo CAPUTO, Spécialiste de la gestion des risques de catastrophes, Banque mondiale
Banque mondiale	Mme Manuela CHIAPPARINO, Correspondante pour l'Europe, GFDRR, Banque mondiale
Banque mondiale	M. Carl DINGEL, Spécialiste de la gestion des ressources naturelles, Banque mondiale
Banque mondiale	M. John JONES, Consultant, Banque mondiale
Banque mondiale	M. Francis MURAYA, Chef d'équipe, Partenariats mondiaux et régionaux en matière de réduction des risques de catastrophes, Banque mondiale
Banque mondiale	M. Vladimir TSIRKUNOV, Ingénieur principal en environnement, Banque mondiale
Banque mondiale	M. Vahid ALAVIAN, Conseiller, Banque mondiale
Programme alimentaire mondial	M. Richard CHOULARTON, Programme alimentaire mondial, Italie M. Menghestab HAILE, Programme alimentaire mondial, Italie M. Abenezzer NGOWI, Programme alimentaire mondial, Addis Ababa M. Carlo SCARAMELLA, Programme alimentaire mondial, Italie M. Michele BERNARDI, Équipe chargée des effets des changements climatiques, FAO

EXPERTS INVITÉS

ACMAD	M. Adama Alhassane DIALLO, Directeur général, ACMAD, Niger
ACMAD	M. Mohammed KADI, Secrétaire général, ACMAD, Niger
ACMAD	Mme Marie-Christine DUFRESENE, Conseillère technique, ACMAD, Niger
ACMAD	M. Zilore MUMBA, Chef, Recherche et prévision, ACMAD, Niger
Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA)	M. Jean-Luc REDELSPERGER, Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA)
Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA)	Mme Aude SONNEVILLE, Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA)

ASECNA	M. Malamine SONKO, Chef des opérations météorologiques, ASECNA, Dakar, Sénégal
BARSA	M. Allan Gordon MOORE, Board of Airline Representative of South Africa (BARSA)
République démocratique du Congo	M. Nestor NIANGA NKUFI, Expert, Service météorologique de la République démocratique du Congo
Ericsson	Mme Biljama KUZMANOVIC, Ericsson, Suède
Ericsson	M. Hans NOBELEN, Ericsson, Suède
Ericsson	Mme Karin SVINGBY, Ericsson, Suède
FAO	M. Stefano ALESSANDRINI, Consultant, FAO, Italie
Finlande	M. Petteri TAALAS, Directeur général, Institut météorologique finlandais
Kenya	M. Arthur KITAO, Autorité kényane de l'aviation civile
Kenya	M. Evanson NDERITU, Hydrologue, Kenya
Kenya	M. Benson WAFULA, Institut kényan de recherche en agriculture (KARI)
Kenya	M. Stephen N. NJOKA, Institut kényan de recherche en agriculture (KARI)
Kenya Airways	M. Livingstone NGANGA, Gestionnaire, Service technique des opérations de vol, Kenya Airways
Kenya Broadcasting Corporation	Mme Judith AKOLO, Kenya Broadcasting Corporation
Malawi	M. Gift LIVATA, Banque Opportunity International du Malawi
Namibie	M. Guido van LANGENHOVE, Ministère de l'agriculture, de l'eau et du développement rural
Université régionale de la mer	M. Benjamin LAMPTEY, Scientifique (météorologiste et géoscientifique), Université régionale de la mer, Accra, Ghana
Suisse	M. Jürg ZAUGG, Nestlé, Suisse
PNUE (ROA)	M. Bubu Pateh JALLOW, Responsable en chef des programmes, PNUE, Bureau régional pour l'Afrique
Programme	M. Peter HOLMGREN, Directeur de la Division du climat, de l'énergie

alimentaire mondial et des régimes fonciers, FAO, Rome

Zimbabwe M. Barnabas CHIPINDU, Université du Zimbabwe

ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

M. Michel JARRAUD, Secrétaire général de l'OMM
M. Jerry LENGOASA, Secrétaire général adjoint de l'OMM
M. Robert MASTERS
M. Wenjian ZHANG
M. Geoffrey LOVE
Mme Mary POWER
M. Kaliba KONARE
M. Alioune NDIAYE
M. Francis HAYES
M. Mohammed TAWFIK
M. Filipe LUCIO
M. Yinka ADEBAYO
M. Christian BLONDIN
M. Stephen NJOROGE
M. Mohammed BOULAMA
M. Felix HOUNTON
M. Ishiaku MUHAMMED
Mme Georgina KAHAMA
Mme Cynthia CUDJOE
Mme Pamela LUMUMBA
M. Eugène Koffi ADOBOLI
Mme Marie HEUZE
M. Patrick LUGANDA
M. Andreas OBRECHT
Mme Sandra MUTUTI

COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

S.E. Mme Peace Rhoda TUMUSIIME, Membre de la Commission responsable du développement rural et de l'agriculture, Commission de l'Union africaine
M. Julius KAGAMBA, Adjoint spécial à la Commissaire, Union africaine
Mme Olushola Olayide SODEKO, Secrétariat, Union africaine
M. Etienne KAISIN, Chef d'équipe, AMESD
M. Israel ZEROM, Commission de l'Union africaine

COMITÉ ORGANISATEUR LOCAL

M. Vitalis AHAGO, Service météorologique kényan
M. Geoffrey BITTOK, Directeur adjoint, Ministère de l'information et des communications

M. Elijah BUKACHI, Service météorologique kényan
M. John CHEBOI, Ministère des affaires extérieures
M. David GITONGA, Tourisme
M. Barnaba KIPSANG, Immigration
M. Simintei KOOKE, Ministère des travaux publics et de l'infrastructure
M. Philip LANGAT, Ministère de l'information et des communications
M. Ali MAFIMBO, Service météorologique kényan
M. Gilbert MAMATI, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
M. Gordon MUGA, Ministère d'État aux programmes spéciaux
M. Ben MUGAMBI, Ministère de l'environnement et des ressources minérales
M. Charles MUTAI, Service météorologique kényan
M. Charles MUTHINI, PPMC
M. Dennis MUTORI, Ministère de l'industrie et du développement national
M. Samuel MWANGI, Service météorologique kényan
M. Eric L. NAMWALO, Économiste en chef adjoint, Ministère d'État à la planification nationale
M. Michael OBORA, Ministère de l'agriculture
Mme Esther S. OCHANDA, Ministère du développement de l'élevage
Mme Jane W. WAMOKO, Tourisme
Mme Esther WANG'OM, Ministère de l'énergie

EXPOSANTS

ADCON

BARON Services

BARON Services

CASELLA, Inde

CASELLA, R.-U.

CIMEL Company

COROBOR

COROBOR

EEC

EEC

EEC

EQUIPMENT,

États-Unis

d'Amérique

Fairmount Weather

Systems

ICPAC

M. Bernhard PACHER, ADCON

M. Dewey BURCHFIELD, BARON Services

M. Jean-Pierre CHARIÉ, BARON Services

M. Raphael DAS, CASELLA, Inde

M. Dennis SHARMAN, CASELLA, R.-U.

M. Alain VORON, CIMEL Company

M. Alexandre GLUCKMAN, Ingénieur de projet, COROBOR

M. Stephen MAKWEMBERE, COROBOR

M. Christopher GOODE, Enterprise Electronics Corporation

M. Jim MÉNARD, Directeur général/Vice-Président, Enterprise Electronics Corporation

M. Michael UELTZEN, Vice-président, Enterprise Electronics Corporation

M. Edward FIGELMAN, EQUIPMENT, États-Unis d'Amérique

M. Paul COPPING, Fairmount Weather Systems

Mme Stellah HELA-COPPING, Fairmount Weather Systems

M. Owuor HESBORNE OGWAH, ICPAC, Nairobi

ICPAC	Mme Patricia KAMALINGIN C, ICPAC, Nairobi
ICPAC	M. Philip OMONDI, ICPAC, Nairobi
INTERLINK	M. Eliud CHEGE GITAU, INTERLINK
INTERLINK	Mme Eunice MUTHONI, INTERLINK
InterMet Africa	M. Hilton FRANZ, InterMet Africa, Afrique du Sud
Kenya	Mme Rose LEKALESOI, KMD, Kenya
Kenya	Mme Margaret MANA, KMD, Kenya
Kenya	M. Nana Clarice OKETCH, Kenya
KIPP & YONEN B.V.	M. Charl Johannes Petrus LE ROUX, KIPP & YONEN B.V.
KIPP & YONEN B.V.	M. Christo Cobus LE ROUX, KIPP & YONEN B.V.
KIPP & YONEN B.V.	M. Martin VEENSTRA, KIPP & YONEN B.V.
KMD Kenya	M. Samuel MACHARIA WAWERU, KMD, Kenya
KMD Kenya	M. Francis NGUATAH, KMD, Kenya
Météo-France	M. Patrick BENICHO, Météo-France International
	M. Jean-Sebastien CASES, Météo-France
Modem France	M. Remy PEPIN, Modem, France
MWI, Kenya	M. James KIVUVA, MWI, Kenya
PAWAN EXPORTS	M. Vaidehi LILLADHAR, PAWAN EXPORTS
PAWAN EXPORTS	M. Harish THAKKAR, PAWAN EXPORTS
PAWAN EXPORTS	M. Hemant THAKKAR, PAWAN EXPORTS
PAWAN EXPORTS	Mme Jyotsna THAKKAR, PAWAN EXPORTS
SAGIM S.A.	M. Bernard CUTILLAS, Président, SAGIM S.A. (entreprise de fabrication), France
SCINTEC	Mme Tina SCHRAUF, SCINTEC, Allemagne
SEBA Hydrométrie	M. Kai VOGEL, SEBA Hydrométrie
SELEX	M. Jens DIDSZUN, Représentant de SELEX-Gematronik, Allemagne
SELEX	Mme Monika PFEIFER, Représentante de SELEX-Gematronik, Allemagne
SELEX	M. Maik SCHUERMANN, Représentant de SELEX-Gematronik, Allemagne
SIAP + Micros S.r.l.	M. David VINJAU, Siap + Micros S.r.l.
SUTRON CORPORATION	M. Faisal AL-MTWALI, Sutron Corporation
	M. Zacharya MWANGI, Sutron Corporation
	M. Ashish RAVAL, Vice-Président, Sutron Corporation
System Foundation	M. Fritz BRUGGER, System Foundation, Suisse
UN-SPIDER, Allemagne	M. Joerg SZARZJNSKI, UN-SPIDER, Allemagne
Royaume-Uni	M. Josph INSTIFUL, Gestionnaire de liaison et de formation pour le projet PRÉCIS, Service météorologique du Royaume-Uni
Royaume-Uni	Mme Karen MCCOURT, Gestionnaire de projet PCV, Service météorologique du Royaume-Uni
Royaume-Uni	M. Steve PALMER, Gestionnaire du Programme de coopération technique, Service météorologique du Royaume-Uni
VAISALA	M. Mikko NIININEN, Vaisala Oyi, Finlande
VAISALA	M. Panu PARTANEN, Vaisala Oyi, Finlande

VITROSICET	M. Olivio DE ANGELIS, VITROSICET
VITROSICET	Mme Winnie Adah OMWAKWE, VITROSICET
VITROSICET	M. Davide TANGORRA, VITROSICET
VITROSICET	M. Sergio VALENTE, VITROSICET

-
1. Délégations de pays africains – 102
 2. Délégations d'autres pays – 17
 3. Organisations internationales et autres – 52
 4. Experts invités – 27
 5. OMM – 25
 6. Commission de l'Union africaine – 5
 7. Organismes locaux – 21
 8. Exposants – 57

ANNEX 5: Programme de la conférence

**Première conférence des
ministres responsables de la
météorologie en Afrique**

**Nairobi, Kenyatta International Conference Centre
15–16 avril 2010
Segment préparatoire, 12-14 avril 2010**

Programme

	Preparatory Expert Segment			Ministerial Conference	
Time	Mon. 12 Apr	Tue. 13 Apr	Wed. 14 Apr	Thu. 15 Apr	Fri. 16 Apr
08:30 - 09:30	Registration				
09:30 - 10:30	Session 1: Opening and introduction	Session 4: Disaster risk reduction	Session 8: Enhancing partnerships	Arrival of Ministers Opening ceremony	Ministerial Statements
11:00 - 12:30	Session 2: Meeting development needs	Session 5: Closing information gaps	Special Session on Aviation	Conference overview and objectives	
12:30 - 14:30	Lunch / Side events	Lunch / Side events	Lunch / Side events	Lunch	Lunch
14:30 - 16:00	Session 3: Benefits of meteorological, hydrological and climate services	Session 6: Capacity building	Special Session on the Global Framework on Climate Services	Ministerial Statements	Side meetings
16:00 - 17:30		Session 7: User perspectives	Adoption of the Conference Statement & Discussion		
17:30 - 18:00	Break	Break	Break		
18:00 - 19:00	Side events	Side events	Side events		

**Segment expert préparatoire
Conférence ministérielle**

Heure

lundi 12 avril

mardi 13 avril

mercredi 14 avril

jeudi 15 avril

vendredi 16 avril

8 h 30

-

9 h 30

Inscription

9 h 30

-

10 h 30

Séance 1:

Ouverture et introduction

Séance 4:

Réduction des risques de catastrophes

Séance 8:

Renforcement des partenariats
Arrivée des ministres
Cérémonie d'ouverture
Aperçu général et objectifs de la Conférence
Déclaration des ministres

11 h 00

-

12 h 30

Séance 2:

Satisfaction des besoins en matière de développement

Séance 5:

Élimination des lacunes
Séance spéciale sur l'aviation

12 h 30

-

14 h30

Déjeuner/événements parallèles
Déjeuner/événements parallèles
Déjeuner/événements parallèles
Déjeuner
Déjeuner

14 h 30

-

16 h 00

Séance 3:

Avantages des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques

Séance 6:

Renforcement des capacités
Séance spéciale sur le Cadre mondial pour les services climatologiques
Déclarations des ministres
Réunions parallèles

16 h 00

-

17 h 30

Séance 7:

Points de vue des utilisateurs
Adoption de la Déclaration de la Conférence et discussions

17 h 30

-

18 h 00

Pause
Pause
Pause

18 h 00

-

19 h 00

Événements parallèles
Événements parallèles
Événements parallèles

LUNDI

Ouverture

Séance 1: Introduction

12 avril 2010, 9 h 30 – 10 h 30

Présidée par Lamine Bah, Président du Conseil régional pour l'Afrique de l'OMM

Le segment expert préparatoire de la Conférence débutera le 12 avril 2010 à 9 h 30 par une brève cérémonie d'ouverture, suivi d'une introduction. Deux orateurs principaux présenteront ensuite les objectifs de ce segment.

Lamine Bah, Président du Conseil régional pour l'Afrique de l'OMM, Sénégal

Alioune Ndiaye, Directeur, Bureau régional pour l'Afrique, OMM

Séance 2: Satisfaction des besoins en matière de développement

12 avril 2010, 10 h 30 – 12 h 30

Présidée par Moussa Labo, Direction de la météorologie nationale, Niger

L'objectif de cette séance est de présenter un aperçu de ce qui a été fait jusqu'ici en Afrique en matière de prestation de services météorologiques, hydrologiques et climatologiques. Les représentants de divers secteurs partageront leur expérience de l'utilisation des données, produits et services météorologiques et hydrologiques existants et feront part des besoins auxquels il faut encore répondre. Ils envisageront également des stratégies pour l'avenir.

Adame Alhassane Diallo, Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), Niger

Importance of weather and climate services in the African context (Importance des services météorologiques et climatologiques dans le contexte africain)

Anthony Nyong, Banque africaine de développement, Tunisie

The imperatives of Climate Information for Sustainable Development in Africa (Les impératifs de l'information climatologique au service du développement durable en Afrique)

John Jones, Consultant à la Banque mondiale

Study on Capacity of African NMHSs (Étude sur les capacités des SMHN africains)

Petteri Taalas, Institut météorologique finlandais, Finlande

The potential of donor countries and WMO in meeting the development needs (Le potentiel des pays donateurs et de l'OMM sur le plan de la satisfaction des besoins en matière de développement)

Brève pause

Déclarations par les communautés économiques régionales

Séance 3: Avantages des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques.

12 avril 2010, 12 h 30 – 16 h 00

Présidée par Amos Makarau, Département des services météorologiques, Zimbabwe

Les représentants de certains secteurs présenteront des études de cas pour illustrer les avantages que peuvent offrir les services météorologiques, hydrologiques et climatologiques, en particulier dans les domaines de la santé, du tourisme, de l'agriculture et de l'énergie. Il faudra analyser les lacunes et les besoins et proposer des solutions.

Issa Djiré, Office de la Haute Vallée du Niger, Mali

Farmer oriented meteorological and climatological information to reduce vulnerability of agricultural systems facing climatic variability and change in Mali (Information météorologique et climatologique orientée vers les agriculteurs et destinée à réduire la vulnérabilité des systèmes agricoles face à la variabilité et à l'évolution du climat au Mali)

Ato Abere Mihretie, Association anti-paludisme et Groupe de travail climat-santé, Éthiopie
Weather and climate information to monitor illness outbreaks- application to meningitis and malaria in Ethiopia (Information météorologique et climatologique au service de la surveillance des épidémies – applications à la méningite et au paludisme en Éthiopie)

Livingstone Nganga, Kenya Airways, Kenya (à confirmer)

Aviation Meteorology (titre provisoire) (Météorologie aéronautique)

Aida Dioingue Niang, Agence nationale de la météorologie du Sénégal, THORPEX-Afrique, Sénégal

Towards the development of services contributing to the effectiveness and safety of maritime activities in Africa (Cap sur le développement de services destinés à améliorer l'efficacité et la sécurité des activités maritimes en Afrique)

Hassen Lofti Frigui, Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et des pêches, Tunisie

The needs for meteorological and climatological information in water resources management– the case of Tunisia (Les besoins de la gestion des ressources en eau en matière d'information météorologique et climatologique – le cas de la Tunisie)

Guido van Langenhove, Ministère de l'agriculture, de l'eau et du développement rural, Namibie

Flood forecasting: improving the products quality through enhanced integration of hydrological and meteorological information (Prévision des crues: améliorer la qualité des produits par une meilleure intégration de l'information hydrologique et météorologique)

Mnikeli Ndabambi, Service météorologique sud-africain, Afrique du Sud

The Severe Weather Forecasting Demonstration Project (SWFDP) (Le Projet de démonstration concernant la prévision des conditions météorologiques extrêmes (SWFDP))

Jean-Luc Redelsperger, Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA), France

Societal benefits of meteorological and climatological applications: Results of the international programme AMMA (Avantages des applications météorologiques et climatologiques pour la société: résultats du programme international AMMA)

Benjamin Lamptey, Institut international de la gestion de l'eau, Ghana

An international consortium for reducing risk from sand and dust storms in Northern Africa (Consortium international pour la réduction des risques associés aux tempêtes de sable et de poussière en Afrique du Nord)

MARDI

Séance 4: Réduction des risques de catastrophes

13 avril 2010, 9 h 30 – 11 h 00

À travers des cas concrets concernant l'Afrique et d'autres régions, cette séance visera à:
i) démontrer l'importance que revêt l'utilisation de l'information et des prévisions météorologiques, hydrologiques et climatologiques dans les domaines de l'évaluation et de la réduction des risques, y compris les systèmes d'alerte précoce et le transfert des risques financiers (assurance indexée sur les conditions météorologiques et assurance entre les catastrophes), et ii) recenser les lacunes, les besoins et les défis en matière de renforcement de l'information météorologique, hydrologique et climatologique à l'appui de la gestion des risques de catastrophes en Afrique.

Président

Helena Molin-Valdes, Directrice adjointe, SIPC

Coprésident

Yadowsun Boodhoo (Représentant permanent de Maurice)

Orateurs principaux

Rhoda Peace, Commission de l'Union africaine, Éthiopie
The Programme of Action for the Implementation of the African Regional Strategy (Programme d'action pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine)

Pedro Basabe, Programme SIPC Afrique
Status of disaster risk reduction in Africa: major challenges (État de la réduction des risques de catastrophes en Afrique: principaux défis)

Experts

Dulce Chilundo, Institut de gestion des catastrophes, Mozambique
Mozambique's experiences in Disaster Risk Management (Expériences du Mozambique dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes)

Carlos Villacis, Programme mondial d'identification des risques, Programme des Nations Unies pour le développement, Suisse
Risk assessment in Africa (Évaluation des risques en Afrique)

Ash Mohammed, Fédération internationale de la Croix-Rouge, Zone de l'Afrique
Moving towards preparedness and response (Évolution des mesures de préparation et des interventions)

Gift Livita, Banque Opportunity International, Malawi
Financial risk transfer mechanisms (Mécanismes de transfert des risques financiers)

Participants

Alhassane Diallo, ACMAD, Niger
Status of operational capabilities of NMHSs in weather forecasting and climate prediction in support of disaster risk management in Africa (Capacités opérationnelles actuelles des SMHN

dans le domaine de la prévision météorologique et climatique à l'appui de la gestion des risques de catastrophes en Afrique)

Laban Ogallo, ICPAC, Kenya

Status of utilization of climate information in Africa (État de l'utilisation de l'information climatologique en Afrique)

Simon Mason, Institute for Climate and Society, États-Unis d'Amérique

Linking weather and climate information and services with disaster risk reduction (Associer l'information et les services météorologiques et climatologiques à la réduction des risques de catastrophes)

Séance 5: Élimination des lacunes en matière de données

13 avril 2010, 11 h 00 – 12 h 30

Coprésidée par: Anthony Nyong, Banque africaine de développement, Tunisie

L'augmentation du volume des données disponibles et l'amélioration de la fourniture des produits et services météorologiques, hydrologiques et climatologiques comportent de nombreux défis et offrent de nombreuses possibilités, dont il faudra débattre au cours de cette séance: par exemple éliminer les lacunes en matière d'observation, améliorer la qualité des prévisions et encourager le dialogue entre les utilisateurs et les prestataires de services météorologiques et hydrologiques.

Amos Makarau, Département des services météorologiques, Zimbabwe

Status and Future Plans for Weather, Water, and Climate Observing Systems in Africa (État et évolution planifiée des observations météorologiques, hydrologiques et climatologiques en Afrique)

Zilore Mumba, ACMAD

Improving Prediction and Assessment in Africa (Améliorer les prévisions et les évaluations en Afrique)

Linda Makuleni, Service météorologique sud-africain, Afrique du Sud

Finding, Accessing, and Sharing Information and Services for Weather, Water, and Climate (Obtention, accessibilité et partage de l'information et des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques)

Yadowsun Boodhoo, Service météorologique, Maurice

Providing Weather and Climate Services to Improve Societal Benefits (Assurer les services météorologiques et climatologiques en vue d'accroître les avantages pour la société)

Jean-Luc Redelsperger, Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA), France

AMMA Africa – Filling the gap (AMMA Afrique – Élimination des lacunes)

Séance 6: Renforcement des capacités

13 avril 2010, 14 h 30 – 16 h 00

Présidée par Ato Kidane Asefa, Service météorologique national, Éthiopie

Se donner les moyens de produire et diffuser des connaissances exige une collaboration étroite et un engagement à long terme. Après avoir fait le point, les participants à la séance exploreront les possibilités qui s'offrent en matière d'interprétation, de fourniture et d'utilisation des informations météorologiques et climatologiques, et aborderont d'autres thèmes tels que les médias et le perfectionnement et la formation du personnel.

Anthony Anuforum, Service météorologique, Nigéria

Institutional and Human resource development (Perfectionnement des ressources institutionnelles et humaines)

Barnabas Chipindu, Université du Zimbabwe, Zimbabwe
Meteorology, Climatology, Hydrology and associated fields at academic institutions (L'enseignement de la météorologie, de la climatologie, de l'hydrologie et des disciplines connexes)

John Njoroge Kimani, Secrétariat spatial national, Kenya
School and popular education in Meteorology, Hydrology and Related fields (L'école et l'éducation populaire dans les domaines de la météorologie et l'hydrologie et les disciplines connexes)

Malamine Sonko, ASECNA, Sénégal
Development and maintenance of Meteorological and Hydrological Infrastructures (Développement et maintien des infrastructures météorologiques et hydrologiques)

Bubu Jallow, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Kenya
Capacity building on climate change issues (Renforcement des capacités dans le domaine des changements climatiques)

Todd Ngara, Centre Risoe, Roskilde, Danemark
Capacity building on climate change issues (Renforcement des capacités dans le domaine des changements climatiques)

Séance 7: Points de vue des utilisateurs

13 avril 2010, 16 h 00 – 17 h 30

Présidée par Mama Konaté, Direction nationale de la météorologie, Mali

Des représentants des différentes communautés, d'organisations non gouvernementales, de médias et d'autres partenaires donneront des précisions sur leurs besoins et ce qu'ils attendent des services météorologiques et climatiques et proposeront des moyens d'améliorer les liens et l'interaction avec les prestataires de services.

Guido van Langenhove, Services hydrologiques, Namibie
Eau

S. W. Noika, Institut kényan de recherche en agriculture, Kenya
Alimentation

Benson Wafula, Institut kényan de recherche en agriculture, Kenya
Alimentation

Yolande Raelina, Groupe de travail climat-santé, Madagascar
Santé

Peter Moncherry, Commission du tourisme des Seychelles, Seychelles
Tourisme

Patrick Luganda, Network Climate Journalists in the Greater Horn of Africa, Ouganda
Communication

Judith Akolo, Kenya Broadcasting Corporation, Kenya

Médias

Munyadziwa Rabambi, Groupe consultatif du CE sur les questions relatives à l'égalité des sexes,
Afrique du Sud
Égalité des sexes

MERCREDI

Séance 8: Renforcement des partenariats

14 avril 2010, 09 h 30 – 11 h 00

Présidée par Stephen A.K. Magezi, Département de la météorologie, Ouganda

Cette séance sera axée sur les partenariats internationaux et régionaux dans les domaines des applications et de l'utilisation des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques au profit du développement, dans une perspective à long terme et durable.

Mohammed Kadi, ACMAD, Niger

Programmes Climate for Development in Africa, Vigirisc and Weather Information For All (Programmes Climat pour le développement en Afrique, Vigirisc et information météorologique pour tous)

Vladimir Tsirkunov, Banque mondiale, États-Unis d'Amérique

Creating Regional Partnerships for modernization of Hydromet Services in support of Regional and National Development – lessons learned (Création de partenariats régionaux pour la modernisation des services Hydromet à l'appui du développement régional et national – enseignements tirés)

Karin Svingby, ERICSSON

Making the most of communications technology uptake in Africa - Delivering weather information services via mobile phone (Profiter au mieux de l'implantation des technologies des communications en Afrique – Prestation des services d'information météorologique par téléphone mobile)

UE-Aghrymet (à confirmer)

AMESD

Espagne (à confirmer)

Bi-lateral - Regional Partnerships for modernization of Hydromet Services in support of Regional and National Development (Partenariats régionaux bilatéraux pour la modernisation des services Hydromet à l'appui du développement régional et national)

Byung-Seong Chun, Administration météorologique coréenne, Corée

Enhancing Partnership between KMA and East Africa (Renforcement du partenariat entre la KMA et l'Afrique de l'Est)

Séance spéciale sur l'aviation

14 avril 2010, 11 h 00 – 12 h 30

Séance spéciale sur le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC)

14 avril 2010, 14 h 30 – 15 h 30

Adoption de la Déclaration de la Conférence et discussions

14 avril 2010, 15 h 30 – 17 h 30

ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

Date et heure	Sujet
Lundi 12 avril 13 h 30 – 14 h 30	Programme THORPEX pour l'Afrique et Système africain d'information sur les phénomènes météorologiques à fort impact. <i>Voir plus loin pour de plus amples informations.</i>
Lundi 12 avril 18 h 00 – 19 h 00	EUMETSAT
Mardi 13 avril 13 h 30 – 14 h 30	Aperçu des activités menées par le Programme de météorologie maritime et d'océanographie (MMOP), enseignements tirés et perspectives d'avenir
Mardi 13 avril 18 h 00 – 19 h 00	Activités offertes par FAO climat: prévision du rendement agricole, évaluations des répercussions des changements climatiques dans le secteur agricole, système d'alerte en temps réel et à moyenne échéance (5 à 10 ans) et technique d'estimation des précipitations FAO-RFE
Mercredi 14 avril 11 h 00 – 12 h 30	SÉANCE SPÉCIALE SUR L'AVIATION
Mercredi 14 avril (heures à confirmer)	Tirer avantage des innovations au niveau des technologies des communications pour rejoindre la communauté (Ericsson/Orange/Zain) Démonstration d'applications météorologiques novatrices pour les réseaux de téléphonie cellulaire
Mercredi 14 avril (heures à confirmer)	Services météorologiques du Royaume-Uni: Partenariat de recherche scientifique sur le climat. <i>Voir plus loin pour de plus amples informations.</i>
Mercredi 14 avril 14 h 30 – 16 h 00	SÉANCE SPÉCIALE SUR LE CADRE MONDIAL POUR LES SERVICES CLIMATOLOGIQUES (CMSC)

Programme THORPEX pour l'Afrique et Système de prévision et d'information concernant les phénomènes météorologiques à fort impact

Cet événement parallèle mettra l'accent sur l'état et l'évolution planifiée du programme THORPEX pour l'Afrique et de son Système de prévision et d'information concernant les phénomènes météorologiques à fort impact. Plus de trente-cinq nations africaines ont nommé des correspondants et accepté de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce système d'information multidisciplinaire qui fournira des évaluations des impacts économiques, sociétaux et environnementaux, ainsi que des renseignements sur la qualité des prévisions de ces événements.

Le Système de prévision et d'information concernant les phénomènes météorologiques à fort impact, qui est l'un des premiers projets du programme en Afrique, comprendra un catalogue des phénomènes, avec des données sur les pertes en vies humaines, les dommages et autres impacts socio-économiques ou environnementaux associés. À partir d'un sous-ensemble d'événements, des modèles de prévision perfectionnés fourniront des renseignements sur les délais disponibles pour aviser la population du danger. Les collaborateurs au programme THORPEX comprennent le groupe GEO, Munich Re, qui procurera des données sur les incidences pouvant être combinées à des estimations nationales, le Centre international de physique théorique Abdus Salam, parrainé par le gouvernement italien, l'UNESCO et l'AIEA, qui aidera à mettre en place le portail de données, et de grands centres de prévision et quelques universités et établissements de recherche, qui participeront à l'élaboration de modèles conceptuels servant à l'évaluation des modèles de phénomènes. Les résultats attendus du projet comprennent des connaissances quantitatives sur la façon dont l'Afrique est touchée par les phénomènes météorologiques et climatiques, des délais suffisants pour prévenir les populations et les ressources voulues pour savoir comment améliorer les outils de décision, y compris de meilleurs systèmes d'alerte précoce, avec des évaluations des impacts attendus et des avis destinés aux secteurs de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la production d'énergie et de la gestion des ressources en eau et des catastrophes. Il serait ainsi possible de réduire le nombre des victimes, les dommages causés à l'infrastructure et à la propriété, la pauvreté, ainsi que la dégradation de l'environnement.

Le programme **THORPEX pour l'Afrique** permettra d'effectuer des recherches visant à atténuer les effets néfastes des catastrophes naturelles d'origine météorologique et climatique, par la promotion de la collaboration multidisciplinaire entre les secteurs de la recherche et de l'exploitation et les utilisateurs. Les phénomènes à fort impact concernés sont: i) les périodes sèches et le déclenchement tardif ou la fin précoce de la saison des pluies; ii) les inondations/crués éclair et glissements de terrain associés; iii) l'arrivée des cyclones tropicaux sur les côtes d'Afrique australe et orientale et la genèse de dépressions tropicales/cyclones tropicaux en Afrique du Nord-Ouest; iv) les tempêtes de poussière; v) les phénomènes maritimes dangereux. Ces activités permettront de faire bénéficier aux Africains des avantages procurés par les observations terrestres, les techniques avancées de communication et les systèmes de prévision améliorés. Les secteurs d'application prioritaire sont la gestion des catastrophes et de l'eau, l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire, l'énergie, la santé (p.ex. méningite) et les transports (p.ex. aviation). Le Comité régional du programme THORPEX pour l'Afrique a déjà produit des plans scientifiques et de mise en œuvre. L'un des premiers projets du programme est le Système d'information sur les phénomènes météorologiques à fort impact. Le programme THORPEX est rattaché au Programme mondial de recherche sur la prévision du temps (PMRPT), qui relève de la Commission des sciences de l'atmosphère.

Pour de plus amples informations sur THORPEX, on peut visiter les sites <http://www.wmo.int/wwrp> et <http://www.wmo.int/thorpex>

Partenariat de recherche scientifique sur le climat en Afrique (CSRP): Ministère du développement international du Royaume-Uni et Centre Hadley du Service météorologique du Royaume-Uni.

La Division de la recherche et de la certification du Ministère du développement international du Royaume-Uni et le Centre Hadley du Service météorologique du Royaume-Uni collaborent à la mise en œuvre d'un Partenariat de recherche scientifique sur le climat en Afrique (CSRP) de 3,2 millions de livres, qui s'étalera sur une période de trois ans. Le programme a commencé en janvier 2010.

La mission première du CSRP est d'améliorer la compréhension et la modélisation des principaux facteurs en jeu dans le climat africain et de valoriser la contribution des systèmes de prévision dynamique aux prévisions mensuelles, saisonnières et décennales à l'échelle du continent. Ce partenariat procure par conséquent un appui scientifique important à d'autres initiatives clés, comme le Cadre mondial pour les services climatologiques et les programmes de renforcement institutionnel des organisations responsables des questions relatives au climat en Afrique.

La première phase (consultation auprès des acteurs africains), qui est maintenant en cours, vise à déterminer les variables climatiques dont on doit améliorer la prévision en priorité. Cela orientera la recherche et optimisera son utilité pour la planification de l'adaptation face à la variabilité du climat et aux changements climatiques à court terme en Afrique. La communauté scientifique africaine participera par le biais de bourses d'étude destinées à stimuler la recherche et à renforcer le perfectionnement professionnel.

Le but de cette réunion parallèle est de présenter les objectifs de recherche de manière détaillée, de fournir les résultats initiaux des consultations et de solliciter les commentaires et discussions.

EXPOSITION

Une exposition de fabricants industriels se tiendra parallèlement à la Conférence, du 12 au 15 avril, au Kenyatta International Conference Centre. Celle-ci a été organisée conjointement par les organisateurs locaux de la Conférence et l'Association des fabricants d'équipements hydrométéorologiques (HMEI). La majorité des exposants sont membres de cette association.